



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

**F**

# CONFÉRENCE

**Quarante-troisième session**

**Rome, 1-7 juillet 2023**

**Comptes vérifiés – FAO 2021**



**ÉTATS FINANCIERS de 2021**

**de**

**l'Organisation des Nations Unies**

**pour**

**l'alimentation et l'agriculture**



# TABLE DES MATIÈRES

<b><u>PARTIE A</u></b>	<b>Page</b>
<b>Rapport du vérificateur indépendant</b>	<b>1</b>
<b>Certification des états financiers</b>	<b>3</b>
<b>Déclaration du Directeur général</b>	<b>4</b>
<b>Déclaration relative au contrôle interne</b>	<b>5</b>
<b>I</b>	<b>État de la situation financière au 31 décembre 2021</b>
	<b>12</b>
<b>II</b>	<b>État des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2021</b>
	<b>13</b>
<b>III</b>	<b>État des variations de la situation nette pour l'année terminée le 31 décembre 2021</b>
	<b>14</b>
<b>IV</b>	<b>État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2021</b>
	<b>15</b>
<b>V</b>	<b>État comparatif des montants inscrit au budget et des montants effectifs pour l'année terminée le 31 décembre 2021</b>
	<b>18</b>
<b>V</b>	<b>État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs pour l'année terminée le 31 décembre 2020</b>
	<b>21</b>
<b>VA</b>	<b>État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2021</b>
	<b>22</b>
<b>Notes relatives aux états financiers</b>	<b>23</b>

## **PARTIE B**

### **Rapport du Commissaire aux comptes**

**Le rapport du Commissaire aux comptes fait partie des documents de la Conférence et porte la cote C 2023/6 B.**



# RAPPORT DU VÉRIFICATEUR INDÉPENDANT

## À la Conférence de la FAO

### Opinion

Nous avons examiné les états financiers de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) présentés ci-après, qui comprennent l'État de la situation financière au 31 décembre 2021 ainsi que l'État des résultats financiers, l'État des variations de la situation nette, l'État des flux de trésorerie et l'État comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget, pour l'année terminée à cette date, ainsi que les notes y relatives qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables.

Nous considérons que les états financiers donnent, pour tout élément de caractère significatif, une image fidèle de la situation financière de la FAO au 31 décembre 2021 ainsi que de ses résultats financiers, des variations de sa situation nette, de ses flux de trésorerie et de la comparaison des montants effectifs et des montants inscrits au budget pour l'année terminée à cette date, conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS).

### Base fondant notre opinion

Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes internationales d'audit (normes ISA). Nos obligations au titre de ces normes sont décrites en détail à la section ci-après, intitulée «Responsabilités du vérificateur indépendant dans le cadre de la vérification des états financiers». Conformément aux exigences en matière d'éthique applicables à notre vérification des états financiers, nous n'avons aucun lien avec la FAO et nous nous sommes acquitté de nos autres obligations éthiques dans le respect de ces exigences. Nous estimons que les données probantes que nous avons obtenues sont suffisantes et appropriées pour fonder notre opinion.

### Responsabilités de la Direction et des personnes chargées de la gouvernance en relation avec les états financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IPSAS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, la Direction doit évaluer la capacité de la FAO de poursuivre son activité, en fondant sa comptabilité sur le principe de continuité d'exploitation et en faisant état, le cas échéant, des problèmes qui menacent cette continuité, sauf si la Direction a l'intention ou n'a pas d'autre solution réaliste que de liquider la FAO ou de mettre un terme à son activité.

Il incombe aux personnes chargées de la gouvernance de surveiller le processus d'établissement des états financiers.

### Responsabilités du vérificateur indépendant dans le cadre de la vérification des états financiers

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives – que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs – et de dresser un rapport de vérification des comptes exposant notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais ne garantit pas qu'une vérification menée en conformité avec les normes ISA sera, à coup sûr, en mesure de détecter une anomalie significative, le cas échéant. Les anomalies peuvent être dues à une fraude ou à une erreur; elles sont jugées significatives si elles peuvent, individuellement ou collectivement, influencer sur les décisions économiques que prennent des utilisateurs à partir de ces états financiers.

Dans le cadre d'une vérification menée en conformité avec les normes ISA, nous exerçons un jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de notre mission. Nous devons également:

- a) identifier et évaluer les risques d'anomalies significatives dans les états financiers – que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs –, concevoir et exécuter des procédures de vérification répondant à ces risques et recueillir des données probantes suffisantes et appropriées pour nous permettre de formuler une opinion. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative est plus élevé si celle-ci résulte d'une fraude que si elle résulte d'une erreur, car la fraude peut impliquer des actes de collusion, des falsifications, des omissions intentionnelles, des assertions inexacts ou le contournement du contrôle interne;
- b) acquérir une compréhension du contrôle interne de la FAO intéressant la vérification, l'objectif étant de définir des procédures de vérification adéquates et adaptées aux circonstances, et non d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ce contrôle;
- c) évaluer l'adéquation des méthodes comptables appliquées et le caractère plausible des estimations comptables et des communications connexes effectuées par la Direction;
- d) conclure sur la pertinence de l'usage par la Direction du principe de continuité d'exploitation dans la comptabilité et, à partir des données probantes recueillies au cours de la vérification, déterminer l'existence éventuelle d'incertitudes significatives liées à des événements ou à des circonstances susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la FAO de poursuivre son exploitation. Si nous estimons qu'une telle incertitude significative existe, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport de vérification des comptes sur les informations y relatives figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions reposent sur les données probantes obtenues au cours de la vérification et jusqu'à la date de notre rapport;
- e) évaluer la présentation, la structure et la teneur d'ensemble des états financiers, y compris les informations fournies en complément, et déterminer si ces états donnent une image fidèle des transactions et événements sous-jacents.

Nous communiquons aux personnes chargées de la gouvernance différentes informations, notamment l'étendue et le calendrier prévus de la vérification des comptes, ainsi que tout résultat significatif de cette dernière, en particulier les déficiences importantes du contrôle interne identifiées au cours de notre mission.

### **Rapport sur les autres obligations juridiques ou réglementaires**

Nous estimons en outre que les opérations comptables de la FAO qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, pour tous leurs aspects significatifs, conformes au Règlement financier de la FAO.

Conformément à l'article 12.9 du Règlement financier, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.



21 octobre 2022

**Girish Chandra Murmu**  
**Contrôleur et Vérificateur général des comptes**  
**Inde**



# ÉTATS FINANCIERS DE 2021

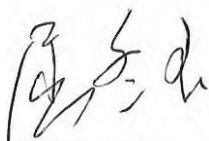
## CERTIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS

**Les montants indiqués dans les états reflètent fidèlement les transactions financières enregistrées durant la période considérée:**

A blue ink signature, appearing to read 'Laurent Thomas', written over a horizontal line.

Laurent Thomas  
Directeur général adjoint

**Approuvé:**

A black ink signature, appearing to read 'J. S. d.', written over a horizontal line.

Directeur général

*30 septembre 2022*

## DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

En application de l'article XXXVIII, paragraphe 2 h), du Règlement général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et conformément à l'article 11 du Règlement financier de cette même organisation, j'ai l'honneur de vous présenter ci-joint pour adoption par la Conférence les états financiers de l'année terminée le 31 décembre 2021, préparés conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) ainsi qu'au Règlement financier et aux règles de gestion financière de la FAO.

Aux termes de l'article 10.1 du Règlement financier, en particulier, le Directeur général est responsable, auprès des organes directeurs, du contrôle interne de l'Organisation, lequel doit assurer une gestion financière efficace et économique et la protection des biens matériels de l'Organisation.

Le contrôle interne est exercé et les procédures de compte rendu menées de façon continue à tous les niveaux de l'Organisation, conformément aux prescriptions du Cadre de contrôle interne et de la Politique en matière de responsabilité de la FAO, qui posent les bases du système de contrôle interne de l'Organisation.

Une Déclaration relative au contrôle interne a été jointe aux états financiers annuels. Elle a été rédigée sur la base d'un examen approfondi des contrôles internes, mené dans l'ensemble de l'Organisation par les cadres supérieurs, en tenant compte des recommandations issues des mécanismes de surveillance interne et externe de la FAO.

L'Organisation s'engage toujours plus avant sur la voie de la transparence et du bon usage des fonds qui lui sont confiés, améliorant les processus de préservation des actifs, appliquant des stratégies de placement diversifiées et prudentes et renforçant la gestion des risques et les contrôles internes.

Durant 2021, l'Organisation a continué de faire face aux difficultés engendrées par la pandémie de covid-19. L'Organisation a gagné en souplesse, en efficacité et en innovation et a accéléré sa transformation numérique tout en restant concentrée sur une mise en œuvre efficace de ses activités, ce qui lui a permis de déployer plus facilement ces efforts hors du commun.

# DÉCLARATION RELATIVE AU CONTRÔLE INTERNE

## Responsabilités

1. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), conformément aux responsabilités qui lui sont confiées en vertu de l'Acte constitutif, du Règlement général et du Règlement financier<sup>1</sup> de la FAO et par les organes directeurs de l'Organisation, est chargé de gérer un système rationnel de contrôle interne qui puisse soutenir la réalisation de la vision, des buts et des objectifs de la FAO et garantir le bon usage des fonds et des actifs.

## Objet du système de contrôle interne

2. Le système de contrôle interne vise à réduire et gérer les risques, à défaut de les éliminer, et à accroître la probabilité que les politiques de la FAO soient appliquées et que l'Organisation atteigne ses buts et objectifs. Il ne peut donc offrir qu'une assurance raisonnable d'efficacité, et non une assurance absolue. Le système de contrôle interne repose sur un processus continu permettant de déterminer et de hiérarchiser les risques qui menacent la réalisation du mandat et des objectifs de l'Organisation, d'évaluer la probabilité que ces risques se concrétisent ainsi que les conséquences que cela pourrait avoir, et de gérer les risques ainsi déterminés de façon efficace et économique. Ce système a fonctionné à la FAO sur l'année 2021, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, et jusqu'à la date de signature du présent document.

3. Le système de contrôle interne couvre tous les aspects des activités de la FAO. Tous les cadres et membres du personnel de l'Organisation sont tenus d'appliquer les contrôles internes pour élaborer, mettre en œuvre, suivre et ajuster les stratégies, politiques, processus et plans, en vue d'en obtenir les avantages suivants:

- a) des **contrôles apportant une réponse efficace aux risques opérationnels et autres** auxquels le personnel fait face lorsqu'il s'efforce d'atteindre les objectifs de la FAO;
- b) le maintien et l'amélioration **de la fiabilité, de l'intégrité et de l'actualité des informations financières et opérationnelles**;
- c) un meilleur **respect des obligations légales, statutaires ou réglementaires, des normes éthiques de la FAO et des règles internes de l'Organisation**;
- d) **la réduction des pertes et du gaspillage des avoirs et des ressources**, que ces déperditions soient dues à une mauvaise orientation des efforts, **à des erreurs évitables, à une mauvaise gestion, à des abus ou à une fraude**;
- e) le maintien et le renforcement de la confiance des Membres et des autres parties prenantes dans **l'efficacité et l'efficience des systèmes de gestion de la FAO**.

## Risque et cadre de contrôle

4. L'application des contrôles internes de la FAO s'inscrit dans un cadre d'action complet qui reprend les cinq composantes du cadre COSO<sup>2</sup> (environnement de contrôle, évaluation des risques, activités de contrôle, information et communication, et pilotage des activités). Le cadre de la FAO couvre tous les aspects des contrôles internes, y compris les responsabilités, la gestion du risque, les activités de contrôle, la prévention et la détection de la fraude, et l'éthique du comportement. La surveillance de haut niveau est assurée par le Directeur général et son équipe de direction centrale, composée des trois Directeurs généraux adjoints, de l'Économiste en chef, du Scientifique en chef et du Directeur de Cabinet, conformément aux politiques de gouvernance de la gestion interne de la FAO. Ce modèle permet d'assurer un partage transparent des informations et des connaissances, et de bénéficier d'apports et d'analyses multiples. Les liens hiérarchiques A et B établis entre les chefs d'unité et la

<sup>1</sup> En particulier l'article VII de l'Acte constitutif, l'article XXXVII du Règlement général de l'Organisation et l'article X du Règlement financier.

<sup>2</sup> Comité des organisations de tutelle de la Commission Treadway.

Direction centrale, ainsi que les réunions d'information régulières de l'Inspecteur général à l'intention des membres de l'équipe de direction centrale de l'ensemble de l'Organisation sur les problèmes mis en évidence, viennent renforcer cette approche. Le Bureau du contrôle interne, présidé au niveau du Directeur général adjoint, assure la coordination et la gouvernance interne des initiatives liées au contrôle, tandis que le Bureau de la stratégie, du programme et du budget gère les politiques de la FAO relatives aux responsabilités, à la gestion du risque et au Cadre de contrôle interne, et dirige le processus d'établissement des rapports de contrôle interne.

5. L'élaboration des procédures et des outils afférents aux processus métier dans lesquels le contrôle est essentiel est confiée aux responsables des processus considérés, qui sont également chargés de faciliter le suivi et l'établissement de rapports opérationnels.

6. Le respect du Cadre de contrôle interne relève des responsables des bureaux du siège et des bureaux décentralisés, le principe de base étant toutefois que l'on attend de tous les membres du personnel de la FAO, des consultants, des signataires d'un accord de services personnels, des sous-traitants et des partenaires qu'ils portent les problèmes de contrôle à l'attention de l'Organisation, par l'intermédiaire de leur supérieur hiérarchique ou de tout autre canal en place, comme le Bureau de l'Inspecteur général.

7. La FAO s'attache à gérer les risques de manière efficace et responsable, en veillant à ce que les risques réels soient reconnus, évalués et maîtrisés/atténués et à ce qu'il en soit rendu compte, afin de renforcer la capacité de l'Organisation à atteindre ses objectifs et à procurer aux parties prenantes les avantages escomptés. La gestion du risque doit être intégrée dans les pratiques et procédures existantes de façon à devenir l'un des traits de la culture de l'Organisation.

### **Examen de l'efficacité**

8. En ma qualité de Directeur général, j'examine l'efficacité du système de contrôle interne. Cet examen repose sur les sources d'information suivantes:

- a) les lettres de déclaration des directeurs généraux adjoints, des chefs, des représentants régionaux et du Directeur de Cabinet, dans lesquelles ceux-ci donnent l'assurance que, dans toutes les unités placées sous leur responsabilité, les systèmes de gestion et de contrôle de la FAO sont utilisés avec méthode et efficacité; les lettres de déclaration reposent, entre autres, sur l'analyse des questionnaires sur les contrôles internes remplis par les bureaux et les divisions dans l'ensemble de l'Organisation, et sur les plans d'amélioration des contrôles qui en découlent;
- b) les conclusions et les recommandations issues des rapports de vérification du Bureau de l'Inspecteur général et des rapports annuels de l'Inspecteur général, du comité consultatif de contrôle et du Fonctionnaire chargé des questions de déontologie;
- c) les avis, conclusions et recommandations formulés par le Commissaire aux comptes dans son rapport détaillé, les notes de gestion et autres rapports;
- d) d'autres éléments portés à ma connaissance durant l'année, comme les données issues des systèmes du suivi de l'Organisation (tableau de bord de suivi opérationnel, par exemple).

9. La FAO profite également d'autres informations découlant des activités de son Bureau de l'Inspecteur général, de son Comité consultatif de contrôle, de son Commissaire aux comptes, de son Bureau de l'évaluation, du Corps commun d'inspection du système des Nations Unies ainsi que des travaux de ses organes directeurs qui assurent la surveillance et appuient la mise en œuvre du Cadre de contrôle interne.

10. La FAO est déterminée à développer et renforcer sans relâche la gestion du risque et le contrôle interne et fait rapport, dans ce qui suit, sur les quatre domaines essentiels sélectionnés, dans lesquels une amélioration du contrôle interne s'impose, ainsi que sur les mesures prises et les autres améliorations prévues.

### **Gestion des risques de l'organisation et gestion des risques de fraude**

11. La FAO dispose d'un cadre rigoureux de gestion des risques, la politique de l'Organisation et les considérations relatives au risque étant désormais intégrées dans les processus de planification et de travail tels que le cycle des projets extrabudgétaires et les cadres de programmation par pays.

Depuis 2018, l'Organisation s'efforce d'atteindre progressivement un degré de maturité plus élevé dans la gestion des risques, notamment grâce au déploiement d'un processus d'élaboration de journaux des risques qui comprend la détection des risques, leur atténuation, leur suivi et l'établissement de rapports et repose sur des instructions complètes, une assistance et un outil spécialisé.

12. Le risque de fraude est un élément important de la gestion du risque à l'échelle de la FAO. L'Organisation dispose d'un cadre d'action «tolérance zéro» bien en place, étayé par l'évaluation des vulnérabilités au risque de fraude et par des éléments d'orientation pour la prévention et la détection de la fraude, ainsi que par l'élaboration et le suivi d'un plan de prévention de la fraude couvrant tous les bureaux de la FAO dans le monde, à l'aide d'un outil en ligne spécialisé.

#### Mesures prises en 2021

13. Les travaux visant à renforcer progressivement les pratiques de gestion des risques, y compris du risque de fraude, se poursuivent, et les mesures suivantes ont été prises en 2021:

- a) Incorporation d'une analyse des risques dans le prolongement du processus de planification, qui a débuté en 2020 par l'intégration de considérations relatives aux risques dans la planification stratégique et dans l'élaboration des domaines prioritaires du programme du Plan à moyen terme 2022-2025, et se poursuit maintenant avec l'inclusion des risques dans l'établissement du plan de travail pour l'exercice biennal.
- b) Poursuite de la sensibilisation et du renforcement des capacités s'agissant de la gestion des risques à la FAO, de l'élaboration de journaux des risques et des mesures prises par l'Organisation pour prévenir, détecter et signaler les cas de fraude, au moyen de réunions d'information ciblées, adaptées aux besoins des bureaux décentralisés et des unités du siège, organisées autour des notions générales de la gestion du risque et des questions de fraude et de déontologie, et permettant le partage des expériences et des enseignements qui en ont été retirés.
- c) Intégration complète de l'évaluation et de la gestion des risques dans la Stratégie de la FAO relative à la mobilisation du secteur privé, grâce à l'introduction d'une politique révisée en matière de contrôle préalable et d'évaluation des risques.
- d) Achèvement de l'analyse des risques et de l'élaboration des journaux des risques de tous les bureaux de la FAO dans le monde, y compris l'intégration de ces éléments dans les cycles existants de planification des travaux et d'établissement des rapports.
- e) Renforcement de la gouvernance sur la gestion des risques, avec un rôle actif de la direction centrale et une collaboration à l'échelle de l'Organisation pour la gestion des risques importants.
- f) Prolongation d'une année de la Stratégie et du plan d'action de la FAO en matière de lutte contre la fraude (2018-2021), en vue de leur actualisation et de leur intégration dans le plan d'action relatif à la gestion globale des risques de l'organisation.

#### Mesures prévues en 2022

14. L'amélioration de la gestion des risques de l'Organisation et de la gestion du risque de fraude est un processus continu qui se poursuivra dans les années à venir. Les mesures suivantes sont prévues en 2022:

- a) Rationalisation et renforcement des outils et des processus de gestion des risques, de planification de la prévention de la fraude et d'établissement de rapports sur les contrôles internes, afin d'améliorer leur cohérence et leur compréhension.
- b) Amélioration des processus d'assurance qualité et de suivi de la gestion des risques, soutenue par la poursuite des activités de renforcement des capacités et d'assistance.
- c) Examen des processus de gestion des risques de l'Organisation, confié au Bureau de l'Inspecteur général.
- d) Analyse de l'appétence pour le risque et de la tolérance aux risques, en vue d'améliorer les éléments d'orientation pour la prise de décisions et l'atténuation des risques.

## Compétences et capacités

### Mesures prises en 2021

15. Les compétences et les capacités du personnel exerçant des fonctions programmatiques, opérationnelles et administratives de base sur tous les sites sont essentielles pour le système de contrôle interne et l'efficacité de la mise en œuvre du Programme de la FAO au regard de l'évolution du contexte mondial, du modèle opératoire plus souple de la FAO et de la réforme du système des Nations Unies. En 2021, de nombreuses initiatives ont été prises à cet égard:

- a) Gestion prévisionnelle renforcée des besoins en personnel, avec une attention particulière portée aux postes de rang supérieur et aux Représentants de la FAO, qui permet de planifier la relève et d'assurer la continuité des opérations en cas de mouvements de personnel, et initiative pilote de réserve d'appoint pour aider à répondre aux situations d'urgence.
- b) Élaboration d'une approche de restructuration régionale, conformément aux changements mis en place au siège, visant à renforcer la capacité à contribuer à la mise en œuvre du Cadre stratégique de la FAO 2022-2031 et à donner aux équipes et aux structures, au sein des régions et d'une région à l'autre, les moyens d'appuyer les bureaux de pays de manière efficace et efficace.
- c) Mise en place d'un programme d'information complet et novateur destiné aux Représentants de la FAO, comprenant un outil de collaboration en ligne pour encourager le partage des connaissances entre les hauts responsables des bureaux décentralisés.
- d) Accent mis sur les moyens de veiller à ce que les formations obligatoires pour des fonctions spécifiques soient suivies, avec la mise à disposition de catalogues actualisés de formations pour les domaines administratifs essentiels.
- e) Appui particulier apporté aux nouvelles méthodes de travail au moyen de forums d'apprentissage en ligne, d'environnements de travail numériques, d'une formation sur la direction d'équipes hybrides, d'un accès à distance aux services de santé, d'une sensibilisation à la santé et au bien-être du personnel et de webinaires de formation en ligne.

### Mesures prévues en 2022

16. Le renforcement des capacités, des connaissances et des compétences dans toutes les fonctions opérationnelles, administratives et programmatiques de base se poursuivra en 2022. Les mesures prévues sont notamment les suivantes:

- a) Transformation et modernisation permanentes des modèles opératoires des fonctions administratives, l'objectif étant d'assurer la cohérence et l'adéquation des rôles, des responsabilités et des relations dans les différents lieux d'affectation et processus métier aux fins d'amélioration de l'efficacité et de l'efficacité.
- b) Mise en œuvre progressive d'ajustements structurels au niveau régional et sous-régional, pour augmenter la pertinence, l'opportunité, le rapport coût-efficacité, la qualité technique et l'efficacité du soutien apporté aux Membres par l'intermédiaire des bureaux de pays.
- c) Poursuite des activités de renforcement des capacités pour accroître l'utilisation des outils de suivi des projets de l'Organisation et des nouvelles modalités opérationnelles (notamment la modalité de mise en œuvre des partenariats opérationnels), le renforcement des partenariats (notamment avec le secteur privé) et la mobilisation de ressources. L'apprentissage en ligne et les procédures seront revus pour simplifier et rationaliser les processus et les instruments, à l'aide d'outils numériques destinés à améliorer l'efficacité, la surveillance, le suivi et l'établissement de rapports.
- d) Augmentation des capacités de planification et de gestion des effectifs, notamment dans les bureaux décentralisés, en particulier pour les besoins en personnel, l'éventail des compétences requis et les besoins en formation parallèlement aux cycles de planification, avec une attention particulière portée aux pays en crise.

- e) Poursuite des activités visant à proposer des initiatives de formation sur mesure pour différentes fonctions/différents rôles, appuyées par de nouveaux outils de collaboration en ligne et des outils améliorés pour le suivi du respect des règles et l'évaluation de l'efficacité des formations, en vue d'ajuster le contenu des cours ou les dispositifs de soutien.

## **Systèmes, politiques, procédures et outils**

### Mesures prises en 2021

17. Des processus de gestion des activités de base efficaces, rationalisés et fondés sur les risques sont essentiels pour instaurer des contrôles internes de qualité et réaliser les objectifs de l'Organisation. En 2021, les principales initiatives prises dans ce domaine ont été les suivantes:

- a) Adaptation permanente des politiques et des directives en fonction de l'évolution du contexte, avec un accent particulier sur les ressources humaines, la santé et le bien-être, notamment grâce à l'aménagement du temps de travail, à une gestion améliorée du personnel apparenté et un renforcement continu des processus relatifs à la sécurité et la santé au travail.
- b) Progression dans la mise en œuvre du modèle d'appui au niveau mondial et de l'environnement de travail numérique, qui permettent au personnel de la FAO de travailler de manière efficiente partout et tout le temps, notamment grâce au remplacement des ordinateurs de bureau par des ordinateurs portables, à la migration des applications sur site vers un système dématérialisé et à la mise en place de nouvelles plateformes numériques. Mise en place de mesures de sécurité informatique renforcées, notamment une authentification multifactorielle et des améliorations dans les domaines de la gestion du changement et des accès ainsi que dans la sécurité des bases de données.
- c) Examen des politiques, procédures et processus clés en vue de répondre aux besoins nouveaux et de permettre une amélioration continue de l'efficacité. Attention particulière portée au renforcement des capacités et à l'appui à la mise en œuvre des procédures d'achat actualisées et à l'accroissement des contrôles internes et de la qualité des services dans le cadre du processus de protocole d'accord.
- d) Mise à niveau du système principal de planification des ressources (GRMS), qui assure un appui interrompu aux fournisseurs et permet de continuer à faire évoluer le système sans avoir à procéder à d'autres mises à niveau majeures dans l'avenir, tout en améliorant les fonctionnalités. Le système d'analyse principal (Système intégré de gestion) a été transféré vers une solution dématérialisée qui propose des fonctionnalités, une sécurité et des performances supérieures.
- e) Poursuite de la mise en place graduelle du cadre d'action complet du Système de gestion de la résilience de l'Organisation, axé sur un nouveau renforcement de la gestion de la continuité des opérations et l'amélioration de l'appui et de la surveillance des systèmes.
- f) Introduction du nouveau cadre de contrôle préalable et d'évaluation et de gestion des risques relatifs aux collaborations avec le secteur privé et d'autres acteurs non étatiques (cadre FRAME) et création du Comité des engagements et des partenariats, parallèlement au tableau de bord de gestion de la Division d'appui aux projets, qui facilite le suivi du processus rationalisé de contrôle préalable.
- g) Rédaction de deux nouvelles sections du manuel, qui mettent en place des systèmes de suivi rigoureux aux fins de l'évaluation des risques, des contrôles et de l'assurance qualité des projets comprenant des programmes de bons ou le versement d'aides financières aux bénéficiaires.

### Mesures prévues en 2022

18. D'autres initiatives seront prises en 2022 pour faire en sorte que les procédures et les outils de soutien répondent de manière efficiente et efficace à l'évolution des besoins opérationnels:

- a) Accélération de la mise en œuvre des ajustements à apporter aux politiques, procédures et processus administratifs et opérationnels concernés, en vue de renforcer les niveaux d'efficacité, d'efficacité et de respect des règles en tous lieux, et en particulier dans les bureaux

décentralisés. L'accent sera mis sur les mesures à prendre face aux insuffisances constatées dans les contrôles internes, aux risques et aux besoins nouveaux, notamment en matière de politiques de recrutement, d'arrangements contractuels relatifs au personnel associé, de planification des achats et de gestion prévisionnelle des effectifs, et de gestion financière et opérationnelle.

- b) Poursuite de la numérisation des principaux processus métier de la FAO aux fins de l'amélioration de la planification des ressources, de la gestion, du suivi, de la présentation des rapports et du contrôle, dans le cadre du renforcement, à partir d'une feuille de route et d'un plan d'action stratégique pluriannuels actualisés, de l'environnement de planification des ressources à l'échelle de l'Organisation, de manière à le maintenir adapté à l'objectif visé et apte à l'emploi.
- c) Examen du guide relatif au cycle des projets, dans le but de simplifier les processus et de définir des modalités opérationnelles innovantes pour mieux appuyer les activités de l'Organisation, comme l'imposent les changements dans les conditions de mobilisation des ressources et de mise en œuvre du Programme. Cela supposera d'élaborer des systèmes d'information et des tableaux de bord pour faciliter le suivi des projets, la mise en œuvre des nouvelles modalités opérationnelles et la fonction de contrôle préalable.
- d) Lancement de la prochaine phase du projet PROMYS, qui vise à créer une solution moderne de gestion des informations relatives aux projets et aux portefeuilles, en rationalisant le cycle des projets et en améliorant les capacités de suivi et de restitution d'information.

## **Rôles, responsabilités et obligation redditionnelle s'agissant de la surveillance de la gestion**

### Mesures prises en 2021

19. Si l'on veut obtenir un environnement de contrôle interne fiable, il est essentiel de faire prendre conscience aux cadres et aux autres membres du personnel de leur rôle et de leur responsabilité clairement définie s'agissant de la mise en œuvre de la gestion des risques et des contrôles internes dans tous les processus. En 2021, l'Organisation a pris plusieurs initiatives à ce sujet:

- a) Un outil de suivi intégré pour les bureaux décentralisés, comprenant des indicateurs de respect des règles et de performance pour les différents processus métier, et facilitant et rationalisant le suivi par les bureaux eux-mêmes et par les unités responsables, a été expérimenté et mis au point en 2021.
- b) L'équipe d'appui au respect des règles établit régulièrement, pour certains pays en situation d'urgence, des rapports sur l'environnement de contrôle interne et de conformité assortis de mesures de suivi à mettre en place et de bonnes pratiques.
- c) Un réseau de points de contact en matière de contrôle interne et de respect des règles a été créé afin de renforcer le dialogue parmi les différents bureaux décentralisés sur les problèmes systémiques en matière de contrôle interne, de servir de base pour définir les difficultés communes, de communiquer des bonnes pratiques et de contribuer à la recherche de solutions, avec l'avis des unités responsables concernées.
- d) Après l'adoption des Principes relatifs à la protection des données personnelles en janvier 2021, des progrès ont été accomplis dans l'élaboration progressive d'une politique globale de protection des données, laquelle devrait être achevée courant 2022.
- e) L'évaluation externe des obligations de gestion des dossiers et des archives a été achevée, et une approche par étapes visant à renforcer les capacités de l'Organisation en matière de gestion des dossiers a été approuvée.
- f) Un processus de cartographie des responsabilités en matière d'assurance, dirigé par le Bureau de l'Inspecteur général, a été lancé, et les unités responsables des domaines administratifs cruciaux ont fait le point sur les responsabilités existantes en matière de surveillance et de suivi.



- g) Des mesures ont renforcé la sensibilisation et amélioré le suivi des mesures d'application des principales politiques et pratiques relatives aux fautes et aux comportements répréhensibles, notamment en matière de fraude et de corruption, de harcèlement et d'exploitation et d'atteintes sexuelles. Un Comité sur le comportement au travail et la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles a été créé afin de permettre des échanges dynamiques d'idées et d'informations, et d'améliorer la coordination.

#### Mesures prévues en 2022

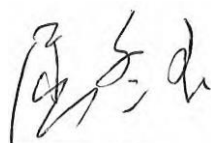
20. Bon nombre des actions prévues recensées dans les sections qui précèdent contribueront également de manière notable à clarifier les rôles et à renforcer l'obligation redditionnelle dans toute l'Organisation. En outre, les actions suivantes sont prévues:

- a) Renforcement des capacités de suivi et d'appui des responsables de processus métier et des bureaux régionaux au regard des fonctions administratives et opérationnelles cruciales dans tous les bureaux décentralisés, notamment dans les situations de crise et les contextes d'urgence.
- b) Clarification des rôles dans la gouvernance et la surveillance des processus internes cruciaux, notamment la gestion des risques et le contrôle interne, à partir des résultats du processus de cartographie des responsabilités en matière d'assurance.
- c) Renforcement permanent du cadre de la FAO pour la prévention du harcèlement et la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, fondé sur les initiatives menées à l'échelle du système des Nations Unies dans les domaines de la gouvernance et des politiques, de la prévention et de la sensibilisation, des voies de signalement et des enquêtes, et de la responsabilité.

#### **Conclusion**

21. Un contrôle interne efficace, aussi bien conçu qu'il soit, possède des limites intrinsèques. En outre, l'efficacité du contrôle interne peut varier dans le temps. Je suis déterminé à remédier à toute insuffisance de ces contrôles constatée durant l'année qui aurait été portée à mon attention.

22. Sur la base de l'examen de l'efficacité du système de contrôle interne, décrit aux paragraphes 8 et 9 qui précèdent, je conclus que, à ma connaissance et compte tenu des informations dont je dispose, il n'y a pas eu d'insuffisances significatives susceptibles de compromettre l'efficacité globale du système de contrôle interne au cours de l'année terminée le 31 décembre 2021.



---

Le Directeur général

Date: 30 septembre 2022

I – ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE			
AU 31 décembre 2021			
(En milliers d'USD)	Note	31 déc. 2021	31 déc. 2020 (après retraitement)
<b>Actif</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	1 494 113	1 277 999
Placements et instruments financiers dérivés	4	625 666	589 333
Créances issues d'opérations sans contrepartie directe	5	1 135 583	906 504
Créances issues d'opérations avec contrepartie directe	6	3 699	5 362
Paievements anticipés et autres actifs courants	7	57 911	55 838
Stocks	8	14 586	15 370
		3 331 558	2 850 406
<b>Actifs non courants</b>			
Placements	4	667 530	631 398
Créances issues d'opérations sans contrepartie directe	5	912 238	869 669
Paievements anticipés et autres actifs non courants	7	656	416
Immobilisations corporelles	9	40 864	38 480
Immobilisations incorporelles	10	6 434	6 973
		1 627 722	1 546 936
<b>Total de l'actif</b>		<b>4 959 280</b>	<b>4 397 342</b>
<b>Passif</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Dettes	11	46 029	34 723
Charges à payer	11	203 987	189 388
Instruments financiers dérivés	4	2 378	-
Contributions reçues d'avance	12	375 225	329 543
Passifs liés aux avantages du personnel	13	74 717	72 296
Provisions	16	596	212
Autres passifs courants	17	3 365	3 675
		706 297	629 837
<b>Passifs non courants</b>			
Passifs liés aux avantages du personnel	13	1 489 373	1 453 339
Autres passifs non courants	17	35 814	36 029
		1 525 187	1 489 368
<b>Total du passif</b>		<b>2 231 484</b>	<b>2 119 205</b>
<b>Actif net</b>		<b>2 727 796</b>	<b>2 278 137</b>
<b>Situation nette</b>			
Excédent/(Déficit) cumulé		2 578 761	2 141 089
Réserves	18	149 035	137 048
<b>Total de la situation nette</b>		<b>2 727 796</b>	<b>2 278 137</b>

II – ÉTAT DES RÉSULTATS FINANCIERS POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 décembre 2021			
(En milliers d'USD)	Note	31 déc. 2021	31 déc. 2020 (après retraitement)
<b>Produits</b>			
<b>Produits des opérations sans contrepartie directe</b>			
Contributions des États Membres mises en recouvrement au titre du Programme ordinaire	19	505 384	484 554
Contributions volontaires	19	1 540 954	1 274 018
Autres produits sans contrepartie directe	19	73 564	73 052
		2 119 902	1 831 624
<b>Produits des opérations avec contrepartie directe</b>			
Produits avec contrepartie directe	19	8 269	6 210
		8 269	6 210
<b>Total des produits</b>		<b>2 128 171</b>	<b>1 837 834</b>
<b>Charges</b>			
Avantages et autres dépenses de personnel	20	436 799	418 433
Consultants	20	364 861	302 119
Voyages	20	46 463	37 753
Dotation aux amortissements et aux provisions	20	11 126	10 969
Dépenses de formation	20	35 023	23 877
Services contractuels	20	372 794	385 943
Dons et autres transferts versés	20	106 428	92 607
Fournitures et consommables utilisés	20	245 667	236 253
Autres charges	20	52 848	38 053
<b>Total des charges</b>		<b>1 672 009</b>	<b>1 546 007</b>
<b>Charges et produits non opérationnels</b>			
Revenus des placements	21	16 800	28 363
Gains/(Pertes) de change	21	(8 684)	13 738
Produits financiers/(Charges financières)	21	(26 422)	(37 454)
Autres (charges) et produits non opérationnels	21	(184)	572
<b>Total des (charges) et produits non opérationnels</b>		<b>(18 490)</b>	<b>5 219</b>
<b>Excédent</b>		<b>437 672</b>	<b>297 046</b>

III – ÉTAT DES VARIATIONS DE LA SITUATION NETTE POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2021						
(En milliers d'USD)						
	Note	Excédent/ (Déficit) cumulé	Compte de réserve spécial	Réserve relative aux gains et (pertes) actuariels	Gains/(Pertes) latent(e)s cumulé(e)s sur les placements disponibles à la vente	Total de la situation nette/ (du déficit)
Solde de clôture au 31 déc. 2020		602 081	17 559	(11 423)	129 778	737 995
Correction d'erreurs		1 539 008			1 134	1 540 142
Solde de clôture au 31 déc. 2020 (après retraitement)		2 141 089	17 559	(11 423)	130 912	2 278 137
Gains/(Pertes) actuariel(le)s	18	-	-	(4 174)	-	(4 174)
Gains/(Pertes) latent(e)s	18	-	-	-	16 161	16 161
Produit net pris en compte directement dans la situation nette		-	-	(4 174)	16 161	11 987
Excédent de la période		437 672	-	-	-	437 672
Solde de clôture au 31 déc. 2021		2 578 761	17 559	(15 597)	147 073	2 727 796
Solde de clôture au 31 déc. 2019		367 957	17 559	(33 199)	60 938	413 255
Ajustement aux bénéfices non distribués	18	-	-	-	-	-
Gains/(Pertes) actuariel(le)s	18	-	-	21 776	-	21 776
Gains/(Pertes) latent(e)s	18	-	-	-	68 840	68 840
Produit net pris en compte directement dans la situation nette		-	-	21 776	68 840	90 616
Excédent de la période		234 124	-	-	-	234 124
Solde de clôture au 31 déc. 2020		602 081	17 559	(11 423)	129 778	737 995

IV – ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 décembre 2021			
(En milliers d'USD)	Notes	31 déc. 2021	31 déc. 2020 (après retraitement)
<b>Flux de trésorerie provenant du fonctionnement</b>		<b>437 672</b>	<b>297 046</b>
Excédent/(Déficit) net de l'année			
Ajustements nécessaires pour rapprocher l'excédent/(le déficit) net de l'année des flux de trésorerie provenant du fonctionnement:			
Contributions des fonds fiduciaires		-	-
Dépenses des fonds fiduciaires sur années antérieures		-	-
Fournitures et consommables utilisés		-	-
Amortissements	20	11 126	10 969
Provision pour créances douteuses	20	18 344	18 796
Provision pour obligations juridiques	21	705	(40)
Dépenses d'appui aux projets internes	19 i	250	319
(Gains)/Pertes sur la cession ou la sortie d'immobilisations	9	3 556	3 667
(Gains)/Pertes sur les placements détenus à des fins de transaction et les instruments dérivés	21 ii)	12 006	657
(Gains)/Pertes sur les placements disponibles à la vente	21 iii)	(11 037)	(5 526)
Intérêts perçus	21 iv)	(11 093)	(14 756)
Dividendes perçus	21 iv)	(6 242)	(5 745)
Variation des actifs et des passifs:			
Créances issues d'opérations sans contrepartie directe	5 v)	(288 148)	(63 745)
Créances issues d'opérations avec contrepartie directe	6 v)	2 103	(644)
Stocks	8	784	(919)
Autres actifs courants et non courants	7 vi)	(2 281)	8 008
Dettes et charges à payer	11	25 905	9 382
Obligations relatives au personnel	13	38 455	27 324
Gains/(Pertes) actuariel(le)s	18	(4 174)	21 776
Avances	12	45 682	(26 369)
Provisions et passifs éventuels	16	384	(85)
Autres passifs courants et non courants	17	(525)	(1 738)
<b>Flux nets de trésorerie provenant du fonctionnement</b>		<b>273 472</b>	<b>278 377</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de placement</b>			
Achats d'immobilisations corporelles	9 vii)	(17 063)	(18 511)
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	9 viii)	1 312	288
Achats/Ventes net(te)s d'immobilisations incorporelles	10	(776)	(1 172)
Achats/Ventes net(te)s de placements détenus à des fins de transaction et d'instruments dérivés	4 ix)	(40 227)	15 976
Achats/Ventes net(te)s de placements disponibles à la vente	4 x)	(604)	5 141
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités de placement</b>		<b>(57 358)</b>	<b>1 722</b>
<b>Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>216 114</b>	<b>280 099</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période</b>		<b>1 277 999</b>	<b>997 900</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période</b>		<b>1 494 113</b>	<b>1 277 999</b>

Veuillez noter que les activités de financement n'ont donné lieu à aucun flux de trésorerie durant l'année.

**Notes relatives à l'État IV. État des flux de trésorerie**

L'État des flux de trésorerie de 2020, présenté à titre d'informations comparatives, a été retraité pour intégrer la correction d'erreurs de comptabilisation commises sur la période précédente s'agissant des transferts monétaires, des instruments financiers dérivés et des produits provenant des contributions volontaires, ainsi que l'annulation de factures émises sur la période précédente au regard de projets extrabudgétaires. On trouvera des informations supplémentaires aux paragraphes 2.61 à 2.66.

D'autres informations sont présentées ci-après pour certains postes figurant dans l'État des flux de trésorerie de 2021 afin d'en faciliter la compréhension:

- i) Les dépenses d'appui aux projets internes d'un montant de 0,3 million d'USD (idem en 2020) sont les coûts nets directs et indirects supportés par les projets des fonds fiduciaires et du fonds du PNUD pour les services fournis par la FAO à l'appui de ses activités et programmes. Ces coûts sont ajustés dans l'État des flux de trésorerie, car ils ne génèrent aucun flux de trésorerie net.
- ii) Les pertes de 12,0 millions d'USD sur les placements détenus à des fins de transaction et les instruments dérivés correspondent au rendement négatif des placements détenus à des fins de transactions en 2021, hors intérêts créditeurs, à savoir (8,5) millions d'USD, auxquels viennent s'ajouter les pertes de (3,5) millions d'USD enregistrées sur la juste valeur des instruments financiers dérivés, comme indiqué à la note 21. En 2020, la perte enregistrée, d'un montant de (0,7) million d'USD, avait été générée par une perte de (2,5) millions d'USD sur les placements détenus à des fins de transactions, hors intérêts créditeurs, qui avait été compensée par des gains de 1,8 million d'USD enregistrés sur la juste valeur des instruments financiers dérivés.
- iii) Les gains de 11,1 millions d'USD sur les placements disponibles à la vente correspondent au rendement de ces placements en 2021, hors intérêts créditeurs et dividendes perçus (5,5 millions en 2020).
- iv) Des intérêts perçus, d'un montant de 11,1 millions d'USD en 2021, ont été constatés sur les portefeuilles de titres de créances détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente (8,1 millions d'USD sur les placements détenus à des fins de transaction, comme indiqué à la note 21, et 3,0 millions d'USD sur les 9,3 millions d'USD indiqués pour les placements disponibles à la vente à la note 21). Les 6,2 millions d'USD restants sur les intérêts et les dividendes indiqués à la note 21 au titre des portefeuilles de placements disponibles à la vente correspondent aux dividendes perçus sur les portefeuilles d'actions au sein des placements disponibles à la vente et sont présentés séparément dans l'État des flux de trésorerie.
- v) Les créances issues d'opérations avec et sans contrepartie directe correspondent à la fluctuation annuelle de ces créances, telle que présentée aux notes 5 et 6, exclusion faite de l'incidence des modifications des provisions pour créances douteuses.
- vi) Les autres actifs courants et non courants correspondent à la fluctuation annuelle de ces actifs, exclusion faite de l'incidence de la provision pour créances douteuses, et à l'augmentation des intérêts courus à recevoir sur les portefeuilles de placements, d'un montant de 74 000 USD, qui est prise en compte dans les intérêts perçus.
- vii) Les achats d'immobilisations corporelles d'un montant de 17,1 millions d'USD représentent la valeur des ajouts d'actifs (23,9 millions d'USD) indiqués à la note 9, après déduction des sorties d'immobilisations en cours de construction qui ont été achevées et mises en service durant l'année (6,9 millions d'USD).

- viii) Les produits de la vente d'immobilisations corporelles, qui se sont élevés à 1,3 million d'USD en 2021, sont exposés à la note 9. L'Organisation a vendu des immobilisations corporelles d'une valeur comptable nette de 4,9 millions d'USD, avec une perte de 3,6 millions d'USD, en 2021 (exclusion faite des immobilisations en cours de construction, d'une valeur de 6,9 millions d'USD, qui ont été achevées durant la période considérée et mises en service).
- ix) Les achats nets de placements détenus à des fins de transaction et d'instruments dérivés se sont élevés à 40,2 millions d'USD en 2021. Ce montant s'explique par des achats nets de titres à revenu fixe détenus à des fins de transaction (présentés à la note 4.5) pour un montant de 38,3 millions d'USD et la déduction de 0,4 million d'USD de rendements positifs des instruments de trésorerie et équivalents de trésorerie détenus dans ces portefeuilles, qui sont reclassés sous la rubrique Trésorerie et équivalents de trésorerie à la date de clôture des comptes en fin d'année. À cela s'ajoutent des sorties de trésorerie de 2,4 millions d'USD correspondant aux pertes liées aux instruments financiers dérivés, présentées à la note 4.9.
- x) Des achats nets d'une valeur de 0,6 million d'USD de placements disponibles à la vente en 2021 ont été pris en compte dans la note 4.5 au titre des achats/cessions net(te)s d'actions et de placements à revenu fixe.

**V – ÉTAT COMPARATIF DES MONTANTS INSCRITS AU BUDGET ET DES MONTANTS EFFECTIFS (a)**  
**POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2021**

(En milliers d'USD)											
Chapitre		Budget approuvé (b)	Sommes reportées (c)	Transferts (d)	Sommes à reporter (e)	Budget révisé	Autres produits effectifs (f)	Charges effectives (g)	Variation de change (h)	Charges nettes au taux budgétaire (i)	Écart entre budget révisé et charges nettes au taux budgétaire (j)
1	Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition	42 897	480	4 250	-	47 627	(8 867)	61 332	532	52 997	(5 370)
2	Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables	101 204	496	3 150	-	104 850	(20 260)	139 014	1 489	120 243	(15 393)
3	Réduire la pauvreté rurale	33 464	523	2 700	-	36 687	(4 679)	44 857	474	40 652	(3 965)
4	Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces	56 883	424	950	-	58 257	(11 368)	77 767	841	67 240	(8 983)
5	Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise	27 911	222	150	-	28 283	(6 097)	41 237	442	35 582	(7 299)
6	Qualité technique, statistiques et thèmes transversaux (changement climatique, égalité femmes-hommes, gouvernance et nutrition)	33 612	-	(10 300)	-	23 312	(440)	29 012	448	29 020	(5 708)
7	Programme de coopération technique	70 395	102 027	-	(89 248)	83 174	(11)	82 655	530	83 174	-
8	Activités de diffusion	36 438	-	2 200	-	38 638	(6 897)	45 587	615	39 305	(667)
9	Technologies de l'information	18 189	781	(1 900)	-	17 070	(4 928)	30 847	265	26 184	(9 114)
10	Gouvernance, surveillance et direction de la FAO	29 418	-	850	-	30 268	(13 463)	45 310	603	32 450	(2 182)
11	Administration efficiente et efficace	32 449	414	(2 050)	-	30 813	(29 286)	59 621	1 369	31 704	(891)
12	Imprévus	300	-	-	-	300	-	-	-	-	300
13	Dépenses d'équipement	8 446	830	-	-	9 276	-	9 018	258	9 276	-
14	Dépenses de sécurité	11 211	-	-	(5 177)	6 034	(7 602)	13 429	207	6 034	-
Sous-total		502 817	106 197	-	(94 425)	514 589	(113 898)	679 686	8 073	573 861	(59 272)
Transfert au Fonds de péréquation des impôts		46 081	-	(46 081)	-	-	-	-	-	-	-
Recettes constatées d'avance du PCT (chapitre 15)		102 027	(102 027)	-	89 248	89 248	-	-	-	-	89 248
Recettes constatées d'avance du Fonds spécial pour les activités de financement du développement		3 340	(3 340)	-	-	-	-	-	-	-	-
Compte des dépenses d'équipement		53 021	(830)	-	-	52 191	-	-	-	-	52 191
Compte des dépenses de sécurité		21 999	-	-	5 177	27 176	-	-	-	-	27 176
Total		729 285	-	(46 081)	-	683 204	(113 898)	679 686	8 073	573 861	109 343



<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>31 déc. 2021</b>	<b>31 déc. 2020 (après retraitement)</b>
<b>Charges effectives indiquées dans l'État V</b>	<b>679 686</b>	<b>533 059</b>
<b>Différences de conventions comptables</b>		
Dépenses en nature / sous forme de services	46 685	48 979
Comptabilité d'exercice	(59 455)	22 805
Immobilisations corporelles et incorporelles, stocks	(1 554)	(544)
Consolidation	(863)	(890)
<b>Total des différences de conventions comptables</b>	<b>(15 187)</b>	<b>70 350</b>
<b>Différences de présentation</b>		
Dotation aux provisions	19 049	18 756
Ventilation de la variation de dépenses de personnel et des comptes communs (pool)	5	(1 045)
Classement des postes de produits/charges	17 641	11 288
<b>Total des différences de présentation</b>	<b>36 695</b>	<b>28 999</b>
<b>Différences relatives aux entités</b>		
Dépenses au titre des autres fonds, hors PCT	(15 119)	(17 421)
Dépenses au titre des fonds fiduciaires et du fonds du PNUD	1 004 424	925 801
<b>Total des différences relatives aux entités</b>	<b>989 305</b>	<b>908 380</b>
<b>Charges, et charges et produits non opérationnels indiqués dans l'État des résultats financiers</b>	<b>1 690 499</b>	<b>1 540 788</b>
<b>Dont: Total des charges</b>	<b>1 672 009</b>	<b>1 546 007</b>
<b>Charges et produits non opérationnels</b>	<b>18 490</b>	<b>(5 219)</b>

Pour plus d'informations sur l'État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs, reportez-vous à la note 24.

### Notes relatives à l'État V. État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs

(a) La convention comptable utilisée pour le budget est différente de celle retenue pour présenter les états financiers. L'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs est préparé conformément à la première, c'est-à-dire en comptabilité de caisse modifiée.

(b) Part annualisée (à 50 pour cent) de l'ouverture de crédits de 1 005,6 millions d'USD initialement approuvée par la Conférence dans sa résolution 13/2019; la ventilation budgétaire par chapitre tient compte des ajustements tels qu'approuvés par le Conseil (voir le document intitulé «Nouveaux ajustements à apporter au Programme de travail et budget 2020-2021» [CL 164/3] et le Rapport du Conseil de la FAO, cent soixante-quatrième session [CL 164/REP], paragraphe 14 b). Comme la Conférence l'autorisait dans sa résolution 13/2019, et sur la base d'une proposition présentée et approuvée lors des sessions de la Réunion conjointe du Comité financier et du Comité du Programme et confirmée par le Conseil en juillet 2020, le solde non dépensé des crédits ouverts pour l'exercice 2018-2019, soit 3,6 millions d'USD, a été alloué à des usages ponctuels en 2020-2021 et reporté sur cet exercice sous l'intitulé «Recettes constatées d'avance du Fonds spécial pour les activités de financement du développement» (CL 164/REP, paragraphe 17 a) et b), et C2021/5 A, État VA).

(c) Un solde de 102,0 millions d'USD de crédits ouverts pour 2020 au titre du PCT a été reporté sur 2021. Sur les 3,6 millions d'USD du solde non dépensé des crédits ouverts pour l'exercice 2018-2019, qui ont été reportés comme l'autorisaient la Conférence, dans sa résolution 13/2019, et le Conseil, la somme de

3,3 millions a été affectée à des usages ponctuels en 2021. Sur les 53,0 millions d'USD de solde non dépensé sur l'ouverture de crédits pour 2020 au titre des dépenses d'équipement (chapitre 13), 830 000 USD ont été mis à disposition pour être utilisés en 2021, mais aucune partie du solde non dépensé reporté au titre des dépenses de sécurité (chapitre 14) ne l'a été.

(d) Le Fonds de péréquation des impôts a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 1972. Conformément à la pratique suivie depuis 1972-1973, le budget 2020 est présenté en chiffres bruts, en ce sens qu'un crédit au titre du barème des contributions du personnel est ajouté au budget opérationnel effectif total. Les contributions des États Membres qui n'imposent pas le traitement versé par la FAO à leurs ressortissants ne sont en rien modifiées: en effet, leur quote-part du crédit en question leur est remboursée, puisqu'elle est intégralement déduite de leurs contributions brutes. Les États Membres qui imposent les traitements de leurs ressortissants voient leur quote-part du crédit inscrit au titre du barème des contributions du personnel réduites du montant estimé nécessaire pour rembourser aux fonctionnaires intéressés l'impôt qu'ils versent.

(e) Les crédits suivants ouverts en 2021 sont reportés sur l'année 2022 (au taux de change budgétaire): 89,2 millions d'USD au titre du PCT et 5,2 millions d'USD au titre du Compte des dépenses de sécurité.

(f) Les autres produits effectifs comprennent les éléments suivants:

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Contributions volontaires	84 250	91 102
Fonds reçus au titre d'arrangements interorganisations	47	39
Activités financées en commun	17 136	19 522
Autres produits divers nets	12 465	10 949
<b>Total des autres produits effectifs</b>	<b>113 898</b>	<b>121 612</b>

(g) Désigne les montants imputés sur les crédits ouverts dans l'exercice biennal précédent au titre du budget du Programme ordinaire et du PCT (respectivement 559,3 millions d'USD et 80,4 millions d'USD pour 2021). L'Organisation présente le paiement des primes d'assurance maladie des retraités différemment selon qu'il s'agit d'informations financières ou d'informations budgétaires. Pour l'année 2021, un montant de 10,2 millions d'USD (11,6 millions en 2020) relatif aux primes d'assurance maladie des retraités figure dans les dépenses, mais vient en déduction de l'obligation au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, aux fins d'information financière.

(h) La variation de change correspond à l'ajustement du montant effectif des transactions effectuées en euros pour convertir celui-ci au taux de change budgétaire et non au taux opérationnel des Nations Unies en vigueur à la date de transaction.

(i) Les charges nettes au taux budgétaire correspondent aux charges effectives nettes corrigées de la variation des taux de change.

(j) Écart calculé entre le budget net révisé et les charges nettes au taux budgétaire en 2021.

**V – ÉTAT COMPARATIF DES MONTANTS INSCRITS AU BUDGET ET DES MONTANTS EFFECTIFS (a)**  
**POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2020**

POUR L'ANNEE TERMINEE LE 31 DECEMBRE 2020

(En milliers d'USD)											
	Chapitre	Budget approuvé (b)	Sommes reportées (c)	Transferts (d)	Sommes à reporter (e)	Budget révisé	Autres produits effectifs (f)	Charges effectives (g)	Variation de change (h)	Charges nettes au taux budgétaire (i)	Écart entre budget révisé et charges nettes au taux budgétaire (j)
1	Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition	42 898	-	-	-	42 898	(9 703)	46 294	893	37 484	5 414
2	Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables	101 203	-	-	-	101 203	(20 829)	104 415	2 196	85 782	15 421
3	Réduire la pauvreté rurale	33 465	-	-	-	33 465	(4 894)	33 718	672	29 496	3 969
4	Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces	56 883	-	-	-	56 883	(12 908)	59 563	1 237	47 892	8 991
5	Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise	27 912	-	-	-	27 912	(11 551)	31 563	595	20 607	7 305
6	Qualité technique, statistiques et thèmes transversaux (changement climatique, égalité femmes-hommes, gouvernance et nutrition)	33 613	-	-	-	33 613	(338)	27 564	652	27 878	5 735
7	Programme de coopération technique	70 393	85 931	-	(102 027)	54 297	(73)	54 060	310	54 297	-
8	Activités de diffusion	36 439	-	-	-	36 439	(3 795)	38 544	982	35 731	708
9	Technologies de l'information	18 189	171	-	-	18 360	(12 928)	21 782	365	9 219	9 141
10	Gouvernance, surveillance et direction de la FAO	29 418	-	-	-	29 418	(14 194)	40 446	941	27 193	2 225
11	Administration efficiente et efficace	32 449	68	-	-	32 517	(23 826)	50 848	1 215	28 237	4 280
12	Imprévus	300	-	-	-	300	-	-	-	-	300
13	Dépenses d'équipement	8 446	-	-	(4 580)	3 866	-	3 832	34	3 866	-
14	Dépenses de sécurité	11 210	2 916	-	-	14 126	(6 573)	20 430	269	14 126	-
Sous-total		502 818	89 086	-	(106 607)	485 297	(121 612)	533 059	10 361	421 808	63 489
	Transfert au Fonds de péréquation des impôts	46 081	-	(46 081)	-	-	-	-	-	-	-
	Recettes constatées d'avance du PCT (chapitre 15)	85 931	(85 931)	-	102 027	102 027	-	-	-	-	102 027
	Recettes constatées d'avance du Fonds spécial pour les activités de financement du développement	3 579	(239)	-	-	3 340	-	-	-	-	3 340
	Compte des dépenses d'équipement	48 440	-	-	4 580	53 020	-	-	-	-	53 020
	Compte des dépenses de sécurité	24 915	(2 916)	-	-	21 999	-	-	-	-	21 999
Total		711 764	-	(46 081)	-	665 683	(121 612)	533 059	10 361	421 808	243 875

**VA – ÉTAT COMPARATIF DES MONTANTS INSCRITS AU BUDGET ET DES MONTANTS EFFECTIFS (a)**  
**POUR L'EXERCICE BIENNAL CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>(En milliers d'USD)</i>											
	Chapitre	Budget approuvé (b)	Sommes reportées (c)	Transferts (d)	Sommes à reporter (e)	Budget révisé	Autres produits effectifs (f)	Charges effectives (g)	Variation de change (h)	Charges nettes au taux budgétaire (i)	Écart entre budget révisé et charges nettes au taux budgétaire (j)
1	Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition	85 795	480	4 250	-	90 525	(18 570)	107 626	1 425	90 481	44
2	Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables	202 407	496	3 150	-	206 053	(41 089)	243 429	3 685	206 025	28
3	Réduire la pauvreté rurale	66 929	523	2 700	-	70 152	(9 573)	78 575	1 146	70 148	4
4	Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces	113 766	424	950	-	115 140	(24 276)	137 330	2 078	115 132	8
5	Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise	55 823	222	150	-	56 195	(17 648)	72 800	1 037	56 189	6
6	Qualité technique, statistiques et thèmes transversaux (changement climatique, égalité femmes-hommes, gouvernance et nutrition)	67 225	-	(10 300)	-	56 925	(778)	56 576	1 100	56 898	27
7	Programme de coopération technique	140 788	85 931	-	(89 248)	137 471	(84)	136 715	840	137 471	-
8	Activités de diffusion	72 877	-	2 200	-	75 077	(10 692)	84 131	1 597	75 036	41
9	Technologies de l'information	36 378	952	(1 900)	-	35 430	(17 856)	52 629	630	35 403	27
10	Gouvernance, surveillance et direction de la FAO	58 836	-	850	-	59 686	(27 657)	85 756	1 544	59 643	43
11	Administration efficiente et efficace	64 898	482	(2 050)	-	63 330	(53 112)	110 469	2 584	59 941	3 389
12	Imprévus	600	-	-	-	600	-	-	-	-	600
13	Dépenses d'équipement	16 892	830	-	(4 580)	13 142	-	12 850	292	13 142	-
14	Dépenses de sécurité	22 421	2 916	-	(5 177)	20 160	(14 175)	33 859	476	20 160	-
	<b>Sous-total</b>	<b>1 005 635</b>	<b>93 256</b>	<b>-</b>	<b>(99 005)</b>	<b>999 886</b>	<b>(235 510)</b>	<b>1 212 745</b>	<b>18 434</b>	<b>995 669</b>	<b>4 217</b>
	Transfert au Fonds de péréquation des impôts	92 162	-	(92 162)	-	-	-	-	-	-	-
	Recettes constatées d'avance du PCT (chapitre 15)	85 931	(85 931)	-	89 248	89 248	-	-	-	-	89 248
	Recettes constatées d'avance du Fonds spécial pour les activités de financement du développement	3 579	(3 579)	-	-	-	-	-	-	-	-
	Compte des dépenses d'équipement	48 440	(830)	-	4 580	52 190	-	-	-	-	52 190
	Compte des dépenses de sécurité	24 915	(2 916)	-	5 177	27 176	-	-	-	-	27 176
	<b>Total</b>	<b>1 260 662</b>	<b>-</b>	<b>(92 162)</b>	<b>-</b>	<b>1 168 500</b>	<b>(235 510)</b>	<b>1 212 745</b>	<b>18 434</b>	<b>995 669</b>	<b>172 831</b>

**Note 1. L'Organisation****Objectifs et activités**

1.1. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture («la FAO» ou «l'Organisation») a été créée en exécution de son Acte constitutif, adopté le 16 octobre 1945. Outre son siège à Rome, en Italie, la FAO possède, à travers le monde, des bureaux de représentation chargés d'incarner ses valeurs, de remplir sa mission et de porter sa vision. Elle a pour objet d'améliorer l'état nutritionnel et les conditions de vie; d'améliorer le rendement de la production et l'efficacité de la répartition de tous les produits alimentaires et agricoles; d'améliorer la condition des populations rurales; et, ainsi, de contribuer à l'expansion de l'économie mondiale et de libérer l'humanité de la faim.

**Financement**

1.2. Le Programme de travail de l'Organisation («le Programme ordinaire») est approuvé par la Conférence des États Membres. Les crédits budgétaires votés à ce titre sont financés par des contributions annuelles des États Membres et Membres associés, établies par la Conférence. Les crédits non utilisés à la clôture de l'exercice financier sont annulés, à l'exception de ceux votés pour le Programme de coopération technique (PCT), qui peuvent couvrir les dépenses effectuées durant l'exercice financier suivant celui au cours duquel lesdits fonds ont été votés, et de ceux ouverts au titre des dépenses d'équipement et de sécurité, qui sont virés respectivement au compte des dépenses d'équipement et au compte des dépenses de sécurité afin d'être utilisés lors d'exercices financiers ultérieurs.

1.3. Le Directeur général peut accepter des contributions volontaires à des fins spéciales, à condition que celles-ci soient compatibles avec les principes, les buts et les activités de l'Organisation, et des fonds fiduciaires et des fonds spéciaux peuvent être constitués pour les gérer. En outre, l'Organisation reçoit des fonds en vertu d'un arrangement interorganisations avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dans le but de participer en tant qu'agent d'exécution à des projets de coopération technique du PNUD ou d'assumer la fonction d'agent de réalisation de projets financés par le PNUD et exécutés par d'autres agents. Une quote-part des contributions volontaires et des fonds reçus sert à rembourser certaines dépenses liées à la fourniture des services techniques, des services de gestion et des services administratifs (dépenses d'appui) qui font nécessairement partie des projets hors budget.

1.4. Les états d'information sectorielle par fonds donnent de plus amples détails sur la façon dont ces activités sont gérées et financées.

**Note 2. Principales conventions comptables****Référentiel comptable**

2.1 Les états financiers présentés ici ont été établis conformément aux exigences des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) en matière de comptabilité en droits constatés (ou comptabilité d'exercice) selon le principe du coût historique, à l'exception de certains placements et de certains passifs liés aux avantages du personnel, évalués à leur juste valeur. L'état des flux de trésorerie est établi suivant la méthode indirecte.

2.2. Les conventions comptables exposées ci-après ont été appliquées uniformément pour préparer et présenter ces états financiers.

**Utilisation d'estimations**

2.3. Les états financiers résultent aussi d'un certain nombre d'estimations raisonnables, fondées sur la nature des charges et sur des hypothèses formulées par la direction. Les estimations portent, sans s'y limiter, sur les éléments suivants: la juste valeur des biens donnés, les autres obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les montants relatifs au contentieux, le risque financier associé aux stocks et aux

créances, les charges à payer, les actifs et passifs éventuels et le niveau de dépréciation des immobilisations. Les changements apportés aux estimations sont comptabilisés dans la période dans laquelle le fait générateur a été connu.

### ***Monnaie de fonctionnement***

2.4. Les états financiers sont établis en dollars des États-Unis (USD), monnaie fonctionnelle de l'Organisation. L'ensemble des tableaux composant les états financiers présentent des valeurs absolues arrondies au millier d'USD le plus proche. Les informations financières communiquées dans les notes explicatives sont présentées en millions d'USD, arrondis à une décimale, tandis que les données en pourcentage sont arrondies à deux décimales.

### ***Présentation***

2.5. Les présents états financiers rendent compte des résultats de la FAO comme constituant une entité unique, composée des fonds suivants: a) Fonds général et fonds apparentés, b) Fonds fiduciaires et fonds du PNUD.

### ***Opérations en devises***

2.6. Les montants relatifs aux opérations réalisées dans une autre monnaie sont convertis en dollar des États-Unis (USD) au taux de change opérationnel de l'ONU (taux UNORE), lequel se rapproche du taux de change en vigueur à la date de l'opération. Le taux UNORE est fixé une fois par mois, puis révisé en milieu de mois en cas de fluctuation importante du taux de change de la devise considérée.

2.7. Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devise sont convertis en USD au taux UNORE en vigueur à la clôture de la période de présentation de l'information financière. Les éléments non monétaires comptabilisés au coût historique sont convertis à l'aide du taux de change historique qui était en vigueur à la date de comptabilisation de l'élément, et les éléments non monétaires évalués à leur juste valeur, à l'aide du taux de change en vigueur à la date de réévaluation.

2.8. Les pertes et gains de change latents et réalisés qui résultent du paiement des opérations en devise et de la conversion au taux de fin d'année des éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devise sont comptabilisés dans l'État des résultats financiers.

### ***Trésorerie et équivalents de trésorerie***

2.9. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les espèces en caisse, les dépôts à vue et d'autres placements à court terme très liquides assortis d'échéances initiales inférieures ou égales à trois mois.

2.10. Les découverts bancaires pour lesquels il n'existe aucun droit de compensation sont comptabilisés sous la rubrique «Autres passifs courants», dans l'État de la situation financière.

### ***Placements***

#### ***Classement***

2.11. L'Organisation classe ses placements en deux catégories:

- i) les placements *détenus à des fins de transaction* sont acquis dans le but principal d'être cédés à court terme et sont présentés dans les actifs courants;
- ii) les placements *disponibles à la vente* sont des actifs qui ne sont pas considérés comme étant détenus à des fins de transaction ou que l'Organisation n'a pas la possibilité ni l'intention de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont affectés au financement des avantages postérieurs à l'emploi et présentés dans les actifs non courants.

### ***Traitement comptable des placements***

2.12. Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés à la date de transaction, qui est la date à laquelle l'Organisation conclut l'accord juridiquement contraignant scellant l'achat ou la vente du titre considéré. Initialement, les placements sont comptabilisés à leur juste valeur. La valeur comptable des placements détenus à des fins de transactions et des placements disponibles à la vente est ensuite ajustée périodiquement pour refléter la valeur de marché courante. Les plus-values et moins-values découlant des variations de la valeur de marché des placements détenus à des fins de transaction sont comptabilisées directement dans l'État des résultats financiers de la période au cours de laquelle elles ont été constatées. Les variations de la valeur de marché des placements disponibles à la vente sont comptabilisées comme des gains ou pertes latent(e)s intégré(e)s sous la rubrique «Réserves» de l'État de la situation financière, à l'exception des gains et pertes de change latents sur les titres de créance, qui sont comptabilisés dans l'État des résultats financiers de la période au cours de laquelle ils ont été constatés. Lorsque des placements disponibles à la vente sont ensuite vendus ou dépréciés, le cumul des ajustements de la valeur de marché précédemment constatés dans les gains et pertes latents et intégrés sous la rubrique «Réserves» est comptabilisé dans l'État des résultats financiers.

2.13. Les intérêts des placements à revenu fixe disponibles à la vente et les dividendes des titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans l'État des résultats financiers sur la période durant laquelle les intérêts ont été perçus ou le droit de percevoir le paiement du dividende a été établi, respectivement.

2.14. La juste valeur de tous les placements est fondée sur les cours des marchés financiers actifs.

### ***Décomptabilisation***

2.15. L'Organisation décomptabilise un placement (le sort de son bilan) lorsque:

- a) les droits aux flux de trésorerie attachés à ce placement ont expiré ou ont été abandonnés; ou
- b) l'Organisation a transféré ces droits ou a contracté l'obligation de reverser intégralement et sans délai lesdits flux à une tierce partie; et soit a) a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à l'actif considéré; soit b) n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à l'actif considéré, mais a transféré le contrôle de celui-ci.

### ***Dépréciation des placements***

2.16. À chaque date de clôture des comptes, l'Organisation apprécie s'il existe une indication objective de perte de valeur d'un placement ou d'un groupe de placements autre que ceux détenus à des fins de transaction. Un placement ou un groupe de placements est réputé être déprécié si, et seulement si, i) il existe une indication objective de perte de valeur résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale du placement (événement «générateur de perte») et ii) il est possible d'apprécier de façon fiable l'incidence que cet événement aura sur les flux de trésorerie futurs estimés attachés au placement ou au groupe de placements.

2.17. La valeur comptable de l'actif est réduite par le truchement d'un compte de correction de valeur et le montant de la perte est comptabilisé dans l'État des résultats financiers. Si, dans les années qui suivent, le montant de la perte de valeur ainsi estimée augmente ou diminue en raison d'un nouvel événement, la perte de valeur initialement constatée est ajustée en conséquence par le truchement du compte de correction de valeur. Si une perte à venir est recouvrée à une date ultérieure, le montant recouvré est enregistré au crédit du compte de charges financières entrant dans l'excédent ou le déficit.

2.18. Pour les actifs financiers disponibles à la vente, l'Organisation apprécie, à chaque date de clôture des comptes, s'il existe une indication objective de dépréciation d'un placement ou d'un groupe de placements. Pour ce type de placements, l'indication objective peut être une baisse notable et prolongée de la juste valeur du titre au-dessous de son coût historique. Le caractère «notable» de la baisse s'apprécie par rapport au coût initial du placement et son caractère «prolongé» par référence à la période durant laquelle la juste valeur est

demeurée inférieure au coût initial. En cas de dépréciation avérée, la perte de valeur cumulée qui avait été constatée directement dans l'actif net/la situation nette – mesurée par la différence entre le coût d'acquisition (net de tout remboursement du capital et amortissement) et la juste valeur courante, diminuée de toute perte de valeur qui aurait pu être précédemment imputée sur l'excédent ou le déficit – est déduite des réserves de l'actif net et comptabilisée dans l'excédent ou le déficit.

### ***Instruments financiers dérivés***

2.19. Les instruments financiers dérivés présentent les trois caractéristiques suivantes:

- i) leur valeur suit la variation d'un taux d'intérêt spécifié, du prix d'instruments financiers, du cours de produits de base, d'un taux de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une notation ou d'un indice de crédit, ou d'autres variables;
- ii) l'investissement initial net requis est nul ou inférieur à celui que nécessiteraient d'autres types de contrats dont on pourrait attendre une réponse similaire aux variations des facteurs de marché;
- iii) ils sont réglés à une date future.

2.20. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de transaction. Leur valeur comptable est ajustée périodiquement pour refléter la valeur de marché courante. Les plus-values et les moins-values découlant des variations de cette valeur de marché sont comptabilisées directement dans l'État des résultats financiers.

### ***Créances***

2.21. L'Organisation classe ses créances comme des «prêts et créances». Elles sont comptabilisées à leur valeur nominale, à moins que l'effet de l'actualisation ne soit significatif.

### ***Provision pour créances douteuses***

2.22. À la date de clôture des comptes, l'Organisation examine ses créances et, en cas d'indication objective de dépréciation des contributions volontaires non réglées, constitue une provision pour créances douteuses. Les contributions ordinaires échues depuis plus de deux ans sont également provisionnées. D'autres provisions peuvent être calculées au cas par cas pour des contributions ordinaires échues depuis moins de deux ans, si besoin est. Les créances issues d'opérations avec contrepartie directe sont provisionnées lorsqu'elles sont échues depuis plus d'un an à compter de la date de la facture. D'autres provisions peuvent être calculées individuellement ou en appliquant une méthode statistique.

2.23. L'Organisation présente la provision pour créances douteuses dans l'État de la situation financière. Les charges correspondant à la constitution de cette provision et à la constatation d'une créance en pertes sont comptabilisées dans l'État des résultats financiers.

### ***Paiements anticipés et autres actifs***

2.24. L'Organisation classe les paiements anticipés et autres actifs comme des «prêts et créances». Ces éléments sont comptabilisés dans l'État de la situation financière à leur valeur nominale, à moins que l'effet de l'actualisation ne soit significatif. Les accords conclus avec des prestataires de services ou avec des bénéficiaires contre la fourniture d'un service sont imputés sur la période estimée selon une méthode linéaire, au prorata temporis.

### ***Stocks***

2.25. Les stocks sont comptabilisés à la valeur la plus basse du coût historique, du coût de remplacement ou de la valeur nette de réalisation. Le coût de remplacement est utilisé pour les stocks qui seront distribués à des bénéficiaires, et représente le coût que l'Organisation supporterait pour acquérir l'actif considéré à la date de clôture des comptes. La valeur nette de réalisation est utilisée pour les stocks destinés à être vendus



par l'Organisation, et correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal de l'activité, minoré des coûts d'achèvement et des frais de commercialisation estimatifs. Le fret estimatif sur les stocks est ajouté au coût des intrants de projet lors du calcul de la valeur totale.

2.26. Les stocks destinés à être distribués dans le cadre de projets précis sont valorisés à l'aide de la méthode de détermination des coûts spécifiques. Les stocks détenus pour être vendus et qui ne sont pas réservés à un projet particulier sont valorisés à l'aide de la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS). Les publications sont mises à disposition aux fins de distribution à titre gracieux ou pour un prix symbolique, et ne sont donc pas valorisées comme des stocks, ce qui est conforme aux instructions applicables au système des Nations Unies.

2.27. Si la valeur comptable des stocks devient inférieure au coût de remplacement du fait de l'obsolescence, d'une détérioration ou de l'évolution des prix, par exemple, cette dépréciation est comptabilisée dans l'État des résultats financiers de l'année au cours de laquelle les stocks sont jugés dépréciés.

### ***Immobilisations corporelles***

2.28. Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'Organisation a fait passer, sans effet rétroactif, le seuil d'enregistrement en immobilisation de 1 500 USD à 5 000 USD pour les immobilisations corporelles et de 50 000 USD à 100 000 USD pour les travaux pour compte propre, y compris tous les coûts directement imputables à ces derniers, conformément à la norme IPSAS 3, *Accounting Policies, Changes in Accounting Estimates and Errors* (méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs). Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique déduction faite du montant cumulé des amortissements et du montant des pertes de valeur éventuelles. Pour les actifs qui ont fait l'objet d'un don, on utilise la juste valeur à la date d'acquisition comme mesure supplétive du coût historique. Les biens patrimoniaux ne sont pas inscrits en immobilisation.

<b>Catégorie</b>	<b>Incidence du changement du seuil d'immobilisation, en milliers d'USD</b>
Mobilier et agencements	(19)
Machines et matériel	(64)
Ordinateurs et matériel informatique	(547)
Véhicules à moteur	(17)
Bâtiments	(119)
Améliorations locatives	(352)

2.29. Les coûts ultérieurs ne sont intégrés à la valeur comptable de l'actif ou constatés en tant qu'actif distinct que s'il est probable que l'Organisation sera le bénéficiaire des avantages économiques ou du potentiel de service futurs associés à cet actif et si le coût de celui-ci peut être évalué de façon fiable. Les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés dans l'État des résultats financiers de l'année au cours de laquelle ils sont engagés.

2.30. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif immobilisé considéré, et comptabilisé de façon à venir en déduction du coût historique de cet actif. Les durées d'utilité des principales catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes:

Catégorie	Durée d'utilité estimée
Mobilier et agencements	5-7 ans
Machines et matériel	5-7 ans
Ordinateurs et matériel informatique	3 ans
Véhicules à moteur	3-5 ans
Bâtiments	5-40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail ou durée d'utilité si celle-ci est inférieure.

2.31. Le coût historique ainsi que l'amortissement et la perte de valeur cumulés d'un actif corporel donné continuent d'apparaître dans les états financiers jusqu'au moment où cet actif remplit les conditions d'une décomptabilisation (sortie du bilan). La sortie du bilan intervient dès lors que l'actif est cédé ou que l'on n'attend plus d'avantages économiques futurs ni de potentiel de service de son utilisation ni de sa revente.

2.32. Les actifs afférents à des projets sont décomptabilisés lorsque la FAO les cède, ou les transfère aux bénéficiaires désignés. Les véhicules (automobiles et utilitaires légers) utilisés sur le terrain sont décomptabilisés dès lors que le titre et les restrictions d'utilisation, tels que décrits dans les accords mutuels, ont été officiellement transférés par la FAO à un gouvernement, un partenaire d'exécution ou un bénéficiaire. Les gains ou pertes réalisé(e)s du fait de la cession ou de la sortie du bilan d'une immobilisation corporelle viennent s'imputer sur l'excédent ou le déficit lors de la décomptabilisation de l'actif.

### ***Immobilisations incorporelles***

2.33. Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'Organisation a fait passer, sans effet rétroactif, le seuil d'enregistrement en immobilisation de 1 500 USD à 5 000 USD pour les actifs incorporels acquis et de 50 000 USD à 100 000 USD pour les actifs incorporels mis au point en interne, conformément à la norme IPSAS 3, *Accounting Policies, Changes in Accounting Estimates and Errors* (méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs). Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût historique minoré du montant cumulé des amortissements et du montant des pertes de valeur éventuelles; la valeur prise en compte comprend toutes les dépenses directement attribuables à la préparation des actifs pour l'utilisation à laquelle ils sont destinés. Pour les actifs incorporels qui ont fait l'objet d'un don, on utilise la juste valeur à la date d'acquisition comme mesure supplétive du coût historique.

Catégorie	Incidence du changement du seuil d'immobilisation, en milliers d'USD
Logiciels acquis à l'extérieur	(105)
Immobilisations incorporelles en cours de développement	(426)

### ***Amortissement***

2.34. Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité définie sont amorties selon la méthode linéaire, à des taux qui ramènent le coût ou la valeur des actifs à leur valeur résiduelle estimée. Dans la plupart des cas, la valeur résiduelle attendue est égale à zéro. Les durées d'utilité des principales catégories d'immobilisations incorporelles sont les suivantes:

Catégorie	Durée d'utilité estimée
Logiciels acquis à l'extérieur	Durée de l'obligation contractuelle ou durée maximale de 5 ans
Logiciels développés en interne	Durée résultant de l'étude de viabilité (5 ans au maximum)
Immobilisations incorporelles en cours de développement	Pas d'amortissement
Autres immobilisations incorporelles	Durée d'utilité attendue de l'actif

### ***Acquisition et développement de logiciels***

2.35. Les licences logicielles acquises sont inscrites en immobilisation sur la base des coûts d'acquisition et de mise en exploitation des logiciels en question. Les coûts directement associés au développement d'un logiciel à l'usage de l'Organisation sont comptabilisés sous la forme d'une immobilisation incorporelle. Ces coûts directs comprennent le coût du personnel chargé du développement du logiciel et la part de frais généraux appropriée.

2.36. Les gains ou pertes réalisé(e)s du fait de la cession ou de la sortie du bilan d'une immobilisation incorporelle viendront s'imputer sur l'excédent ou le déficit lors de la décomptabilisation de l'actif.

### ***Dépréciation***

2.37. Les actifs soumis à l'amortissement font l'objet d'un test de dépréciation chaque fois qu'un événement ou un changement de circonstances indique que leur valeur comptable pourrait être inférieure à leur valeur recouvrable. Une perte de valeur est alors comptabilisée pour un montant égal à l'écart ainsi constaté. La valeur recouvrable correspond à la juste valeur diminuée des coûts de la vente ou à la valeur d'utilité si celle-ci est plus élevée.

### ***Contrats de location***

#### ***Contrats de location simple***

2.38. Les contrats de location prévoyant que le bailleur continue d'assumer une part importante des risques et de bénéficier d'une bonne part des avantages liés à la propriété de l'actif loué relèvent de la catégorie des contrats de location simple. Les dépenses liées à un contrat de location simple sont portées en charges et présentées dans l'État des résultats financiers selon la méthode linéaire, sur la durée du bail. Les améliorations locatives sont des rénovations de valeur élevée ou de nouvelles constructions sur des installations louées, et sont comptabilisées en tant qu'immobilisations corporelles et amorties sur la durée du bail ou la durée d'utilité, si celle-ci est inférieure.

### ***Emprunts***

2.39. Les emprunts sont comptabilisés au coût amorti et les coûts d'emprunt sont passés en charges à mesure qu'ils sont supportés. Lorsque l'Organisation bénéficie d'un emprunt exempt d'intérêt ou ne paie pas les intérêts d'un emprunt, l'avantage qu'elle retire de cet arrangement est traité comme une contribution en nature.

### ***Provisions et passifs éventuels***

2.40. Une provision pour éventualités diverses est constituée lorsque l'Organisation a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre cette obligation et qu'il est possible d'estimer de façon fiable le montant correspondant.

2.41. Le montant de la provision doit être la meilleure estimation, à la date de clôture des comptes, des dépenses dont on prévoit qu'elles seront nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est substantiel, le montant de la provision doit être égal à la valeur actualisée de ces dépenses.

2.42. Les passifs éventuels dont les possibles obligations sont incertaines ou pour lesquels il faut encore confirmer que l'Organisation a bien une obligation actuelle susceptible d'entraîner une sortie de ressources font l'objet d'une information.

***Passifs liés aux avantages du personnel***

2.43. L'Organisation comptabilise des charges et des passifs relatifs aux avantages suivants du personnel:

- i) Les *avantages à court terme du personnel* comprennent les salaires, les traitements, les indemnités, les congés annuels et congés maladie rémunérés, ainsi que la composante à court terme des avantages postérieurs à l'emploi et du Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel. Ils doivent être réglés dans les 12 mois suivant la fin de la période durant laquelle les membres du personnel ont rendu les services y ouvrant droit, et sont comptabilisés à la valeur découlant des droits acquis et des barèmes de rémunération en vigueur.
- ii) Les *avantages postérieurs à l'emploi* représentent les prestations payables aux membres du personnel après la cessation de l'emploi. Ils correspondent aux régimes à prestations définies, à savoir le Régime des indemnités pour cessation de service (RICS), le Fonds des indemnités de départ (FID) et le Plan d'assurance maladie après la cessation de service (AMACS). Les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi sont calculées annuellement par des actuaires indépendants, et la composante à long terme des obligations vient s'imputer sur les passifs non courants. Tous les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement dans les réserves.
- iii) Les *autres avantages non courants du personnel* comprennent les versements au titre du plan d'indemnisation des fonctionnaires, des consultants, ainsi que des personnes à leur charge, en cas de décès, d'accident ou de maladie imputable au service et, dans certains cas, en complément des pensions d'invalidité et de réversion payées par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Les obligations afférentes au plan d'indemnisation du personnel sont calculées annuellement par des actuaires indépendants. Tous les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement dans l'État des résultats financiers.

2.44. La FAO comptabilise les catégories suivantes d'avantages du personnel:

- les avantages à court terme du personnel, qui doivent être réglés dans les 12 mois suivant la fin de la période comptable durant laquelle les employés ont rendu les services y ouvrant droit;
- les avantages postérieurs à l'emploi;
- les autres avantages à long terme;
- les indemnités de fin de contrat de travail.

***Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies***

2.45. La FAO est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes aux membres du personnel. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multi-employeurs à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

2.46. Le régime de la Caisse des pensions expose chaque organisation aux risques actuariels associés au personnel présent et passé des autres organisations affiliées, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les obligations, les actifs et les coûts du régime. Comme les autres organisations affiliées, la FAO et la Caisse des pensions sont dans l'incapacité de déterminer la part qui revient à l'Organisation dans les obligations au titre des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir comptabiliser ces éléments distinctement, si bien que ce régime est traité à la FAO comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39, *Employee Benefits* (avantages du personnel). Les cotisations versées par la FAO au régime durant la période considérée sont comptabilisées en charges et présentées dans l'État des résultats financiers.

## ***Constatation des produits***

### ***Produits sans contrepartie directe***

2.47. Les contributions sont mises en recouvrement et approuvées pour une période budgétaire de deux ans. Leur montant est ensuite réparti entre les deux années en vue de la facturation et du paiement. Les contributions mises en recouvrement sont comptabilisées en produits au début de chaque année de l'exercice budgétaire biennal correspondant.

2.48. Les contributions volontaires et autres transferts qui sont étayés par un accord juridiquement contraignant sont comptabilisés en produits au moment où l'accord prend effet, et un actif correspondant est comptabilisé pour les montants non facturés, à moins que l'accord ne prévoie une condition portant sur l'actif transféré et nécessitant la comptabilisation d'un passif. En pareils cas, la comptabilisation en produits intervient lorsque le passif lié à la condition est éteint.

### ***Politique de recouvrement des coûts***

2.49. Conformément à la politique de recouvrement des coûts de l'Organisation, les dépenses gérées de manière centralisée liées à l'appui apporté aux activités et programmes, y compris les coûts indirects ne pouvant pas être rattachés de façon indiscutable à ces activités et programmes, sont financées par les sommes prélevées sur les projets à titre de recouvrement des coûts. Le montant net recouvré est comptabilisé sous la rubrique Produits sans contrepartie directe.

### ***Dons et contribution en nature***

2.50. Les contributions en nature apportées sous forme de biens directement utilisables pour l'exécution d'opérations et d'activités approuvées et susceptibles d'être évalués de façon fiable sont comptabilisées à leur juste valeur. Ces contributions comprennent la mise à disposition de locaux, des intrants destinés à des projets, des services collectifs et les intérêts de prêts consentis à des conditions avantageuses par le Fonds de roulement. Les biens qui sont donnés à l'Organisation sont comptabilisés en produits, avec une augmentation de même ordre de l'actif approprié, à la première des dates suivantes: date de réception du don par l'Organisation ou date à laquelle un accord exécutoire non assorti de conditions est conclu pour la réception des biens et la juste valeur de ces derniers peut être déterminée de manière fiable. L'Organisation comptabilise en produits le «droit d'usage» des installations, avec une charge correspondante, une fois qu'un accord juridique avec le gouvernement hôte a été signé par les deux parties.

2.51. L'Organisation utilise des bâtiments et des installations appartenant à des gouvernements qui les mettent à sa disposition à titre gracieux ou pour un prix symbolique. L'Organisation constate ce «droit d'usage» comme un contrat de location simple concédé à titre gracieux, comptabilisant le produit et la charge correspondants sur la base de la valeur locative sur le marché. Ces installations et les accords qui en organisent la mise à disposition constituent à chaque fois un cas particulier, la juste valeur des accords relatifs au droit d'usage est généralement déterminée à l'aide de techniques d'évaluation telles que la situation du marché local et les flux de trésorerie estimatifs, dans une optique de pleine concurrence.

2.52. Certains services sont fournis gratuitement à l'Organisation pour l'aider à mener sa mission à bien. Ces contributions en nature apportées sous forme de services n'apparaissent pas dans les états financiers, en raison principalement des difficultés pratiques que présente l'estimation de leur juste valeur, et des incertitudes qui entourent la détermination du contrôle exercé par l'Organisation sur ces services. Ces services comprennent principalement:

- le personnel administratif et le personnel de sécurité fourni par les gouvernements hôtes, surtout dans les bureaux décentralisés de l'Organisation;
- le personnel technique fourni par les États Membres et les établissements d'enseignement;
- le personnel bénévole apportant essentiellement un soutien administratif;

- les services de bénévoles;
- l'entretien et la réparation des installations de l'Organisation.

### ***Produits avec contrepartie directe***

2.53. Les produits issus d'opérations avec contrepartie directe sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, et comptabilisés à la réception des biens ou à l'exécution des services.

### ***Produits non acquis***

2.54. L'Organisation reçoit des fonds sous la forme de contributions volontaires, qui servent à financer des projets spécifiques aux termes d'accords conclus entre l'Organisation et les donateurs. Les *contributions reçues d'avance* comprennent les sommes reçues d'avance des donateurs, avant la conclusion d'un accord de financement de projet définissant précisément l'utilisation des fonds, les intérêts acquis durant un projet sur les fonds du projet détenus au nom du donateur jusqu'à leur remboursement, et les soldes de projets clôturés sur le plan financier qui n'ont pas encore été remboursés au donateur.

### ***Comptabilisation des charges***

#### ***Charges avec contrepartie directe***

2.55. L'Organisation comptabilise les charges avec contrepartie directe découlant de l'achat de biens et de services lorsque le fournisseur a rempli ses obligations contractuelles, c'est-à-dire qu'il a livré les biens ou exécuté les services, et que ceux-ci ont été acceptés. Pour certains contrats de service, ce processus peut se dérouler en plusieurs étapes.

#### ***Charges sans contrepartie directe***

2.56. Les opérations réalisées avec des prestataires de services ou avec des bénéficiaires contre la fourniture d'un service sont imputées au prorata temporis, la constatation des accords avec des bénéficiaires qui ne requièrent pas de service en contrepartie se faisant au moment du paiement. Les stocks afférents à des projets sont comptabilisés au moment de leur livraison aux prestataires de services ou aux bénéficiaires, c'est-à-dire au moment de la cession du contrôle sur les actifs.

### ***Incidence des modifications apportées aux normes IPSAS***

2.56. Le Conseil des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSASB) a publié deux nouvelles normes comptables, la norme IPSAS 41, *Financial Instruments* (instruments financiers), et la norme IPSAS 42, *Social Benefits* (avantages sociaux), en août 2018 et janvier 2019, respectivement. L'IPSASB a également pris définitivement position quant aux dates d'entrée en vigueur de ces deux nouvelles normes et des modifications apportées à d'autres (*COVID-19: Deferral of Effective Dates*): ces dates sont différées d'un an et sont désormais fixées au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

2.58. La norme IPSAS 41 définit de nouvelles règles de classement, de constatation et d'évaluation des instruments financiers, remplaçant celles établies par la norme IPSAS 29, *Financial Instruments: Recognition and Measurement* (instruments financiers: comptabilisation et évaluation). L'Organisation a étudié la norme IPSAS 41 et établi que celle-ci n'aura aucune incidence significative sur la présentation, la comptabilisation ou l'évaluation des actifs et passifs financiers de la FAO.

2.59. La norme IPSAS 42 définit les avantages sociaux, tels que les transferts versés à des personnes et/ou des ménages particuliers remplissant des critères d'attribution, permettant d'atténuer l'effet de risques sociaux et de répondre aux besoins de la société: pensions d'État, allocations de chômage et complément de revenu, par exemple. La norme détermine le fait générateur déclenchant la comptabilisation des dépenses et

des passifs correspondant à des avantages sociaux et la façon dont ceux-ci doivent être évalués. La FAO considère que la norme IPSAS 42 ne s'applique pas aux opérations de l'Organisation.

2.60. En janvier 2022, l'IPSASB a publié la norme IPSAS 43, *Leases* (contrats de location), qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025, mais dont l'application anticipée est autorisée. L'Organisation prévoit que la norme IPSAS 43 aura une incidence significative sur la comptabilisation et la présentation des contrats de location, des immobilisations corporelles et le résultat de la comptabilisation d'un passif lié à un contrat de location.

### ***Retraitement des états financiers consécutif à la correction d'une erreur***

2.61. En 2021, l'Organisation a revu la méthode de comptabilisation des transferts en espèces, autres dons et transferts versés. S'agissant des accords avec des bénéficiaires qui ne nécessitent pas la fourniture d'un service, l'Organisation a confirmé que le traitement comptable approprié consistait à constater les charges à la signature de l'accord, laquelle coïnciderait en général avec le décaissement.

2.62. Une erreur a été détectée lors de l'examen de l'application de cette convention comptable, et sa correction a entraîné une réduction de 20,0 millions d'USD des dépenses comptabilisées pour 2020 sous la rubrique Dons et autres transferts versés, une réduction presque identique de 20,4 millions d'USD du montant des charges à payer en fin d'année, ainsi qu'une réduction de 0,4 million d'USD des paiements anticipés et autres actifs.

2.63. En 2021, l'Organisation a examiné les factures impayées échues liées à son programme extrabudgétaire, pour lesquelles des produits avaient été constatés lors d'années antérieures, et a conclu, après une analyse détaillée, qu'il serait plus approprié d'annuler les factures et de passer les produits correspondants en pertes. La correction a entraîné une réduction de 4,5 millions d'USD de la valeur nette des créances issues d'opérations sans contrepartie directe, une réduction de 2,2 millions d'USD du montant des contributions reçues d'avance et une augmentation correspondante de 2,3 millions d'USD des autres charges pour contrepasser les produits associés constatés sur les périodes précédentes.

2.64. La juste valeur comptabilisée pour les instruments dérivés détenus au 31 décembre 2020 a été corrigée en 2021: 1,1 million d'USD de gains latents supplémentaires comptabilisés dans la situation nette ont ainsi été constatés au 31 décembre 2020, la contrepartie étant une réduction de la valeur des plus-values réalisées enregistrées en 2020.

2.65. La constatation des produits correspondant aux contributions volontaires en 2020 a fait l'objet d'un retraitement visant à tenir compte d'une modification apportée par l'Organisation concernant l'application de la norme IPSAS 23, *Revenue from Non-Exchange Transactions (Taxes and Transfers)* (produits des opérations sans contrepartie directe [impôts et transferts]). Auparavant, les contributions volontaires et autres transferts qui étaient étayés par un accord juridiquement contraignant étaient comptabilisés en produits au moment où l'accord prenait effet et où le contrôle de l'actif sous-jacent était acquis au moyen de l'émission d'une facture adressée au partenaire fournisseur de ressources. L'Organisation a examiné la cohérence de ses règles et pratiques en matière de constatation des produits eu égard à la norme IPSAS 23, et a revu le traitement comptable afin de constater un produit correspondant au montant total du contrat au moment de la signature de ce dernier par les deux parties. En vue de répercuter cette modification dans les états financiers, l'Organisation a analysé la comptabilité de l'ensemble des projets, passés et en cours, et a appliqué cette révision à ses règles comptables pour s'assurer que les produits étaient constatés à la bonne période pour l'intégralité du montant du contrat. En ce qui concerne les accords de contributions volontaires signés avant le 31 décembre 2019, dont les produits n'avaient pas été facturés ni comptabilisés à cette date, le retraitement s'est traduit par des bénéfices non distribués de 1 476,1 millions d'USD, qui ont été reportés dans les états financiers de 2020. En ce qui concerne les contrats relatifs à des contributions volontaires signés avant le 31 décembre 2020, dont les produits n'avaient pas été facturés ni comptabilisés à cette date,

le retraitement s'est traduit, dans les états financiers comparatifs de 2020, par une augmentation des produits constatés en 2020 de 46,4 millions d'USD, la création d'un actif correspondant à des «produits non facturés» d'un montant de 1 525,5 millions d'USD, une augmentation des contributions reçues d'avance de 3,1 millions d'USD et une augmentation des bénéfices non distribués de 1 522,5 millions d'USD.

2.66. Les ajustements mentionnés ci-dessus ont entraîné une augmentation de 62,9 millions d'USD de l'excédent pour l'année 2020 et une augmentation de 1 540,1 millions d'USD du total de la situation nette au 31 décembre 2020. Le tableau ci-après détaille le retraitement de chaque poste concerné.



**Postes/soldes retraités dans les états financiers au 31 décembre 2020 qui sont présentés à titre de comparaison**

<i>(En milliers d'USD)</i>			Transferts monétaires non assortis de conditions	Annulation de factures d'années antérieures	Comptabilisation des instruments financiers	Comptabilisation des produits correspondant aux contributions volontaires	Retraité au 31 déc. 2020
<i>(En milliers d'USD)</i>	Note	Publié au 31 déc. 2020					
<b>État de la situation financière (extraits)</b>							
<b>Actifs courants</b>							
Créances issues d'opérations sans contrepartie directe, nettes	5	254 649	-	(4 459)	-	656 314	906 504
Paievements anticipés et autres actifs courants, nets	7	56 282	(444)	-	-	-	55 838
<b>Actifs courants</b>		2 198 995	(444)	(4 459)	-	656 314	2 850 406
<b>Actifs non courants</b>							
Créances issues d'opérations sans contrepartie directe, nettes	5	453	-	-	-	869 216	869 669
<b>Actifs non courants</b>		677 720	-	-	-	869 216	1 546 936
<b>Total de l'actif</b>		2 876 715	(444)	(4 459)	-	1 525 530	4 397 342
<b>Passifs courants</b>							
Autres éléments à régulariser	11	209 788	(20 400)	-	-	-	189 388
Contributions reçues d'avance	12	328 658	-	(2 194)	-	3 079	329 543
<b>Passifs courants</b>		649 352	(20 400)	(2 194)	-	3 079	629 837
<b>Total du passif</b>		2 138 720	(20 400)	(2 194)	-	3 079	2 119 205
<b>Situation nette</b>							
Excédent/ (Déficit) cumulé		602 081	19 956	(2 265)	(1 134)	1 522 451	2 141 089
Réserves	18	135 914	-	-	1 134	-	137 048
<b>Total de la situation nette</b>		737 995	19 956	(2 265)	-	1 522 451	2 278 137
<b>État des résultats financiers (extraits)</b>							
<b>Produits des opérations sans contrepartie directe</b>							
Contributions volontaires	19	1 227 653	-	-	-	46 365	1 274 018
<b>Produits des opérations sans contrepartie directe</b>		1 785 259	-	-	-	46 365	1 831 624
<b>Total des produits</b>		1 791 469	-	-	-	46 365	1 837 834

<i>(En milliers d'USD)</i>			Transferts monétaires non assortis de conditions	Annulation de factures d'années antérieures	Comptabilisation des instruments financiers	Comptabilisation des produits correspondant aux contributions volontaires	Reclassement de postes dans l'État des flux de trésorerie	Retraité au 31 déc. 2020
Note	Publié au 31 déc. 2020							
<b>Charges</b>								
Dons et autres transferts versés	20	112 563	(19 956)	-	-	-	-	92 607
Autres charges	20	35 788	-	2 265	-	-	-	38 053
<b>Charges</b>		1 563 698	(19 956)	2 265	-	-	-	1 546 007
<b>Charges et produits non opérationnels</b>								
Revenus des placements	21	29 497	-	-	(1 134)	-	-	28 363
<b>Charges et produits non opérationnels</b>	21	6 353	-	-	(1 134)	-	-	5 219
<b>Excédent/Déficit</b>		234 124	19 956	(2 265)	(1 134)	46 365	-	297 046
<b>État des flux de trésorerie (extraits)</b>								
<b>Flux de trésorerie provenant du fonctionnement</b>								
<b>Excédent/Déficit</b>		234 124	19 956	(2 265)	(1 134)	46 365	-	297 046
(Gains)/Pertes sur les placements disponibles à la vente	21	(6 660)	-	-	1 134	-	-	(5 526)
Créances issues d'opérations sans contrepartie directe	5	(41 538)	-	4 459	-	(26 666)	-	(63 745)
Autres actifs courants et non courants	7	7 564	444	-	-	-	-	8 008
Dettes et charges à payer	11	29 782	(20 400)	-	-	-	-	9 382
Obligations relatives au personnel	13	49 100	-	-	-	-	(21 776)	27 324
Gains/(Pertes) actuariel(le)s	19	-	-	-	-	-	21 776	21 776
Avances	12	(4 475)	-	(2 194)	-	(19 700)	-	(26 369)
Provisions	16	-	-	-	-	-	(85)	(85)
<b>Flux nets de trésorerie provenant du fonctionnement</b>		278 462	-	-	-	-	(85)	278 377
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de placement</b>								
Achats/Ventes net(te)s de placements détenus à des fins de transaction et d'instruments dérivés	4	15 891	-	-	-	-	85	15 976
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités de placement</b>		1 637	-	-	-	-	85	1 722

### Note 3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

3.1. Le montant Trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans l'État des flux de trésorerie comprend les montants suivants de l'État de la situation financière:

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Fonds en banque et titres du marché monétaire	92 338	202 755
Dépôts à court terme	890 000	695 000
Équivalents de trésorerie détenus par les gestionnaires de placements	511 775	380 244
<b>Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>1 494 113</b>	<b>1 277 999</b>

3.2. Du fait de la disponibilité immédiate ou à court terme de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, aucun risque significatif de taux d'intérêt ou de crédit n'est associé à ces soldes.

3.3. Sur le total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, un montant de 0,1 million d'USD ([0,4] million en 2020) est détenu dans des monnaies qui ne sont pas immédiatement convertibles en d'autres monnaies. Ces soldes sont conservés pour répondre aux nécessités liées aux activités et aux projets que l'Organisation mène dans les divers pays où elle est présente. Au 31 décembre 2021, l'Organisation avait 34 000 USD de fonds en banque soumis à des restrictions (aucune restriction en 2020). Pour plus d'informations sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à des restrictions qui sont utilisables pour des projets financés par des fonds fiduciaires, reportez-vous à la note 23 consacrée aux informations sectorielles.

3.4. Les équivalents de trésorerie détenus par les gestionnaires de placements comprennent une somme de 6,3 millions d'USD (6,9 millions en 2020) concernant le portefeuille de placements disponibles à la vente. Cette somme est réservée au financement des plans de l'Organisation en faveur du personnel.

### Note 4. Placements et instruments financiers dérivés

#### Placements

4.1. Les placements de l'Organisation se décomposent comme suit:

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>31 déc. 2021</b>	<b>31 déc. 2020</b>
<b>Éléments courants</b>		
<b>Placements détenus à des fins de transaction</b>		
Obligations d'État	540 535	494 886
Obligations d'entreprise	40 029	62 312
Créances hypothécaires titrisées	23 350	31 001
Autres	21 752	-
<b>Total des placements détenus à des fins de transaction</b>	<b>625 666</b>	<b>588 199</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>	<b>-</b>	<b>1 134</b>
<b>Total des éléments courants</b>	<b>625 666</b>	<b>589 333</b>
<b>Éléments non courants</b>		
<b>Placements disponibles à la vente</b>		
Obligations d'État	269 419	244 966
Obligations d'entreprise	63 020	57 331
Actions	335 091	329 101
<b>Total des placements disponibles à la vente</b>	<b>667 530</b>	<b>631 398</b>
<b>Total des éléments non courants</b>	<b>667 530</b>	<b>631 398</b>

4.2. Les placements détenus par l'Organisation à des fins de transaction sont classés dans les placements à court terme en fin d'année, car ils sont effectivement gérés à court terme pour préserver le capital des donateurs des fonds fiduciaires et dégager des gains. En outre, ces placements sont généralement disponibles et nécessaires pour financer les opérations courantes, et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les pertes et profits latents constatés sur le portefeuille à court terme sont présentés dans l'État des résultats financiers.

4.3. Étant donné les taux d'intérêt proches de zéro aux États-Unis, le rendement de ce portefeuille a été très faible, mais le capital du portefeuille constituant le fonds de roulement de l'Organisation demeure en sécurité, conformément à la politique de placement de celle-ci, car composé d'actifs de haute qualité choisis à cette fin. Les actifs détenus à titre de placement durant cette période n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation, quel que soit leur type. Le portefeuille de placements en USD est exposé principalement à des valeurs souveraines, supranationales et bancaires très bien notées, conformément au principal objectif de ces placements, à savoir la préservation du capital.

4.4. Les placements disponibles à la vente de l'Organisation sont classés dans les placements à long terme en fin d'année et comptabilisés à leur juste valeur. Finalement, les pertes et gains latents constatés sur ce type de placements sont présentés dans l'État de la situation financière, au moyen de l'État des variations de l'actif net/de la situation nette. Les placements disponibles à la vente sont destinés à financer non pas les opérations courantes de l'Organisation, mais les prestations dues au personnel après la cessation de service. Ils ne sont pas soumis à des restrictions juridiques distinctes et ne constituent pas des actifs du régime tels que définis dans la norme IPSAS 39, *Employee Benefits* (avantages du personnel).

4.5. Les placements disponibles à la vente n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au 31 décembre 2021. L'année 2021 a été exceptionnelle pour les marchés d'actions. Sur les marchés de valeurs à revenu fixe, les obligations d'État et les obligations liées à l'inflation mondiale ont progressé, mais ont été pénalisées dans le portefeuille de la FAO par la baisse du taux de change EUR/USD. La performance globale du portefeuille à long terme de la FAO en fin d'année a atteint 5,11 pour cent, soit 4 points de base de plus que l'indice de

référence combiné. Les principaux mouvements enregistrés sur l'ensemble des placements durant l'année sont les suivants:

<i>(En milliers d'USD)</i>	Solde au 31 déc. 2020	Achats/ (Cessions) net(te)s	Frais de gestion	Intérêts perçus	Écarts réalisés	Écarts latents (autres)	Écarts latents (change)	Solde au 31 déc. 2021
<b>Placements détenus à des fins de transaction</b>								
Placements à revenu fixe	588 199	38 294	(1 024)	7 641	(5 373)	(2 071)	-	625 666
<b>Placements disponibles à la vente</b>								
Actions	329 101	(42 631)	(105)	6 158	23 825	18 743	-	335 091
Placements à revenu fixe	302 297	43 235	(603)	2 999	(440)	(2 569)	(12 480)	332 439
<b>Total des placements</b>	<b>1 219 597</b>	<b>38 898</b>	<b>(1 732)</b>	<b>16 798</b>	<b>18 012</b>	<b>14 103</b>	<b>(12 480)</b>	<b>1 293 196</b>

4.6. Le coût, les gains ou pertes latent(e)s et la juste valeur des placements disponibles à la vente, par catégories de placements, sont les suivants:

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021			31 déc. 2020		
	Coût	Gains/(Pertes) latent(e)s sur les Placements disponibles à la vente	Juste valeur	Coût	Gains/(Pertes) latent(e)s sur les Placements disponibles à la vente	Juste valeur
<b>Placements disponibles à la vente</b>						
Obligations d'État	250 988	18 431	269 419	216 526	28 440	244 966
Obligations d'entreprise et autres	62 794	226	63 020	52 065	5 266	57 331
Actions	210 412	124 679	335 091	223 165	105 936	329 101
<b>Total des placements disponibles à la vente</b>	<b>524 194</b>	<b>143 336</b>	<b>667 530</b>	<b>491 756</b>	<b>139 642</b>	<b>631 398</b>

4.7. Les gains latents de 143,3 millions d'USD constatés au 31 décembre 2021 (139,6 millions de pertes en 2020) sont dus aux bonnes performances des marchés d'actions. Un gain latent de 147,1 millions d'USD a été enregistré dans la situation nette, et la différence de 3,7 millions d'USD, correspondant aux pertes de change latentes cumulées sur les portefeuilles de titres de créance (8,7 millions de gains de change latent nets au 31 décembre 2020), a été enregistrée directement dans l'État des résultats financiers durant la période au cours de laquelle ces pertes se sont produites.

### Instruments financiers dérivés

4.8. L'Organisation ajoute des instruments financiers dérivés à son portefeuille de placements pour y atténuer le risque de change. Ces instruments comprennent des contrats à terme, des options et des contrats d'échange. Cette catégorie de placements ne comprend aucun produit dérivé à long terme.

4.9. La valeur nominale représente la valeur du contrat. La valeur nominale et la juste valeur des instruments financiers dérivés sont les suivantes:

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021		31 déc. 2020	
	Valeur nominale	Juste valeur	Valeur nominale	Juste valeur
<b>Actif</b>				
Contrats d'échange	-	-	252 821	1 134
<b>Passif</b>				
Contrats à terme	1 229	-	-	-
Contrats d'échange	(300 729)	(2 378)	-	-
<b>Total des instruments financiers dérivés inscrits au passif</b>	<b>(299 500)</b>	<b>(2 378)</b>	<b>252 821</b>	<b>1 134</b>

**Note 5. Créances issues d'opérations sans contrepartie directe**

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020 (après retraitement)
<b>Créances courantes</b>		
<b>Contributions ordinaires à recevoir</b>		
Contributions des États Membres	216 722	211 141
Fonds de roulement	27	27
Compte de réserve spécial	2 286	2 288
Provision pour créances douteuses	(58 768)	(42 616)
<b>Total des contributions ordinaires à recevoir</b>	<b>160 267</b>	<b>170 840</b>
<b>Contributions volontaires à recevoir</b>		
Contributions volontaires	978 377	737 922
Provision pour créances douteuses	(3 527)	(3 527)
<b>Total des contributions volontaires à recevoir</b>	<b>974 850</b>	<b>734 395</b>
<b>Autres créances</b>		
Autres créances	4 437	4 892
Provision pour créances douteuses	(3 971)	(3 623)
<b>Total des autres créances</b>	<b>466</b>	<b>1 269</b>
<b>Total des créances courantes</b>	<b>1 135 583</b>	<b>906 504</b>
<b>Contributions ordinaires à recevoir non courantes</b>		
Contributions d'États Membres au titre du Programme ordinaire	418	453
<b>Total des contributions ordinaires à recevoir non courantes</b>	<b>418</b>	<b>453</b>
<b>Contributions volontaires à recevoir non courantes</b>		
Contributions volontaires	911 820	869 216
<b>Total des contributions volontaires à recevoir non courantes</b>	<b>911 820</b>	<b>869 216</b>
<b>Total des créances non courantes</b>	<b>912 238</b>	<b>869 669</b>
<b>Total des créances issues d'opérations sans contrepartie directe</b>	<b>2 047 821</b>	<b>1 776 173</b>

5.1. Certains États Membres ont des plans de versement de leurs contributions qui s'étendent sur plus d'un an à partir du 31 décembre 2021. Les montants dus postérieurement au 31 décembre 2021 s'élèvent à 0,4 million d'USD et ont été classés dans les créances non courantes. La hausse de 5,6 millions d'USD de la valeur des contributions ordinaires non acquittées par les États Membres depuis le 31 décembre 2020 est principalement due à des retards dans le versement des contributions des principaux donateurs de l'Organisation. Les contributions volontaires à recevoir indiquées sous la rubrique *Créances issues d'opérations sans contrepartie directe* pour l'année terminée le 31 décembre 2020 ont été revues à la baisse (4,4 millions d'USD) en raison de l'annulation de factures d'années antérieures (informations détaillées présentées à la note 2.63); un actif de 1 525,5 millions d'USD a été créé à la suite de la modification du traitement comptable des produits provenant des contributions volontaires (informations détaillées présentées à la note 2.65).

5.2. La provision pour créances douteuses est constituée sur la base d'une estimation des sommes dont on a tout lieu de penser qu'elles ne seront pas recouvrées aux conditions auxquelles la dette a été contractée, conformément à la règle définie à la note 2.22.

<i>(En milliers d'USD)</i>					
	<b>Solde au 31 déc. 2020</b>	<b>Dotation</b>	<b>Compta- bilisation en pertes</b>	<b>Reprise de provision</b>	<b>Solde au 31 déc. 2021</b>
<b>Contributions ordinaires à recevoir</b>					
Contributions des États Membres	(40 301)	(23 020)	-	6 866	(56 455)
Fonds de roulement	(27)	-	-	-	(27)
Compte de réserve spécial	(2 288)	-	-	2	(2 286)
<b>Total des contributions ordinaires à recevoir</b>	<b>(42 616)</b>	<b>(23 020)</b>	<b>-</b>	<b>6 868</b>	<b>(58 768)</b>
<b>Contributions volontaires à recevoir</b>					
Contributions volontaires	(3 527)	-	-	-	(3 527)
<b>Total des contributions volontaires à recevoir</b>	<b>(3 527)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3 527)</b>
<b>Autres créances</b>					
Autres créances	(3 623)	(348)	-	-	(3 971)
<b>Total des autres créances</b>	<b>(3 623)</b>	<b>(348)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3 971)</b>
<b>Total de la provision pour créances douteuses</b>	<b>(49 766)</b>	<b>(23 368)</b>	<b>-</b>	<b>6 868</b>	<b>(66 266)</b>

5.3. Les provisions pour contributions à recevoir concernent des transactions en attente avec le PNUD, remontant à 2003 et aux années antérieures, conformément à la règle relative à la provision pour créances douteuses énoncée à la note 2.22.

5.4. La balance âgée des créances se présente comme suit:

<i>(En milliers d'USD)</i>	Valeur comptable	< 1 an	1-3 ans	3-5 ans	> 5 ans
<b>Créances courantes</b>					
<b>Contributions ordinaires à recevoir</b>					
Contributions des États Membres	216 722	143 690	43 181	11 585	18 266
Fonds de roulement	27	-	-	-	27
Compte de réserve spécial	2 286	-	-	-	2 286
Provision pour créances douteuses	(58 768)	(5 512)	(21 092)	(11 585)	(20 579)
<b>Total des contributions ordinaires à recevoir</b>	<b>160 267</b>	<b>138 178</b>	<b>22 089</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Contributions volontaires à recevoir</b>					
Contributions volontaires	978 377	377 269	586 034	7 952	7 122
Provision pour créances douteuses	(3 527)	-	-	-	(3 527)
<b>Total des contributions volontaires à recevoir</b>	<b>974 850</b>	<b>377 269</b>	<b>586 034</b>	<b>7 952</b>	<b>3 595</b>
<b>Autres créances</b>					
Autres créances	4 437	417	711	338	2 971
Provision pour créances douteuses	(3 971)	-	(662)	(338)	(2 971)
<b>Total des autres créances</b>	<b>466</b>	<b>417</b>	<b>49</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des créances courantes</b>	<b>1 135 583</b>	<b>515 864</b>	<b>608 172</b>	<b>7 952</b>	<b>3 595</b>
<b>Contributions ordinaires à recevoir non courantes</b>					
Contributions d'États Membres au titre du Programme ordinaire	418	418	-	-	-
<b>Total des contributions ordinaires à recevoir non courantes</b>	<b>418</b>	<b>418</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Contributions volontaires à recevoir non courantes</b>					
Contributions volontaires	911 820	468 187	443 633	-	-
<b>Total des contributions volontaires à recevoir non courantes</b>	<b>911 820</b>	<b>468 187</b>	<b>443 633</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des créances non courantes</b>	<b>912 238</b>	<b>468 605</b>	<b>443 633</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des créances</b>	<b>2 047 821</b>	<b>984 469</b>	<b>1 051 805</b>	<b>7 952</b>	<b>3 595</b>

5.5. La provision pour créances douteuses constituée pour des contributions ordinaires à recevoir correspond à des contributions échues depuis plus de deux ans. Des provisions supplémentaires sont constituées sur la partie des contributions ordinaires échues depuis moins de deux ans pour les États dont les contributions à recevoir sont échues depuis plus de 25 ans.



5.6. Les arriérés de contributions (ordinaires) concernent dix-neuf pays menacés de perdre leur droit de vote et s'élèvent à 35 millions d'USD. La FAO ne dispose d'aucune sûreté garantissant le paiement des différentes contributions, mais les règles et règlements de l'Organisation interdisent que l'arriéré de contribution d'un État Membre soit égal ou supérieur aux contributions dues par lui pour les deux années civiles précédentes. Les actions prévues par les règles et procédures comprennent la perte des droits de vote, l'inéligibilité au Conseil et la perte d'un siège au Conseil.

5.7. Les autres créances comprennent principalement des contributions de contrepartie en espèces des gouvernements et des projets financés en commun avec d'autres organisations internationales, dans lesquels l'Organisation effectue des paiements au nom de ces tierces parties.

**Note 6. Créances issues d'opérations avec contrepartie directe**

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Sommes à recevoir de l'ONU et d'autres organisations	5 475	7 578
Provision pour créances douteuses	(1 776)	(2 216)
<b>Total des créances issues d'opérations avec contrepartie directe</b>	<b>3 699</b>	<b>5 362</b>

6.1. Les créances issues d'opérations avec contrepartie directe concernent des recouvrements de dépenses dus par les autres organismes ayant leur siège à Rome, à savoir le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM), et par la Mutuelle de crédit de la FAO, pour des services administratifs fournis par la FAO, ainsi que des refacturations de services collectifs de distribution à recouvrer auprès d'entreprises ayant des bureaux dans les locaux du siège de la FAO (librairie, agence de voyages, etc.), entre autres.

**Provision pour créances douteuses**

<i>(En milliers d'USD)</i>	Solde au 31 déc. 2020	Dotation	Compta- bilisation en pertes	Reprise de provision	Solde au 31 déc. 2021
Sommes à recevoir de l'ONU et d'autres organisations	(2 216)	(139)	-	579	(1 776)
<b>Total de la provision pour créances douteuses issues d'opérations avec contrepartie directe</b>	<b>(2 216)</b>	<b>(139)</b>	<b>-</b>	<b>579</b>	<b>(1 776)</b>

6.2. La balance âgée des créances se présente comme suit:

<i>(En milliers d'USD)</i>	Valeur comptable	< 1 an	1-3 ans	3-5 ans	> 5 ans
Sommes à recevoir de l'ONU et d'autres organisations	5 475	3 699	204	432	1 140
Provision pour créances douteuses	(1 776)	-	(204)	(432)	(1 140)
<b>Total des créances issues d'opérations avec contrepartie directe</b>	<b>3 699</b>	<b>3 699</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**Note 7. Paiements anticipés et autres actifs**

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>31 déc. 2021</b>	<b>31 déc. 2020 (après retraitement)</b>
Créances du personnel	10 824	15 533
Paiements anticipés	37 903	30 412
Autres actifs	11 865	12 292
Provision pour créances douteuses	(2 025)	(1 983)
<b>Total des paiements anticipés et autres actifs</b>	<b>58 567</b>	<b>56 254</b>
Total des éléments courants	57 911	55 838
Total des éléments non courants	656	416
<b>Total des paiements anticipés et autres actifs</b>	<b>58 567</b>	<b>56 254</b>

7.1. Le total des paiements anticipés et autres actifs au 31 décembre 2021 comprend des créances du personnel, des paiements anticipés et d'autres actifs. Les créances du personnel correspondent à des avances consenties sur les salaires ou les indemnités pour frais d'études, ou à l'occasion de voyages, tandis que les paiements anticipés se composent en grande partie d'acomptes versés à des prestataires de services en vertu de protocoles d'accord approuvés.

7.2. Les paiements anticipés indiqués à la rubrique *Paiements anticipés et autres actifs* pour l'année terminée le 31 décembre 2020 ont été révisés à la baisse (0,4 million d'USD) à la suite d'une correction apportée au traitement comptable des transferts monétaires non assortis de conditions (informations supplémentaires fournies dans les notes 2.61 et 2.62).

7.3. Les engagements courants devraient être utilisés ou recouvrés dans un délai d'un an à compter de la date de clôture.

**Provision pour créances douteuses**

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>Solde au 31 déc. 2020</b>	<b>Dotation</b>	<b>Compta- bilisation en pertes</b>	<b>Reprise de provision</b>	<b>Solde au 31 déc. 2021</b>
Créances du personnel	(1 471)	(44)	-	2	(1 513)
Autres actifs	(512)	-	-	-	(512)
<b>Total de la provision constituée sur les paiements anticipés et autres actifs</b>	<b>(1 983)</b>	<b>(44)</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>(2 025)</b>

**Note 8. Stocks**

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>31 déc. 2021</b>	<b>31 déc. 2020 (après retraitement)</b>
Machines, outils accessoires	3 442	2 526
Plantes et semences	3 394	3 951
Fournitures médicales et vétérinaires	1 469	1 848
Autre petit matériel	1 434	856
Machines et matériel de grande valeur	913	617
Engrais	908	938
Pesticides	106	1 685
Autres	2 984	3 011
Stocks comptabilisés en pertes	(64)	(62)
<b>Total des stocks</b>	<b>14 586</b>	<b>15 370</b>

8.1. Le total des stocks au 31 décembre 2020 a été retraité afin de fournir des informations complémentaires sur la ventilation du solde des stocks par type; le solde de clôture au 31 décembre 2020 n'a pas été ajusté.

8.2. Pour l'année terminée le 31 décembre 2021, l'Organisation a comptabilisé 209,0 millions d'USD (198,8 millions en 2020) en charges liées aux stocks afférents à des projets. La différence de 4,2 millions d'USD en 2021 (4,8 millions en 2020) correspond aux charges liées aux publications, qui ne font pas partie des stocks, conformément à la règle mentionnée à la note 2.26.

8.3. Le poste des stocks a été examiné pour détecter d'éventuelles pertes durant l'année, ce qui a conduit à une comptabilisation en pertes de 0,06 million d'USD (idem en 2020).

**Note 9. Immobilisations corporelles**

<i>(En milliers d'USD)</i>					
	<b>Solde au 31 déc. 2020</b>	<b>Entrées</b>	<b>Sorties</b>	<b>Dotation aux amortissements</b>	<b>Solde au 31 déc. 2021</b>
<b>Coût historique des immobilisations corporelles</b>					
Mobilier et agencements	2 291	46	(147)	-	2 190
Machines et matériel	7 774	587	(724)	-	7 637
Ordinateurs et matériel informatique	13 595	501	(966)	-	13 130
Véhicules à moteur	68 440	8 928	(10 444)	-	66 924
Bâtiments	4 116	993	(544)	-	4 565
Améliorations locatives	11 078	5 502	(300)	-	16 280
Immobilisations en cours de construction	5 668	7 361	(6 855)	-	6 174
<b>Total du coût historique des immobilisations corporelles</b>	<b>112 962</b>	<b>23 918</b>	<b>(19 980)</b>	<b>-</b>	<b>116 900</b>
<b>Amortissements cumulés</b>					
Mobilier et agencements	(1 853)	-	146	(172)	(1 879)
Machines et matériel	(6 253)	-	595	(554)	(6 212)
Ordinateurs et matériel informatique	(12 168)	-	955	(779)	(11 992)
Véhicules à moteur	(48 937)	-	6 403	(7 253)	(49 787)
Bâtiments	(1 239)	-	150	(140)	(1 229)
Améliorations locatives	(4 032)	-	8	(913)	(4 937)
<b>Total des amortissements cumulés</b>	<b>(74 482)</b>	<b>-</b>	<b>8 257</b>	<b>(9 811)</b>	<b>(76 036)</b>
<b>Immobilisations corporelles nettes</b>	<b>38 480</b>	<b>23 918</b>	<b>(11 723)</b>	<b>(9 811)</b>	<b>40 864</b>

9.1. En 2021, des immobilisations en cours de construction pour un montant de 6,4 millions d'USD ont été achevées et mises en service (0,6 million en 2020).

9.2. Dans les entrées, un montant de 17,0 millions d'USD correspond à des biens acquis en 2021 (18,6 millions en 2020). Les sorties d'immobilisations corporelles d'une valeur de 4,9 millions d'USD (4,0 millions en 2020) réalisées en 2021 résultent majoritairement de transferts de propriété au profit de bénéficiaires (gouvernements hôtes, ONG ou autres organisations destinataires) participant à des projets spéciaux. L'Organisation a reçu 1,3 million d'USD de produits résultant de la sortie d'actifs, ce qui a représenté une perte sur cession de 3,6 millions d'USD en 2021 (0,3 million et 3,7 millions, respectivement, en 2020). Des immobilisations entièrement amorties, pour un coût de 77,8 millions d'USD, étaient en service fin 2021 (56,7 millions en 2020).

9.3. L'Organisation teste les immobilisations corporelles au moyen d'indicateurs de recouvrabilité pour en évaluer la dépréciation. Ces tests n'ont pas permis de détecter de pertes de valeur sur l'année.

9.4. Les charges à payer correspondant aux engagements d'achat d'immobilisations corporelles arrêtés au 31 décembre 2021 s'élèvent à 0,6 million d'USD (idem en 2020).

**Note 10. Immobilisations incorporelles**

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>Solde au 31 déc. 2020</b>	<b>Entrées</b>	<b>Sorties</b>	<b>Amortissement</b>	<b>Solde au 31 déc. 2021</b>
<b>Coût historique des immobilisations incorporelles</b>					
Logiciels acquis à l'extérieur	2 433	995	(232)	-	3 196
Logiciels développés en interne	8 498	2 654	(544)	-	10 608
Immobilisations incorporelles en cours de développement	4 595	-	(2 745)	-	1 850
<b>Total du coût historique des immobilisations incorporelles</b>	<b>15 526</b>	<b>3 649</b>	<b>(3 521)</b>	<b>-</b>	<b>15 654</b>
<b>Amortissements cumulés</b>					
Logiciels acquis à l'extérieur	(1 219)	-	136	(466)	(1 549)
Logiciels développés en interne	(7 334)	-	512	(849)	(7 671)
<b>Total des amortissements cumulés</b>	<b>(8 553)</b>	<b>-</b>	<b>648</b>	<b>(1 315)</b>	<b>(9 220)</b>
<b>Immobilisations incorporelles nettes</b>	<b>6 973</b>	<b>3 649</b>	<b>(2 873)</b>	<b>(1 315)</b>	<b>6 434</b>

10.1. Au 31 décembre 2021, le coût et l'amortissement cumulé des immobilisations incorporelles achetées ou développées par l'Organisation s'élèvent respectivement à 15,7 millions d'USD (15,5 millions en 2020) et 9,2 millions d'USD (8,6 millions en 2020). En 2021, l'Organisation a investi un montant net supplémentaire de 0,8 million d'USD dans des immobilisations incorporelles (1,2 million en 2020), et a mené à bien et mis en exploitation des projets de développement de logiciels représentant 2,7 millions d'USD (aucun en 2020).

10.2. La FAO procède à un test de dépréciation lorsque les circonstances indiquent que ce test est nécessaire. Ces tests n'ont pas permis de détecter de pertes de valeur sur l'année.

**Note 11. Dettes et charges à payer**

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>31 déc. 2021</b>	<b>31 déc. 2020 (après retraitement)</b>
<b>Dettes</b>		
Dettes	33 789	33 088
Agence de transfert d'espèces	4 623	1 635
Transferts de flux de trésorerie	7 617	-
<b>Total des dettes</b>	<b>46 029</b>	<b>34 723</b>
<b>Charges à payer</b>		
Commandes d'achat	152 394	151 100
Ressources humaines hors personnel	36 092	28 844
Voyages	6 328	6 674
Paie	240	154
Autres charges à payer	8 933	2 616
<b>Total des charges à payer</b>	<b>203 987</b>	<b>189 388</b>
<b>Total des dettes et charges à payer</b>	<b>250 016</b>	<b>224 111</b>

11.1. Les dettes correspondent aux sommes dues pour des biens et des services pour lesquels des factures ont été reçues. Les dettes à l'égard d'agences de transfert d'espèces correspondent aux factures reçues d'agences de transfert d'espèces qui effectuent des paiements à des fournisseurs sur le terrain où il n'y a pas de système bancaire. Les transferts de flux de trésorerie correspondent aux transactions dans lesquelles la FAO intervient comme agent de paiement pour le compte d'autres organisations. Les charges à payer correspondent à des biens et des services qui ont été reçus par la FAO ou fournis à celle-ci durant la période considérée, mais qui n'ont pas été facturés en vue de leur paiement. Les autres charges à payer sont les engagements contractés sur le terrain et au siège concernant a) la main-d'œuvre recrutée sur le plan local ne figurant pas dans les ressources humaines hors fonctionnaires, b) les voyages locaux n'apparaissant pas dans le module GRMS Travel et c) les contrats n'ayant pas fait l'objet d'un PO dans GRMS.

11.2. Les commandes d'achat indiquées à la rubrique *Dettes et charges à payer* pour l'année terminée le 31 décembre 2020 ont été révisées à la baisse (20,4 millions d'USD) à la suite d'une correction apportée au traitement comptable des transferts monétaires non assortis de conditions (informations supplémentaires fournies dans les notes 2.61 et 2.62).

**Note 12. Contributions reçues d'avance**

(En milliers d'USD)	31 déc. 2021	31 déc. 2020 (après retraitement)
Contributions ordinaires des États Membres reçues d'avance	32 407	27 519
Contributions volontaires reçues d'avance	318 949	272 992
Contributions au titre du Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement (SFERA)	23 869	29 032
<b>Total des contributions reçues d'avance</b>	<b>375 225</b>	<b>329 543</b>

12.1. Les contributions ordinaires des États Membres reçues d'avance sont des fonds versés par les États Membres en règlement de contributions dues au titre de l'année à venir.

12.2. Les contributions volontaires reçues d'avance correspondent à des fonds versés par des donateurs au titre d'un accord de contribution. La somme de 318,9 millions d'USD (273,0 millions au 31 décembre 2020) est nette des remboursements cumulés payés et à payer aux partenaires pour toutes les années, qui s'élèvent au total à 1 635,5 millions d'USD au 31 décembre 2021 (1 633,66 millions au 31 décembre 2020). Les contributions volontaires reçues d'avance indiquées sous la rubrique *Contributions reçues d'avance* pour l'année terminée le 31 décembre 2020 ont été revues à la baisse (2,2 millions d'USD) en raison de l'annulation de factures d'années antérieures (informations détaillées présentées à la note 2.63), baisse compensée par une augmentation de 3,1 millions d'USD à la suite de la modification du traitement comptable des produits provenant des contributions volontaires (informations détaillées présentées à la note 2.65).

12.3. Les contributions volontaires reçues sous conditions ne sont comptabilisées en produits qu'à mesure que les conditions en question sont remplies.

12.4. Les fonds fiduciaires comprennent aussi des activités menées au titre du Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement (SFERA), établi en mai 2003 pour permettre de fournir un appui rapide à ce type d'activités. Le SFERA est financé par des contributions volontaires.

**Note 13. Passifs liés aux avantages du personnel**

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>31 déc. 2021</b>	<b>31 déc. 2020</b>
<b>Passifs courants liés aux avantages du personnel</b>		
Congé annuel	17 473	19 535
Voyage de congé dans les foyers	1 688	1 699
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, à moins d'un an		
Plan d'assurance maladie après la cessation de service	31 055	28 675
Fonds des indemnités de départ	11 777	9 180
Régime des indemnités pour cessation de service	6 224	6 888
Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel, à moins d'un an	1 352	1 365
Autres avantages à court terme du personnel	5 148	4 954
<b>Total des passifs courants liés aux avantages du personnel</b>	<b>74 717</b>	<b>72 296</b>
<b>Passifs non courants liés aux avantages du personnel</b>		
<b>Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi</b>		
Plan d'assurance maladie après la cessation de service	1 362 312	1 324 692
Fonds des indemnités de départ	64 083	61 476
Régime des indemnités pour cessation de service	41 257	45 538
<b>Total des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi</b>	<b>1 467 652</b>	<b>1 431 706</b>
<b>Autres passifs non courants liés aux avantages du personnel</b>		
Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel	21 721	21 633
<b>Total des passifs non courants liés aux avantages du personnel</b>	<b>1 489 373</b>	<b>1 453 339</b>
<b>Total des passifs liés aux avantages du personnel</b>	<b>1 564 090</b>	<b>1 525 635</b>

**Évaluation des passifs liés aux avantages du personnel**

13.1. Les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi du personnel (courantes et non courantes) et les autres passifs courants et non courants liés aux avantages du personnel au titre du Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel sont déterminés par des actuaires professionnels indépendants. Les passifs courants liés aux avantages du personnel correspondant aux congés annuels, aux voyages de congé dans les foyers et aux autres avantages à court terme du personnel sont calculés par la FAO sur la base des données personnelles et des paiements effectués par le passé. Au 31 décembre 2021, les passifs liés aux avantages du personnel s'élevaient au total à 1 564,1 millions d'USD (1 525,6 millions en 2020), dont 1 539,8 millions calculés par les actuaires (1 499,5 millions en 2020) et 24,3 millions calculés par la FAO (26,2 millions en 2020). La FAO communique la part à court terme (moins d'un an) des passifs liés aux avantages du personnel évalués par les actuaires dans les passifs courants et le reste dans les passifs non courants.

**Passifs courants liés aux avantages du personnel**

13.2. Cette catégorie de passifs comprend les salaires, les traitements, les indemnités et les congés annuels et congés maladie rémunérés, ainsi que la part à court terme des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi et du Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel. La diminution de la part des congés annuels dans ces passifs s'explique par le fait que les restrictions de circulation imposées à l'échelle mondiale en 2020 en raison de la pandémie de covid-19 ont été en grande partie levées en 2021, ce qui a entraîné la reprise des déplacements.

## **Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi**

### **Régime des indemnités pour cessation de service**

13.3. Ces indemnités sont dues aux membres du personnel des services généraux en poste au siège, qui ont droit, lors de la cessation de service, à une indemnité équivalant à 1/12 de leur traitement annuel net final par année de service entre le 1<sup>er</sup> janvier 1975 et le 31 décembre 1990, plus 1/13,5 de ce même traitement par année de service à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991. Le Régime des indemnités pour cessation de service (RICS) fait l'objet d'examens actuariels destinés à établir le niveau des obligations auxquelles il doit faire face et les taux de cotisation recommandés.

### **Fonds des indemnités de départ**

13.4. Les indemnités de départ comprennent le paiement des jours de congé annuel acquis, de la prime de rapatriement, des dépenses de voyage liées au rapatriement et des frais de déménagement de tous les membres du personnel remplissant les conditions requises, ainsi que du capital décès. Le Fonds des indemnités de départ (FID) fait l'objet d'examens actuariels destinés à établir le niveau des obligations auxquelles il doit faire face et les taux de cotisation recommandés. Les indemnités de licenciement ne sont pas comprises dans l'évaluation, conformément aux normes IPSAS.

### **Plan d'assurance maladie après la cessation de service**

13.5. L'assurance maladie après la cessation de service offre une couverture mondiale des dépenses médicales nécessaires aux anciens membres du personnel et aux personnes à leur charge remplissant les conditions requises. L'obligation correspondante représente la valeur actuelle de la part incombant à l'Organisation des coûts d'assurance médicale des retraités et des droits à prestations après cessation de service déjà acquis par le personnel en activité. Le Plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) fait l'objet d'examens actuariels destinés à établir le niveau des obligations auxquelles il doit faire face et les taux de cotisation recommandés.

13.6. Un autre plan est proposé aux membres des personnels nationaux en activité recrutés après le 30 septembre 2016 et affectés ailleurs qu'au siège. L'Organisation n'a pas encore pris de décision sur les (éventuelles) prestations d'assurance maladie après la cessation de service dont pourront bénéficier ces personnels, qui ont toutefois été pris en compte, par précaution, dans l'évaluation de l'AMACS au 31 décembre 2021.

## **Autres passifs liés aux avantages du personnel**

### **Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel**

13.7. Les versements au titre du Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel (FRPI) sont dus aux membres du personnel, aux consultants, ainsi qu'aux personnes à leur charge, en cas de décès, d'accident ou de maladie imputable au service et, dans certains cas, en complément des pensions d'invalidité et de réversion payées par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Le FRPI fait l'objet d'examens actuariels destinés à établir le niveau des obligations y afférentes et les taux de cotisation recommandés.

### **Hypothèses et méthodes actuarielles**

13.8. Les hypothèses et les méthodes décrites ci-après ont été utilisées pour déterminer la valeur des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi et du Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel.



Détail		
Méthodes actuarielles		
AMACS	Unités de crédit projetées au prorata de la durée de service.	
RICS	Unités de crédit projetées.	
FID	Versement en compensation des jours de congé annuel accumulés, voyage de rapatriement et frais de déménagement: unités de crédit projetées, la période d'affectation utilisée aux fins du calcul allant de la date d'entrée en fonction à la date de cessation de service; prime de rapatriement, capital décès et indemnité de licenciement payable avant l'âge minimum de départ en retraite: unités de crédit projetées, calculées sur la base de la formule de prestation effectivement appliquée; l'indemnité de licenciement payable après l'âge minimum de départ en retraite est exclue de l'évaluation actuarielle et comptabilisée au moment où l'événement se produit.	
FRPI	Coût correspondant à une année de prestations.	
La FAO a utilisé une courbe de rendement reposant sur la courbe AA Above Median d'Aon pour le taux d'actualisation à l'extérieur de la zone euro et sur la courbe AA Yield pour le taux dans la zone euro.		
Taux d'actualisation	2021	2020
RICS	0,7 %	0,2 %
FID	2,0 %	1,4 %
AMACS	2,2 %	1,8 %
FRPI	3,0 %	2,7 %
Taux d'inflation (indice général des prix)	2021	2020
RICS	2,1 %	1,1 %
FID	2,4 %	1,7 %
AMACS	2,4 %	1,7 %
FRPI	2,5 %	2,0 %
Taux d'inflation des dépenses médicales	Au 31 décembre 2021, l'augmentation anticipée des dépenses médicales s'établit à 4,405 pour cent en 2022; elle baisse ensuite de 0,5 point de pourcentage par an pour atteindre 3,85 pour cent en 2033 et les années suivantes.	
	Au 31 décembre 2020, l'augmentation anticipée des dépenses médicales s'établit à 4,05 pour cent en 2021; elle baisse ensuite de 0,5 point de pourcentage par an pour atteindre 3,45 pour cent en 2033 et les années suivantes.	
Barème des traitements annuels	Au 31 décembre 2021, les hypothèses d'inflation applicables aux traitements sont harmonisées avec les hypothèses relatives à l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation, pour chaque régime, plus 0,5 point de pourcentage pour la croissance de la productivité, plus les augmentations au mérite.	
	Au 31 décembre 2020, les hypothèses d'inflation applicables aux traitements sont harmonisées avec les hypothèses relatives à l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation, pour chaque régime, plus 0,5 point de pourcentage pour la croissance de la productivité, plus les augmentations au mérite.	

	Détail
<b>Taux de mortalité</b>	Au 31 décembre 2021, les taux de mortalité sont pondérés en fonction des effectifs.  Au 31 décembre 2020, les taux de mortalité sont pondérés en fonction des effectifs.
<b>Taux d'invalidité</b>	Des taux d'invalidité ont été fournis et approuvés par l'Équipe spéciale de l'ONU et constituent les hypothèses recommandées en vue des évaluations des avantages du personnel des Nations Unies au 31 décembre 2021.
<b>Taux de retrait</b>	Tirés d'une étude sur les retraits du personnel de la FAO de 2014 à 2019.
<b>Taux de renouvellement du personnel et taux de départ à la retraite</b>	Tirés d'une étude sur ces mouvements à la FAO de 2014 à 2019.
<b>Couverture des adultes à charge</b>	D'après une étude globale de cet aspect à la FAO et au PAM sur la période 2015-2018, on fait l'hypothèse que 60 pour cent des femmes et 80 pour cent des hommes retraités qui choisissent d'être couverts par l'AMACS durant leur retraite ont un adulte à charge également couvert.
<b>Variation des demandes de remboursement en fonction de l'âge</b>	D'après l'expérience récente des organismes ayant leur siège à Rome. La pandémie de covid-19 a entraîné une baisse temporaire du nombre de demandes de remboursement, un mouvement qui devrait s'inverser progressivement à mesure que les obligations de confinement seront levées et que la situation économique se redressera.
<b>Taux de change EUR/USD au comptant en fin d'année</b>	1,135  (1,227 en 2020).

### Rapprochement de l'obligation au titre des prestations définies

13.9. Les tableaux ci-après présentent des informations et une analyse supplémentaires relatives aux passifs liés aux avantages du personnel, d'après le calcul des actuaires.

<i>(En milliers d'USD)</i>	AMACS	FID	RICS	FRPI	Total
<b>Obligation nette au titre des prestations définies au 31 décembre 2020</b>	<b>1 353 367</b>	<b>70 656</b>	<b>52 426</b>	<b>22 998</b>	<b>1 499 447</b>
Coût des prestations au titre des services rendus pour l'année terminée le 31 décembre 2021	35 464	6 784	3 110	1 409	<b>46 767</b>
Intérêts débiteurs pour l'année terminée le 31 décembre 2021	24 104	925	98	603	<b>25 730</b>
Montant brut des prestations effectivement versées pour l'année terminée le 31 décembre 2021	(25 665)	(3 222)	(5 507)	(1 416)	<b>(35 810)</b>
Réévaluation (démographique) pour l'année terminée le 31 décembre 2021	13 761	1 013	667	(1 076)	<b>14 365</b>
Réévaluation (financière) pour l'année terminée le 31 décembre 2021	(7 664)	(296)	(3 313)	555	<b>(10 718)</b>
<b>Obligation nette au titre des prestations définies au 31 décembre 2021</b>	<b>1 393 367</b>	<b>75 860</b>	<b>47 481</b>	<b>23 073</b>	<b>1 539 781</b>

13.10. Les réévaluations d'ordre démographique sont principalement dues à une actualisation des hypothèses concernant la couverture à la retraite, un phénomène qui influe favorablement sur l'évaluation. Les réévaluations financières qui ont une incidence notable sur la valeur des passifs liés aux avantages du personnel pour l'année terminée le 31 décembre 2021 comprennent une augmentation des taux d'actualisation et un nombre plus faible de demandes de remboursement et des dépenses administratives moins élevées que prévu, compensés par une augmentation de la croissance attendue des dépenses médicales et du taux d'inflation (indice général des prix), aboutissant à une augmentation nette de la valeur des obligations contractées.

### Montants annuels de charges comptabilisés

13.11. Les montants annuels de charges comptabilisés dans l'État des résultats financiers, sous les rubriques «Avantages et autres dépenses de personnel» et «Produits financiers/(Charges financières)» respectivement, sont les suivants:

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Coûts des prestations au titre des services rendus	46 767	46 326
Réévaluations (démographiques et financières)	(521)	(532)
Intérêts débiteurs	25 730	28 969
<b>Total des charges comptabilisées</b>	<b>71 976</b>	<b>74 763</b>

13.12. En 2021, l'Organisation a enregistré un gain actuariel de 0,5 million d'USD dans l'État des résultats financiers (idem en 2020) en rapport avec le Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel, et une perte de 4,2 millions d'USD dans la situation nette au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (gain de 21,8 millions en 2020).

### Plan AMACS – analyse de sensibilité

13.13. Les trois principales hypothèses d'évaluation du plan d'assurance maladie après la cessation de service sont les suivantes:

- i) le taux de change de l'euro en dollar des États-Unis;
- ii) le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur actuelle des prestations qui seront versées au titre du Plan dans l'avenir;
- iii) le taux d'inflation des dépenses médicales.

13.14. Une variation de 1 point de pourcentage du taux d'actualisation et du taux d'inflation des dépenses médicales aurait les effets suivants sur l'obligation au titre des prestations définies:

<i>(En milliers d'USD)</i>		Taux final d'inflation des dépenses médicales	
Taux de change	Taux d'actualisation	3,85 % par an	4,85 % par an
1,1351 USD pour 1 EUR	2,2 %	1 393 367	1 703 624
1,2351 USD pour 1 EUR	2,2 %	1 454 745	1 778 669
1,1351 USD pour 1 EUR	1,2 %	1 722 705	2 106 294
1,2351 USD pour 1 EUR	1,2 %	1 798 590	2 199 076

13.15. Une variation de 1 point de pourcentage du taux d'actualisation et du taux d'inflation des dépenses médicales aurait les effets suivants sur le coût des services rendus au cours de la période:

<i>(En milliers d'USD)</i>		<b>Taux final d'inflation des dépenses médicales</b>	
<b>Taux de change</b>	<b>Taux d'actualisation</b>	<b>3,85 % par an</b>	<b>4,85 % par an</b>
1,1351 USD pour 1 EUR	2,2 %	37 374	52 051
1,2351 USD pour 1 EUR	2,2 %	39 020	54 344
1,1351 USD pour 1 EUR	1,2 %	52 295	72 832
1,2351 USD pour 1 EUR	1,2 %	54 599	76 040

### Fonds des indemnités de départ (FID) – analyse de sensibilité

13.16. La principale hypothèse d'évaluation du FID est le taux d'actualisation utilisé afin de déterminer la valeur actuelle des prestations qui seront payées par le fonds dans l'avenir.

13.17. Une réduction de 1 point de pourcentage du taux d'actualisation aurait les effets suivants sur l'obligation au titre des prestations définies:

<i>(En milliers d'USD)</i> <b>Taux d'actualisation</b>	<b>Obligation au titre des prestations définies</b>
2,0 %	75 860
1,0 %	81 918

13.18. Une variation de 1 point de pourcentage du taux d'actualisation et du taux d'inflation des dépenses médicales aurait les effets suivants sur le coût des services rendus au cours de la période:

<i>(En milliers d'USD)</i> <b>Taux d'actualisation</b>	<b>Coût des services rendus au cours de la période</b>
2,0 %	7 209
1,0 %	7 826

### Régime des indemnités pour cessation de service (RICS) – analyse de sensibilité

13.19. La principale hypothèse d'évaluation du régime RICS est le taux d'actualisation utilisé afin de déterminer la valeur actuelle des prestations qui seront payées par le régime dans l'avenir.

13.20. Une réduction de 1 point de pourcentage du taux d'actualisation aurait les effets suivants sur l'obligation au titre des prestations définies:

<i>(En milliers d'USD)</i> <b>Taux d'actualisation</b>	<b>Obligation au titre des prestations définies</b>
0,7 %	47 480
-0,3 %	51 044

13.21. Une variation de 1 point de pourcentage du taux d'actualisation et du taux d'inflation des dépenses médicales aurait les effets suivants sur le coût des services rendus au cours de la période:

<i>(En milliers d'USD)</i> Taux d'actualisation	Coût des services rendus au cours de la période
0,7 %	2 896
-0,3 %	3 202

### Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel (FRPI) – analyse de sensibilité

13.22. La principale hypothèse d'évaluation du fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel est le taux d'actualisation utilisé afin de déterminer la valeur actuelle des prestations qui seront payées par le fonds dans l'avenir.

13.23. Une réduction de 1 point de pourcentage du taux d'actualisation aurait les effets suivants sur l'obligation au titre des prestations définies:

<i>(En milliers d'USD)</i> Taux d'actualisation	Obligation au titre des prestations définies
3,0 %	23 073
2,0 %	26 707

13.24. Une variation de 1 point de pourcentage du taux d'actualisation et du taux d'inflation des dépenses médicales aurait les effets suivants sur le coût des services rendus au cours de la période:

<i>(En milliers d'USD)</i> Taux d'actualisation	Coût des services rendus au cours de la période
3,0 %	1 537
2,0 %	1 884

### Financement futur

13.25. En 2021, aucun montant de contribution des années précédentes n'a été transféré vers le portefeuille de placements (0 USD en 2020). En règle générale, les fonds perçus sont transférés en vue de leur placement à long terme en fonction des contributions effectivement reçues des Membres. Les placements à long terme et tout revenu qu'ils produisent servent à garantir que des fonds suffisants seront disponibles pour financer, en premier lieu, le régime des indemnités pour cessation de service (RICS) et le Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel (FRPI). Tous les placements supplémentaires et les revenus qu'ils produisent sont ensuite affectés d'abord à l'AMACS, puis au FID. Au 31 décembre 2021, le financement tant de l'AMACS que du FID reste insuffisant. La diversification des catégories d'actifs, de la composition par monnaie et de la durée des placements à long terme de la FAO est déterminée conformément aux paramètres utilisés pour évaluer les obligations incombant à l'Organisation.

13.26. L'affectation des placements à long terme au financement des régimes, compte tenu des avances sur le RICS consenties au personnel, est présentée dans le tableau ci-après.

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>31 déc. 2021</b>	<b>31 déc. 2020</b>
<b>Financé en totalité par les placements à long terme affectés</b>		
FRPI	23 073	22 998
RICS	47 481	52 426
<b>Total financé en totalité par les placements à long terme affectés</b>	<b>70 554</b>	<b>75 424</b>
<b>Financé en partie par les placements à long terme affectés</b>		
AMACS	600 925	564 045
<b>Total financé en partie par les placements à long terme affectés</b>	<b>600 925</b>	<b>564 045</b>
<b>Total des obligations financées</b>	<b>671 479</b>	<b>639 469</b>
<b>Non financé par les placements à long terme affectés</b>		
AMACS	792 442	789 322
FID	75 860	70 656
<b>Total non financé par les placements à long terme affectés</b>	<b>868 302</b>	<b>859 978</b>

### Calendrier d'échéances

13.27. Le tableau ci-après présente le calendrier d'échéances des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi et du Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel au 31 décembre 2021, exprimées en valeur nominale:

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>AMACS</b>	<b>FID</b>	<b>RICS</b>	<b>FRPI</b>	<b>Total</b>
<b>Échéances</b>					
0-5 ans	180 069	36 626	24 005	6 452	247 152
6-10 ans	221 281	20 076	10 717	5 874	257 948
11-15 ans	251 470	14 869	8 320	5 147	279 806
16-20 ans	270 420	9 882	4 912	4 461	289 675
21-25 ans	276 669	5 029	1 368	3 823	286 889
26-30 ans	268 031	1 985	445	3 208	273 669
Plus de 30 ans	817 645	475	156	8 918	827 194
<b>Total</b>	<b>2 285 585</b>	<b>88 942</b>	<b>49 923</b>	<b>37 883</b>	<b>2 462 333</b>

### Note 14. Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

14.1. La FAO est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies («la Caisse»), qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes aux membres du personnel. Le régime de la Caisse est un régime multi-employeurs à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation

intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

14.2. Le régime de la Caisse expose chaque organisation aux risques actuariels associés au personnel présent et passé des autres organisations affiliées, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les obligations, les actifs et les coûts du régime. Comme les autres organisations affiliées, la FAO et la Caisse sont dans l'incapacité de déterminer la part qui revient à l'Organisation dans les obligations au titre des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir comptabiliser ces éléments distinctement, si bien que ce régime est traité à la FAO comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39, *Employee Benefits* (avantages du personnel). Les cotisations versées par la FAO à la Caisse durant la période considérée sont comptabilisées en charges et présentées dans l'État des résultats financiers.

14.3. Les Statuts de la Caisse stipulent que le Comité mixte fait procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Le Comité mixte a pour pratique de procéder à une évaluation actuarielle tous les deux ans selon la méthode des groupes avec entrants. Ces évaluations ont essentiellement pour objectif de déterminer si les actifs actuels et le montant estimatif des actifs futurs de la Caisse seront suffisants pour lui permettre de faire face à ses obligations.

14.4. L'obligation financière de la FAO à l'égard de la Caisse consiste à verser la cotisation prescrite, au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies (actuellement fixé à 7,9 pour cent pour les participants et 15,8 pour cent pour les organisations membres), et toute part des paiements éventuels à effectuer pour couvrir le déficit actuariel, conformément à l'article 26 des Statuts de la Caisse. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Chaque organisation affiliée doit apporter, pour couvrir ce déficit, un montant proportionnel au total des cotisations qu'elle a payées au cours des trois années précédant la date de l'évaluation.

14.5. La dernière évaluation actuarielle de la Caisse a été achevée le 31 décembre 2019 et l'évaluation au 31 décembre 2021 est en cours. La Caisse a extrapolé au 31 décembre 2020 les données de participation du 31 décembre 2019 pour établir ses états financiers de 2020.

14.6. L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019 a abouti à un taux de financement des obligations actuarielles par les actifs constitués à cet effet, hors ajustement futur des pensions, de 144,4 pour cent. Le taux de financement était de 107,1 pour cent en tenant compte du système actuel d'ajustement des pensions.

14.7. Ayant examiné l'équilibre actuariel de la Caisse, l'Actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2019, d'effectuer les versements en cas de déficit prévus à l'article 26 des Statuts de la Caisse, car la valeur actuarielle des actifs était supérieure à celle de la totalité des obligations de la Caisse. En outre, la valeur de marché de ses actifs dépassait la valeur actuarielle du total de ses obligations à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué les dispositions de l'article 26.

14.8. Si les dispositions de l'article 26 étaient invoquées en raison d'un déficit actuariel, que ce soit durant le fonctionnement ou en raison de la cessation du régime de la Caisse, les paiements compensatoires que chaque organisation affiliée aurait à verser seraient proportionnels au total des cotisations qu'elle aurait payées au cours des trois années précédant la date de l'évaluation. Le montant total des cotisations versées à la Caisse au cours des trois années qui précèdent (2018, 2019 et 2020) a été de 7 993,15 millions d'USD, dont 2,12 pour cent acquittés par la FAO.

14.9. En 2021, les cotisations versées à la Caisse ont été de 62,7 millions d'USD (59,3 millions en 2020). Les cotisations dues en 2022 sont estimées à 62,8 millions d'USD.

14.10. Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse à cette date, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin; ladite part ne comprend toutefois aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

14.11. Le Comité des commissaires aux comptes vérifie chaque année les comptes de la Caisse et en rend compte au Comité mixte de la Caisse et à l'Assemblée générale des Nations Unies. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses placements, qui peuvent être consultés sur son site web ([www.unjspf.org](http://www.unjspf.org)).

**Note 15. Obligations locatives (contrats de location simple)**

15.1. Pour l'année terminée le 31 décembre 2021, le montant total des loyers payés en vertu de contrats de location simple est de 10,7 millions d'USD (11,1 millions en 2020). Au 31 décembre 2021, le cumul des obligations locatives immobilières à payer dans les années à venir s'élève à 9,5 millions d'USD (4,7 millions en 2020). L'augmentation par rapport aux obligations en vigueur à la fin de l'année précédente est due à la progression du nombre de contrats de location conclus en 2021, ainsi que des montants des contrats et de la durée moyenne de location. Les obligations ci-après ne comprennent pas les transactions relatives à des contrats de location nominaux. Les loyers dus sur les différentes périodes sont les suivants:

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>31 déc. 2021</b>	<b>31 déc. 2020</b>
Dans un délai de 12 mois	6 383	2 898
Plus d'un an et moins de cinq ans	3 069	1 803
Au-delà de la période de cinq ans	-	-
<b>Total des obligations locatives</b>	<b>9 452</b>	<b>4 701</b>

**Note 16. Provisions et passifs éventuels**

16.1. Les provisions constituées par l'Organisation comprennent les éléments suivants:

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>31 déc. 2021</b>	<b>31 déc. 2020</b>
Conflits du travail et autres réclamations	412	202
Négociations et arbitrages en cours	184	10
<b>Total des provisions et passifs éventuels</b>	<b>596</b>	<b>212</b>

16.2. Les mouvements des provisions sur 2021 ont été les suivants:



<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>Solde au 31 déc. 2020</b>	<b>Dotation</b>	<b>Compta- bilisation en pertes</b>	<b>Reprise de provision</b>	<b>Solde au 31 déc. 2021</b>
Conflits du travail et autres réclamations	<b>202</b>	628	(338)	(80)	<b>412</b>
Négociations et arbitrages en cours	<b>10</b>	174	-	-	<b>184</b>
<b>Total des provisions</b>	<b>212</b>	<b>802</b>	<b>(338)</b>	<b>(80)</b>	<b>596</b>

### Conflits du travail et autres réclamations

16.3. Dans le cours de ses opérations normales, la FAO reçoit des réclamations, liées à des conflits dans le cadre du travail ou sur des contrats. L'Organisation entend défendre dûment sa position dans toutes ces affaires, mais ne saurait exclure la possibilité que ces réclamations génèrent des passifs. Le montant total des pertes possibles est de l'ordre de 0,4 million d'USD (0,2 million en 2020).

### Négociations et arbitrages en cours

16.4. Au 31 décembre 2021, l'Organisation a des litiges en cours avec des fournisseurs. L'Organisation entend défendre dûment sa position dans toutes ces affaires, mais une provision de 184 000 USD (valeur des pertes probables) a néanmoins été constituée (10 000 USD en 2020). Outre ce montant, l'Organisation a comptabilisé un passif éventuel de 690 000 USD supplémentaires pour les cas où elle ne peut exclure la possibilité que des passifs soient générés (594 000 USD au 31 décembre 2020).

### Note 17. Autres passifs

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>31 déc. 2021</b>	<b>31 déc. 2020</b>
<b>Éléments courants</b>		
Règlements concernant le personnel	29	28
Dettes diverses	3 336	3 647
<b>Total des éléments courants</b>	<b>3 365</b>	<b>3 675</b>
<b>Éléments non courants</b>		
Comptes fiduciaires du personnel	10 069	10 284
Fonds de roulement	25 745	25 745
<b>Total des éléments non courants</b>	<b>35 814</b>	<b>36 029</b>
<b>Total des autres passifs</b>	<b>39 179</b>	<b>39 704</b>

17.1. La ligne «Règlements concernant le personnel» représente des opérations liées à des remboursements à la Mutuelle de crédit.

17.2. Les dettes diverses correspondent à des dépôts reçus de fournisseurs et à des primes d'assurance payables au nom de membres retraités et actifs du personnel du FIDA, l'un des organismes participant aux plans d'assurance maladie.

17.3. Les comptes fiduciaires du personnel représentent des fonds nécessaires au fonctionnement du système d'affiliation du personnel au régime de prestations médicales et au régime d'assurance.

17.4. Le Fonds de roulement a pour objet i) de concéder des avances remboursables au Fonds général, afin de financer les dépenses inscrites au budget en attendant le recouvrement des contributions correspondantes; ii) de couvrir les dépenses à caractère d'urgence non prévues au budget de l'exercice en cours; et iii) de consentir des prêts aux fins autorisées par le Conseil dans des cas particuliers. Le montant autorisé du Fonds de roulement, initialement fixé par la résolution 15/91 à 25 millions d'USD, s'est ensuite trouvé majoré en raison des contributions à ce fonds acquittées par les nouveaux États Membres. Le Fonds est présenté comme un passif car, lorsqu'un État se retire de l'Organisation, le montant qui apparaît à son compte au fonds de roulement lui est remboursé après liquidation des obligations financières que cet État peut avoir envers l'Organisation.

### Fonds de roulement

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Montant autorisé à l'ouverture et à la clôture de la période	25 793	25 793
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	25 745	25 745

17.5. Aucun nouvel État n'a adhéré à l'Organisation en 2021, et le Fonds de roulement n'a pas été utilisé durant l'année. Le montant autorisé est une partie des cotisations mises en recouvrement auprès des États Membres et le solde comprend les versements correspondants.

### Note 18. Réserves

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020 (après retraitement)
Compte de réserve spécial	17 559	17 559
(Pertes)/Gains latent(e)s sur les placements	147 073	130 912
Réserve relative aux gains/(pertes) actuariel(le)s	(15 597)	(11 423)
<b>Total des réserves</b>	<b>149 035</b>	<b>137 048</b>

18.1. Le Compte de réserve spécial est destiné à protéger le Programme de travail de l'Organisation contre les effets des dépenses supplémentaires non inscrites au budget qu'entraîneraient des fluctuations négatives de change et des tendances inflationnistes non prévues. La Conférence, par sa résolution 13/81, a fixé le montant autorisé du Compte de réserve spécial à 5 pour cent du budget opérationnel effectif de l'exercice biennal suivant. Ce montant était de 50,3 millions d'USD au 31 décembre 2021.

18.2. Les gains latents concernent les placements disponibles à la vente. Des gains latents de 16,2 millions d'USD sur les placements (68,8 millions d'USD en 2020) sont comptabilisés dans la situation nette en 2021. La part des gains nets latents cumulés relative au taux de change constatée sur les portefeuilles de titres de créances s'est élevée à 3,7 millions d'USD de pertes (8,7 millions d'USD de gains au 31 décembre 2020). Elle est comptabilisée dans l'État des résultats financiers, conformément aux normes comptables en vigueur, sur la période sur laquelle l'événement s'est produit. L'augmentation des gains latents sur les placements est due aux valeurs de marché actuelles. La valeur au 31 décembre 2020 a été retraitée afin de corriger la comptabilisation des instruments dérivés détenus à la date de clôture des comptes. Des informations supplémentaires sont présentées à la note 2.64.

18.3. La réserve relative aux pertes et gains actuariels résulte de l'augmentation ou de la diminution de la valeur actuelle d'une obligation au titre des prestations définies. Au cours de l'année terminée le 31 décembre 2021, 4,2 millions d'USD de pertes actuarielles ont été comptabilisées dans la situation nette (21,8 millions de gains en 2020) et 0,5 million de gains (0,5 million de gains en 2020) ont été constatés dans l'État des résultats financiers en rapport avec le Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel.

#### Note 19. *Produits*

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020 (après retraitement)
<b>Produits sans contrepartie directe</b>		
<b>Contributions des États Membres</b>	<b>505 384</b>	<b>484 554</b>
<b>Contributions volontaires</b>		
Contributions au titre des fonds fiduciaires	1 538 936	1 273 147
Contributions au fonds du PNUD	2 018	871
<b>Total des contributions volontaires</b>	<b>1 540 954</b>	<b>1 274 018</b>
<b>Autres produits sans contrepartie directe</b>		
Contributions ordinaires des Membres associés	21	20
Activités financées en commun	19 562	16 981
Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements	2 711	3 624
Dons en nature	51 270	52 427
<b>Total des autres produits sans contrepartie directe</b>	<b>73 564</b>	<b>73 052</b>
<b>Total des produits sans contrepartie directe</b>	<b>2 119 902</b>	<b>1 831 624</b>
<b>Produits avec contrepartie directe</b>	<b>8 269</b>	<b>6 210</b>
<b>Total des produits</b>	<b>2 128 171</b>	<b>1 837 834</b>

19.1. La résolution 13/2019 adoptée par la Conférence a approuvé l'ouverture de crédits à hauteur de 1 005,6 millions d'USD à l'appui du Programme de travail tel que proposé par le Directeur général pour 2020-2021. Ces crédits budgétaires, diminués du montant estimé des recettes accessoires (5,0 millions d'USD), ont été inscrits au budget comme devant être couverts par les contributions des États Membres, pour un montant total de 1 000,6 millions d'USD. Le total des contributions a donné lieu à la mise en recouvrement fractionnée de 546,4 millions d'USD et de 376,4 millions d'EUR (équivalant à 459,2 millions d'USD, au taux de change budgétaire de 1,22 USD pour 1 EUR). La différence entre les contributions effectivement mises en recouvrement, soit 505,4 millions d'USD, et les montants approuvés par la résolution de la Conférence, soit 1 005,6 millions d'USD, vient du fait que seuls les produits correspondant à une année de l'exercice biennal ont été comptabilisés. À cela s'ajoute la différence entre le taux de change opérationnel de l'ONU, qui était de 1,227 USD / 1 EUR au moment de la mise en recouvrement des contributions en euros, et le taux de change utilisé pour le budget.

19.2. Le principe d'une mise en recouvrement fractionnée des contributions a été approuvé par la Conférence dans sa résolution 11/2003 et a été appliqué pour la première fois aux contributions des États Membres durant l'exercice 2004-2005. Sur le total des contributions exprimé en USD qui figure dans l'État des résultats financiers, environ 54 pour cent ont été recouvrés en USD et 46 pour cent en EUR en 2021 (idem en 2020).

19.3. Les produits sans contrepartie directe sur les contributions volontaires (1 541,0 millions d'USD en 2021) correspondent à la valeur contractuelle des accords conclus durant l'année. Les produits pour la période de comparaison terminée le 31 décembre 2020 ont été retraités conformément aux informations indiquées à la note 2.65 afin de constater les produits au moment où l'accord avec le donateur devient contraignant, et ce pour la valeur totale du contrat. Ce retraitement a eu pour effet d'augmenter de 46,4 millions d'USD les produits constatés pour 2020.

19.4. Les produits sans contrepartie directe sur les contributions volontaires comprennent 116,3 millions d'USD provenant de recouvrement des coûts nets directs et indirects supportés par les projets des fonds fiduciaires et du fonds du PNUD, qui sont compensés par les dépenses refacturées, d'un montant de 116,5 millions d'USD, conformément à la règle exposée à la note 2.49.

19.5. Les autres produits sans contrepartie directe comprennent essentiellement les dons en nature que représentent les locaux mis à disposition gracieusement à Rome (30,4 millions d'USD – 32,8 millions en 2020) et ailleurs dans le monde (20,2 millions d'USD – 19,1 millions en 2020); ainsi que les activités financées en commun, principalement avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement. Une charge de 50,6 millions d'USD (51,9 millions en 2020) a été enregistrée en contrepartie de ces dons en nature immobiliers.

19.6. Le solde de 0,6 million d'USD de dons en nature (0,5 million en 2020) correspond presque totalement aux intérêts créditeurs non servis (0,6 million – 0,5 million en 2020) sur le Fonds de roulement de 25,7 millions d'USD (25,7 aussi en 2020), qui constitue un prêt octroyé par les États Membres à des conditions avantageuses. Une charge de 0,6 million d'USD (0,5 million en 2020) est comptabilisée en contrepartie en intérêts débiteurs, calculés à 2,20 pour cent (1,80 pour cent en 2020) à l'aide du taux d'actualisation de l'assurance maladie après la cessation de service. Aucun autre don en nature n'a été reçu en 2021 (0,1 million d'immobilisations corporelles en 2020).

19.7. Les produits avec contrepartie directe comprennent principalement le remboursement à l'Organisation de dépenses effectuées pour le compte de tiers, notamment d'autres organisations internationales auxquelles des services sont fournis dans divers domaines: médical, sécurité sociale, juridique et administratif.

## **Note 20. Charges**

20.1. Les avantages et autres dépenses de personnel comprennent tous les droits à rémunération et indemnité acquis par le personnel relevant du Programme ordinaire et le personnel de projet des catégories Fonctionnaires du cadre organique et Services généraux. Ces charges ont globalement augmenté en 2021 en raison à la fois d'un accroissement des effectifs et d'une hausse des barèmes des traitements du régime commun des Nations Unies, compensés en partie par une réduction (de 11,5 millions d'USD) des charges représentées par les congés annuels par rapport à 2020, du fait de l'allègement en 2021 des restrictions de déplacement liées à la pandémie de covid-19 par rapport à l'année précédente.

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020
<b>Avantages et autres dépenses de personnel</b>		
Traitement de base	205 707	193 994
Indemnité de poste	54 241	48 112
Assurance maladie	41 663	39 752
Régime des pensions	62 502	59 199
Plan d'indemnisation du personnel	638	566
Indemnité de licenciement	6 831	7 003
Indemnité pour cessation de service	3 078	2 936
Indemnité pour frais d'études	16 363	15 333
Personnel n'appartenant pas au cadre organique et recruté sur le plan local	3 491	2 304
Voyages autorisés	5 181	3 367
Remboursement de l'impôt national sur le revenu	1 744	2 602
Allocation pour personnes à charge	13 269	12 608
Primes d'installation, d'affectation et de mobilité	10 168	8 738
Autres avantages et dépenses de personnel	11 923	21 919
<b>Total des avantages et autres dépenses de personnel</b>	<b>436 799</b>	<b>418 433</b>

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020
<b>Consultants</b>		
Recrutés sur le plan international	60 119	73 614
Recrutés sur le plan local	198 696	130 893
Personnel national affecté à des projets	100 588	92 852
Autres dépenses de consultants	5 458	4 760
<b>Total des consultants</b>	<b>364 861</b>	<b>302 119</b>

20.2. En 2021, l'Organisation a supporté des dépenses supplémentaires de consultants, en raison notamment d'une augmentation notable des consultants nationaux venus aider à exécuter le Programme dans les bureaux décentralisés. Parallèlement, la part des consultants internationaux a baissé durant la pandémie de covid-19.

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020
<b>Voyages</b>		
Voyages de service	3 393	4 642
Consultants	24 022	19 152
Réunions des organes directeurs	15 420	11 302
Autres frais de voyage	3 628	2 657
<b>Total des frais de voyage</b>	<b>46 463</b>	<b>37 753</b>

20.3. La rubrique «Réunions des organes directeurs» comprend les frais de voyage afférents aux sessions de la Conférence, du Conseil, des comités du Conseil et des comités techniques et à d'autres réunions statutaires. Les frais de voyage ont augmenté en 2021 du fait de l'allègement des restrictions de déplacement

imposées en 2020 en raison de la pandémie de covid-19, mais sont cependant restés bien en dessous de leurs niveaux de 2019 et des années antérieures.

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020
<b>Dotation aux amortissements et aux provisions</b>		
Amortissement des immobilisations corporelles	9 811	9 726
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 315	1 243
<b>Total de la dotation aux amortissements et aux provisions</b>	<b>11 126</b>	<b>10 969</b>

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020
<b>Dépenses de formation</b>		
En cours d'emploi	3 181	3 156
Autres dépenses de formation	31 842	20 721
<b>Total des dépenses de formation</b>	<b>35 023</b>	<b>23 877</b>

20.4. La formation en cours d'emploi correspond au coût de la formation sur le lieu de travail dispensée dans les bureaux extérieurs en relation avec des projets de terrain. Les autres dépenses de formation comprennent le coût du matériel pédagogique et les dépenses liées à la participation à des cours de formation hors site, y compris les frais d'hébergement et les indemnités journalières de subsistance. L'Organisation a enregistré une hausse considérable de ses dépenses de formation en 2021, en raison de l'allègement en 2021 des limitations de déplacement qui avaient été imposées en 2020, ce qui a permis d'organiser davantage d'activités de formation, mais les dépenses restent considérablement moins élevées qu'en 2019 et pendant les années antérieures.

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020
<b>Services contractuels</b>		
Services	92 062	91 040
Contrats de construction	20 153	24 053
Réparation et entretien	6 374	9 494
Loyers	14 845	12 476
Locaux constituant des dons en nature	50 607	51 906
Communications et informatique	15 335	15 199
Protocoles d'accord	158 999	169 072
Autres services contractuels	14 419	12 703
<b>Total des services contractuels</b>	<b>372 794</b>	<b>385 943</b>

20.5. Ces services correspondent principalement à des contrats conclus dans le cadre de projets et intéressent notamment les domaines suivants: statistiques, protection de l'environnement et déchets, agriculture, protection et irrigation des cultures, et pêche et aquaculture.

20.6. Les protocoles d'accord couvrent les domaines suivants: distribution d'intrants et micro-infrastructures communautaires (52,4 millions d'USD – 53,7 millions en 2020); services de recherche et enquêtes scientifiques (31,9 millions d'USD – 45,9 millions en 2020); formation des bénéficiaires (39,0 millions d'USD – 28,4 millions en 2020); renforcement des capacités des institutions publiques nationales (20,3 millions d'USD – 21,7 millions en 2020); élaboration des politiques (6,8 millions d'USD –

8,5 millions en 2020), conférences et ateliers (5,2 millions d'USD – 7,9 millions en 2020); et autres domaines (3,4 millions d'USD – 3,0 millions en 2020).

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020 (après retraitement)
<b>Dons et autres transferts versés</b>		
Exécution nationale avec les gouvernements	14 247	35 392
Contributions à des activités administratives communes des Nations Unies	19 902	8 229
Transferts monétaires	63 188	42 986
Autres dons et transferts versés	9 091	6 000
<b>Total des dons et autres transferts versés</b>	<b>106 428</b>	<b>92 607</b>

20.7. Les dépenses engagées en 2020 au titre des transferts monétaires (comptabilisées sous la rubrique *Dons et autres transferts versés*), ont été révisées à la baisse (20,0 millions d'USD) à la suite d'une correction apportée au traitement comptable des transferts monétaires non assortis de conditions (informations supplémentaires fournies dans les notes 2.61 et 2.62). En 2021, la FAO a continué d'accroître l'utilisation des transferts monétaires et des bons d'achat dans le cadre de son programme d'aide d'urgence et de résilience, et les transferts monétaires se sont élevés à 63,0 millions d'USD (43,0 millions en 2020).

20.8. La rubrique «Exécution nationale avec les gouvernements» correspond à des fonds transférés par avance à des partenaires d'intervention pour la mise en œuvre partielle ou totale de projets confiés à la FAO. La réduction des dépenses liées à l'exécution nationale avec les gouvernements en 2021 s'explique par la clôture de projets qui étaient actifs lors de la précédente période de présentation de l'information financière.

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 20 21	31 déc. 202 0
<b>Fournitures et consommables utilisés</b>		
Services collectifs	4 886	2 720
Entretien et exploitation des véhicules	3 658	4 334
Stocks distribués	213 631	203 578
Emballage des stocks	1 286	697
Stocks comptabilisés en pertes	64	62
Fournitures et consommables	22 142	24 862
<b>Total des fournitures et consommables utilisés</b>	<b>245 667</b>	<b>236 253</b>

20.9. Une ventilation des stocks distribués durant les années terminées le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020 est présentée dans le tableau ci-après:

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 20 21	31 déc. 202 0
<b>Stocks distribués</b>		
Plantes et semences	49 975	45 322
Outillage agricole	23 923	19 498
Produits d'alimentation animale	21 056	15 469
Fournitures médicales et vétérinaires	17 348	23 488
Matériel d'entretien des bâtiments	13 846	12 503
Pesticides	13 079	14 914
Autre petit matériel	10 597	12 773
Engrais	9 883	13 870
Animaux d'élevage	8 447	9 251
Autres fournitures et équipements de terrain	7 412	8 116
Articles attrayants de valeur élevée	6 012	6 289
Matériel d'information du public	6 000	2 237
Matériel et matériaux de construction	4 357	3 252
Publications	4 241	4 741
Véhicules de valeur élevée	4 153	2 957
Autres	13 302	8 898
<b>Total des stocks distribués</b>	<b>213 631</b>	<b>203 578</b>

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020 (après retraitement)
<b>Autres charges</b>		
Provision pour créances douteuses	18 344	18 796
Assurance	1 600	1 565
Frais bancaires	1 357	985
Autres charges de fonctionnement	31 547	16 707
<b>Total des autres charges</b>	<b>52 848</b>	<b>38 053</b>

20.10. La provision pour créances douteuses est liée en grande partie à des créances détenues sur des Membres, et la dotation a été effectuée conformément à la politique de l'Organisation en la matière. Les autres charges de fonctionnement comptabilisées sous la rubrique *Autres charges* ont été révisées à la hausse en 2020 (augmentation de 2,2 millions d'USD) pour tenir compte de l'augmentation des dépenses liée à l'annulation de factures émises pendant les années antérieures au regard de projets extrabudgétaires. La note 2.63 donne des informations plus détaillées à ce sujet.

20.11. La hausse des autres charges de fonctionnement s'explique principalement par les montants remboursables aux partenaires fournisseurs de ressources à la clôture de projets financés par des fonds fiduciaires, qui entraînent la constatation d'une dépense (17,8 millions d'USD en 2021, 5,1 millions en 2020) destinée à contrebalancer les produits correspondants constatés sur les périodes précédentes.



**Note 21. Charges et produits non opérationnels****Revenus des placements**

21.1. Le revenu des placements comptabilisé dans les autres produits et charges correspond au rendement des portefeuilles de placements détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente, y compris les liquidités et quasi-liquidités reclassées en trésorerie et équivalents de trésorerie dans l'État de la situation financière, et les pertes enregistrées sur la juste valeur des instruments financiers dérivés.

21.2. Le rendement net des portefeuilles de placements détenus à des fins de transaction et de placements disponibles à la vente représente le produit retiré de ces placements, augmenté ou diminué des gains ou pertes réalisés par rapport à la valeur de marché en 2021.

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>31 déc. 2021</b>	<b>31 déc. 2020 (après retraitement)</b>
<b>Rendement des dépôts et fonds de liquidités et des placements détenus à des fins de transaction</b>		
Intérêts créditeurs – dépôts et fonds de liquidités	434	2 994
Intérêts créditeurs – placements détenus à des fins de transaction	8 055	11 718
Plus-values/(Moins-values) de cession	(5 326)	490
Honoraires et commissions versés	(1 024)	(983)
(Pertes) latentes	(2 144)	(1 992)
<b>Total du rendement des dépôts et fonds de liquidités et des placements détenus à des fins de transaction</b>	<b>(5)</b>	<b>12 227</b>
<b>Rendement des placements disponibles à la vente</b>		
Intérêts créditeurs et dividendes perçus	9 280	8 783
Gains/(Pertes) de change latent(e)s	(12 480)	14 102
Plus-values/(Moins-values) de cession	24 225	(7 635)
Honoraires et commissions versés	(708)	(942)
<b>Total du rendement des placements disponibles à la vente</b>	<b>20 317</b>	<b>14 308</b>
<b>Gains/(Pertes) enregistré(e)s sur la juste valeur des instruments financiers dérivés</b>		
Gains/(Pertes) enregistré(e)s sur la juste valeur des instruments financiers dérivés	(3 512)	1 828
<b>Total du gain / (de la perte) enregistré(e) sur la juste valeur des instruments financiers dérivés</b>	<b>(3 512)</b>	<b>1 828</b>
<b>Total du revenu des placements</b>	<b>16 800</b>	<b>28 363</b>

21.3. En 2021, la gestion prudente de la FAO visant un risque faible et les intérêts en vigueur aux États-Unis ont généré un rendement de 0,06 pour cent sur les placements détenus à des fins de transaction (0,87 pour cent en 2020), soit 0,02 point de plus que le rendement de l'indice de référence.

21.4. Le portefeuille des placements disponibles à la vente est constitué par les avoirs mis en réserve sur plusieurs décennies pour financer la part des obligations relatives au personnel qui incombe à l'Organisation. La politique de placement actuelle indique que le portefeuille à long terme doit être composé à 50 pour cent d'actions et à 50 pour cent d'actifs à revenu fixe. La portion à revenu fixe est libellée en EUR, tandis que

les actions sont en USD. Au cours de 2021, le portefeuille de placements disponibles à la vente a produit un rendement annuel de 5,11 pour cent, contre un rendement de référence de 5,07 pour cent, soit 4 points de base de plus que l'indice de référence combiné.

21.5. Les gains/(pertes) de change latents constatés en 2020 sur les portefeuilles de titres de créance de l'Organisation ont été révisés à la baisse (diminution de 1,1 million d'USD) en raison d'une correction destinée à mieux comptabiliser les instruments dérivés détenus à la fin de la période. Des informations supplémentaires sur ce retraitement sont présentées à la note 2.64.

### Gains et pertes de change

21.6. La perte de change nette de 8,7 millions d'USD (gain net de 13,7 millions en 2020) représente le solde des différences de change supportées par l'Organisation durant l'année terminée le 31 décembre 2021. La majorité de ces écarts ont été générés par la quote-part en euros des contributions des États Membres et par la réévaluation des actifs et des passifs monétaires à la date de clôture des comptes.

### Charges et produits financiers

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Intérêts débiteurs	(692)	(8 485)
Intérêts débiteurs liés aux obligations relatives au personnel	(25 730)	(28 969)
<b>Total des intérêts créditeurs/(débiteurs)</b>	<b>(26 422)</b>	<b>(37 454)</b>

21.7. Les charges financières de l'Organisation découlent principalement du fonctionnement des plans en faveur du personnel. Elles représentent l'accroissement de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies, qui est dû au fait que l'on s'est rapproché d'une période de la date à laquelle les prestations devront commencer à être servies.

### Autres charges et produits non opérationnels

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Gains / (Pertes) actuariel(le)s	521	532
Provision pour obligations juridiques	(705)	40
<b>Total des autres (charges)/produits non opérationnels</b>	<b>(184)</b>	<b>572</b>

21.8. Les gains actuariels déclarés en 2021 sont dus aux nouvelles évaluations motivées par des changements dans les hypothèses financières et démographiques relatives au Fonds de réserve du plan d'indemnisation du personnel.

### Note 22. Instruments financiers

22.1. Cette note présente l'information relative à l'exposition de l'Organisation à différents risques; aux politiques et procédures que celle-ci a mises en place pour mesurer et gérer ces risques; et à sa gestion du capital. Des informations quantitatives supplémentaires sont données à différents niveaux de ces états financiers.

**Valeur des instruments financiers**

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020 (après retraitement)
	Juste valeur et valeur comptable	Juste valeur et valeur comptable
<b>Actifs financiers</b>		
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	625 666	588 199
Instruments financiers disponibles à la vente	667 530	631 398
Instruments financiers dérivés	-	1 134
Créances issues d'opérations sans contrepartie directe	2 047 821	1 776 173
Créances issues d'opérations avec contrepartie directe	3 699	5 362
Autres actifs	47 743	10 680
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 494 113	1 277 999
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>4 886 572</b>	<b>4 290 945</b>
<b>Passifs financiers</b>		
Instruments financiers dérivés	2 378	-
Dettes et charges à payer	250 016	224 111
Passifs liés aux avantages du personnel	1 546 617	1 506 100
Autres passifs	39 178	39 685
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>1 838 189</b>	<b>1 769 896</b>

22.2. La juste valeur des actifs et passifs financiers se définit comme le montant auquel les instruments pourraient être échangés dans une transaction courante entre des parties consentantes, autre qu'une vente forcée ou une liquidation. La juste valeur et la valeur comptable du portefeuille de placements sont identiques parce que ceux-ci sont évalués au prix du marché. La rubrique «Autres passifs» ne comprend pas les éléments sans incidence sur la trésorerie tels que les avances et les provisions pour congé annuel, qui ne donnent pas lieu à court terme à une sortie de trésorerie. La juste valeur et la valeur comptable de certains actifs et passifs financiers au 31 décembre 2020 ont été retraités conformément aux informations fournies dans les notes 2.61 à 2.65.

22.3. Les méthodes et hypothèses suivantes ont été retenues pour estimer les justes valeurs:

- i) La juste valeur des liquidités et dépôts à court terme, des créances et dettes commerciales et des autres actifs et passifs courants est proche de leur valeur comptable, compte tenu de leurs échéances rapprochées.
- ii) Les créances et emprunts à long terme, à taux fixe ou variable, sont évalués par l'Organisation sur la base de paramètres tels que les taux d'intérêt, les facteurs de risque spécifiques du pays, la solvabilité personnelle du client et les caractéristiques du risque. Cette évaluation sert ensuite à constituer des provisions qui prennent en compte les pertes subies sur ces créances et sur les taux d'intérêt liés à ceux du marché. Au 31 décembre 2021, la valeur comptable de ces créances, déduction faite des provisions, n'était pas substantiellement différente de leur juste valeur calculée.
- iii) La juste valeur des obligations et des bons cotés en bourse repose sur le cours de ces titres à la date de clôture des comptes. Dans le cas des instruments non inscrits à la cote, des prêts consentis par les banques et autres passifs financiers, des obligations au titre des contrats de location-financement et des autres passifs financiers non courants, la juste valeur est estimée par une actualisation des flux de trésorerie futurs à l'aide des taux actuellement disponibles pour des dettes présentant des conditions, un risque de crédit et une échéance résiduelle comparables.
- iv) La juste valeur des actifs financiers découle du cours de ces actifs sur les marchés actifs.

### Fiabilité de l'estimation de la juste valeur

22.4. La fiabilité de l'estimation de la juste valeur est donnée par un classement des cours du marché indiquant la facilité relative avec laquelle la valeur du placement détenu peut être réalisée.

22.5. L'Organisation s'appuie sur les trois niveaux suivants de fiabilité des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer et communiquer la juste valeur des instruments financiers:

- i) Niveau 1 – Techniques utilisant les cours sur des marchés actifs, non corrigés, d'actifs ou de passifs identiques.
- ii) Niveau 2 – Techniques utilisant des éléments d'évaluation autres que les cours de marché relevant du niveau 1 et qui sont obtenus soit directement (cours), soit indirectement (dérivés de cours) pour l'actif ou le passif considéré.
- iii) Niveau 3 – Techniques utilisant des éléments d'évaluation qui ont un effet non négligeable sur la juste valeur enregistrée, mais qui ne reposent pas sur des données de marché observables.

22.6. La majorité des instruments financiers de la FAO sont cotés sur des marchés actifs et se classent donc au niveau 1. Les instruments dérivés, qui se négocient de gré à gré, sont classés au niveau 2 parce que leur juste valeur est observable soit directement (sous la forme d'un cours), soit indirectement (elle peut être dérivée d'un cours). Les instruments ainsi classés au niveau 2 de fiabilité comprennent les contrats à terme utilisés comme couverture de change et les contrats dérivés détenus dans les portefeuilles gérés à l'extérieur.

### Instruments financiers évalués à leur juste valeur

<i>(En milliers d'USD)</i>		31 déc. 2021		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs courants</b>				
Actifs financiers évalués à leur juste valeur avec contrepartie en excédent ou déficit	625 666	-	-	625 666
Actifs financiers évalués à leur juste valeur avec contrepartie en situation nette	667 530	-	-	667 530
Instruments financiers dérivés				
<b>Passifs courants</b>				
Instruments financiers dérivés	-	(2 378)	-	(2 378)
<b>Total des instruments financiers évalués à leur juste valeur</b>	<b>1 293 196</b>	<b>(2 378)</b>	<b>-</b>	<b>1 290 818</b>

<i>(En milliers d'USD)</i>		31 déc. 2020		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs courants</b>				
Actifs financiers évalués à leur juste valeur avec contrepartie en excédent ou déficit	588 199	-	-	588 199
Actifs financiers évalués à leur juste valeur avec contrepartie en situation nette	631 398	-	-	631 398
Instruments financiers dérivés	-	1 134	-	1 134
<b>Passifs courants</b>				
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-
<b>Total des instruments financiers évalués à leur juste valeur</b>	<b>1 219 597</b>	<b>1 134</b>	<b>-</b>	<b>1 220 731</b>

22.7. Aucun transfert entre les niveaux 1 et 2 n'a été enregistré durant la période de présentation de l'information financière terminée le 31 décembre 2021.

### **Exposition de l'Organisation aux risques financiers**

22.8. La FAO a élaboré des politiques de gestion des risques conformes à son Règlement financier et à ses Règles de gestion financière. L'Organisation est exposée à divers risques financiers, dont les risques de marché (taux de change des devises, taux d'intérêt et cours), de liquidité, de taux d'intérêt et de crédit. Le principal objectif du portefeuille à long terme mis en place dans le cadre de la politique de placement de la FAO est de fournir, sur une longue durée, un financement adéquat des engagements à long terme de l'Organisation. L'Organisation examine la maximisation des rendements corrigés des risques et l'utilisation des indices de référence applicables pour évaluer les résultats obtenus par les gestionnaires chargés des placements.

### **Gestion des risques financiers**

22.9. L'Organisation gère les risques financiers associés à ses placements en donnant des directives strictes à ses gestionnaires d'actifs. C'est le Comité des placements qui fixe ces directives, avec l'aide du conseiller technique de la FAO, la Banque mondiale. Le service de la trésorerie veille au respect de ces directives en s'assurant que le gestionnaire des placements les suit. Les directives précisent l'exposition des gestionnaires aux différentes classes d'actifs, le risque de taux d'intérêt, la qualité du crédit, la concentration du crédit et les écarts éventuels par rapport aux indices de référence. La FAO surveille les risques des portefeuilles au moyen de l'éventail de paramètres de risque fourni, notamment les variables de valeur en risque communiquées par le dépositaire général pour mesurer l'exposition aux risques des placements de l'Organisation. Les paramètres mentionnés ci-dessus orientent collectivement la gestion des risques à la FAO. En outre, un examen détaillé de l'allocation stratégique des actifs de placement à long terme est effectué par des sociétés spécialisées dans le cadre d'une étude de gestion de l'actif et du passif. Des examens sont réalisés tous les cinq ans environ; la dernière étude a été menée à bien en 2018. Les résultats ont été examinés par le Comité des placements et ont conduit à définir une nouvelle répartition stratégique des actifs, qui a été présentée au Directeur général, puis approuvée fin 2020.

### **Risque de change**

22.10. Le siège de la FAO est situé dans la zone euro et l'Organisation gère des bureaux extérieurs dans le monde entier, chacun de ces bureaux engageant des dépenses dans la monnaie locale. Il en résulte qu'une partie substantielle des dépenses de la FAO sont libellées en devises (principalement l'euro), ce qui expose l'Organisation au risque de change inhérent aux fluctuations des taux de ces monnaies. En 2003, soucieuse d'atténuer le risque de change associé aux dépenses en euros du Programme ordinaire, l'Organisation a commencé à fixer une partie de la contribution de ses États Membres en dollars des États-Unis et une autre partie en euros. Depuis l'introduction de cette mise en recouvrement fractionnée des contributions, l'Organisation peut avoir recours à des contrats d'échange de devises (USD/EUR) conclus auprès de banques de contrepartie, afin de financer les retards de règlements en euros des États Membres. Compte tenu de sa présence géographique mondiale, la FAO gère un niveau minimal d'actifs dans différentes monnaies locales, et tient ses livres en dollar des États-Unis, en euro et dans d'autres devises au siège.

22.11. L'Organisation reçoit en outre des contributions volontaires à la fois en dollars des États-Unis et dans d'autres monnaies. En général, elle convertit ces montants immédiatement en dollars, dès la réception des fonds. Les dépenses engagées dans le cadre de projets financés par des contributions volontaires le sont aussi bien en dollar que dans d'autres monnaies. Les fonds détenus en dollars sont convertis en monnaie locale s'il y a lieu pour satisfaire aux obligations de l'Organisation. Aucun instrument financier dérivé n'est utilisé pour atténuer le risque associé.

22.12. Le tableau ci-après présente la valeur des actifs et passifs financiers de l'Organisation comptabilisés en devises, puis convertis en USD à la fin de l'année. Certains de ces actifs financiers sont libellés dans des monnaies malcommodes à utiliser («illiquides»), car difficilement convertibles en USD.

<i>(En milliers d'USD)</i>		31 déc. 2021			
	USD	Euro (EUR)	Autres	Illiquides	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(67 199 327)	3 061 683	65 631 660	97	1 494 113
Placements détenus à des fins de transaction	625 666	-	-	-	625 666
Placements disponibles à la vente	380 628	146 788	140 114	-	667 530
Instruments financiers dérivés	(124 362)	203 686	(81 702)	-	(2 378)
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>(66 317 395)</b>	<b>3 412 157</b>	<b>65 690 072</b>	<b>97</b>	<b>2 784 931</b>

<i>(En milliers d'USD)</i>		31 déc. 2020			
	USD	Euro (EUR)	Autres	Illiquides	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 161 743	80 872	35 752	(368)	1 277 999
Placements détenus à des fins de transaction	588 199	-	-	-	588 199
Placements disponibles à la vente	352 248	136 564	142 586	-	631 398
Instruments financiers dérivés	(111 971)	191 630	(78 525)	-	1 134
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>1 990 219</b>	<b>409 066</b>	<b>99 813</b>	<b>(368)</b>	<b>2 498 730</b>

22.13. La FAO conclut des contrats de change à terme et des contrats d'échange pour gérer les flux de trésorerie à court terme des soldes en devises, de façon à réduire au minimum le risque de change. Au 31 décembre 2021, le montant total des positions ouvertes sur des instruments dérivés figurant dans les portefeuilles de placements gérés en interne, se décomposait comme suit (aucun montant au 31 décembre 2020):

<i>(En USD)</i>		31 déc. 2021					
Montant net acheté/vendu	Achat à terme (monnaie locale)	Achat à terme (USD)	Gain/(Perte) latent(e) (USD)	Vente à terme (monnaie locale)	Vente à terme (USD)	Gain/(Perte) latent(e) (USD)	Total gain/(perte) latent(e) (USD)
Livre sterling (GBP)	120 000	162 572	(105)	-	-	-	(105)
Franc suisse (CHF)	100 000	109 969	(121)	-	-	-	(121)
Forint hongrois (HUF)	105 000 000	325 338	(14)	-	-	-	(14)
Yen japonais (JPY)	10 000 000	86 989	-	-	-	-	-
Baht thaïlandais (THB)	18 000 000	543 729	(198)	-	-	-	(198)
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>1 228 597</b>	<b>(438)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(438)</b>

22.14. Conformément aux directives définies à leur intention, les gestionnaires de placements extérieurs ont recours à des contrats de change à terme de devises pour gérer le risque de change de certains groupes de titres à l'intérieur de chaque portefeuille. Au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020, les valeurs nettes des instruments mis en place pour couvrir le risque de change des portefeuilles de placements disponibles à la vente ont été reclassées sous la rubrique «Instruments financiers dérivés» de l'État de la situation financière, et sont reprises ci-après de façon synthétique.

<i>(En milliers d'USD)</i>		31 déc. 2021					
Montant net acheté/vendu	Achat à terme (monnaie locale)	Achat à terme (USD)	Gain/(Perte) latent(e) (USD)	Vente à terme (monnaie locale)	Vente à terme (USD)	Gain/(Perte) latent(e) (USD)	Total gain/ (perte) latent(e) (USD)
Dollar australien (AUD)	1 539	1 119	13	(9 482)	(6 894)	95	108
Dollar canadien (CAD)	1 937	1 533	14	(7 800)	(6 175)	39	53
Couronne danoise (DKK)	-	-	-	(22 133)	(3 385)	131	131
Livre sterling (GBP)	5 952	8 061	57	(52 981)	(71 755)	552	609
Franc suisse (CHF)	274	301	4	(240)	(263)	(4)	-
Euro (EUR)	196 709	223 824	(3 393)	(17 700)	(20 138)	48	(3 345)
Yen japonais (JPY)	83 955	729	(7)	(471 283)	(4 094)	26	19
Couronne norvégienne (NOK)	23 888	2 708	(69)	(13 150)	(1 491)	36	(33)
Dollar néo-zélandais (NZD)	1 207	826	(7)	(3 648)	(2 497)	75	68
Couronne suédoise (SEK)	35 579	3 930	(116)	(39 031)	(4 312)	129	13
Dollars des États-Unis (USD)	55 319	55 319	-	(179 680)	(179 680)	-	-
Peso mexicain (MXN)	15	1	-	(907)	(44)	-	-
<b>Total</b>		<b>298 351</b>	<b>(3 504)</b>		<b>(300 728)</b>	<b>1 127</b>	<b>(2 377)</b>

<i>(En milliers d'USD)</i>		31 déc. 2020					
Montant net acheté/vendu	Achat à terme (monnaie locale)	Achat à terme (USD)	Gain/(Perte) latent(e) (USD)	Vente à terme (monnaie locale)	Vente à terme (USD)	Gain/(Perte) latent(e) (USD)	Total gain/ (perte) latent(e) (USD)
Dollar australien (AUD)	941	710	16	(4 972)	(3 700)	(138)	(122)
Dollar canadien (CAD)	1 337	1 041	8	(8 962)	(6 911)	(124)	(116)
Couronne danoise (DKK)	-	-	-	(30 133)	(4 818)	(137)	(137)
Livre sterling (GBP)	820	1 104	17	(44 350)	(58 937)	(1 704)	(1 687)
Franc suisse (CHF)	508	574	3	(299)	(337)	(2)	1
Euro (EUR)	161 658	194 521	3 481	(5 203)	(6 254)	(117)	3 364
Yen japonais (JPY)	396 228	3 804	35	(405 860)	(3 897)	(37)	(2)
Couronne norvégienne (NOK)	10 241	1 169	27	(7 918)	(907)	(18)	9
Dollar néo-zélandais (NZD)	2 446	1 730	32	(5 088)	(3 582)	(82)	(50)
Couronne suédoise (SEK)	3 880	460	13	(32 113)	(3 773)	(139)	(126)
Dollars des États-Unis (USD)	44 054	44 054	-	(156 025)	(156 025)	-	-
Peso mexicain (MXN)	442	22	-	(970)	(49)	-	-
<b>Total</b>		<b>249 189</b>	<b>3 632</b>		<b>(249 190)</b>	<b>(2 498)</b>	<b>1 134</b>

22.15. L'Organisation couvre le risque de change sur les dépenses salariales futures à l'aide du régime de mise en recouvrement fractionnée des contributions. Elle n'a donc recours à aucun instrument financier pour atténuer son exposition au risque de change lié à ses dépenses de personnel. Elle n'utilise pas non plus d'instrument financier pour couvrir le risque de change associé à ses créances et dettes. Ce type de risque

peut aussi venir du fait que l'enregistrement des factures et celui des paiements correspondants se font dans des périodes comptables différentes. Tous les paiements reçus dans une monnaie différente du dollar des États-Unis sont convertis sur le marché au comptant.

### Risque de cours des actions

22.16. Le risque de cours est le risque de baisse de la valeur d'un titre ou d'un portefeuille; il dépend de la volatilité des cours des actions détenues dans le portefeuille. L'Organisation s'efforce d'atténuer ce risque en veillant à la diversification de ses portefeuilles d'actions. Le tableau ci-après rend compte de cette diversification à la fin de la période et de la répartition de l'actif sur d'autres types de placements, pour les placements gérés à l'extérieur.

<i>(En milliers d'USD)</i>		31 déc. 2021					
Secteur	Coût	Gains/(Pertes) latent(e)s	Valeur de marché	Autres éléments à régulariser	Marché + autres à régulariser	En % des actions	En % du total
<b>Actions</b>							
Consommation discrétionnaire	15 950	15 267	31 217	5 138	36 355	7 %	2 %
Consommation de base	12 990	4 798	17 788	42 532	60 320	11 %	3 %
Énergie	4 758	3 032	7 790	8 766	16 556	3 %	1 %
Sociétés financières	19 229	14 395	33 624	26 451	60 075	11 %	3 %
Santé	21 201	11 044	32 245	21 147	53 392	10 %	3 %
Industries	15 229	10 782	26 011	13 157	39 168	7 %	2 %
Technologies de l'information	28 990	31 409	60 399	11 022	71 421	12 %	3 %
Matériaux	5 969	4 767	10 736	8 387	19 123	3 %	1 %
Fonds indiciels d'actions	63 422	16 317	79 739	42 452	122 191	21 %	6 %
Services de télécommunications	12 399	8 774	21 173	11 192	32 365	6 %	2 %
Services collectifs	5 515	1 606	7 121	13 345	20 466	4 %	1 %
Services immobiliers	4 664	2 481	7 145	19 669	26 814	5 %	1 %
Autres	121	7	128	-	128	0 %	0 %
Commission de résultat à payer	(25)	-	(25)	-	(25)	0 %	0 %
<b>Total des actions</b>	<b>210 412</b>	<b>124 679</b>	<b>335 091</b>	<b>223 258</b>	<b>558 349</b>	<b>100 %</b>	<b>28 %</b>
<b>Titres hors actions</b>							
Placements à revenu fixe	942 452	15 653	958 105	3 105	961 210		47 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie	511 707	68	511 775	41	511 816		25 %
Instruments financiers dérivés	-	(2 377)	(2 377)	-	(2 377)		(0)%
<b>Total des titres hors actions</b>	<b>1 454 159</b>	<b>13 344</b>	<b>1 467 503</b>	<b>3 146</b>	<b>1 470 649</b>		<b>72 %</b>
<b>Total des actifs détenus dans les portefeuilles gérés à l'extérieur</b>	<b>1 664 571</b>	<b>138 023</b>	<b>1 802 594</b>	<b>226 404</b>	<b>2 028 998</b>		<b>100 %</b>



(En milliers d'USD)		31 déc. 2020					
Secteur	Coût	Gains/(Pertes) latent(e)s	Valeur de marché	Autres éléments à régulariser	Marché + autres à régulariser	En % des actions	En % du total
<b>Actions</b>							
Consommation discrétionnaire	18 137	13 262	31 399	7	31 406	10 %	2 %
Consommation de base	16 073	3 854	19 927	54	19 981	6 %	1 %
Énergie	5 885	1 248	7 133	8	7 141	2 %	0 %
Sociétés financières	24 202	9 617	33 819	27	33 846	10 %	2 %
Santé	25 695	7 685	33 380	32	33 412	10 %	2 %
Industries	18 239	9 041	27 280	12	27 292	8 %	2 %
Technologies de l'information	34 437	22 725	57 162	12	57 174	18 %	4 %
Matériaux	7 444	4 389	11 833	9	11 842	4 %	1 %
Fonds indiciels d'actions	45 489	23 576	69 065	-	69 065	21 %	4 %
Services de télécommunications	15 260	7 923	23 183	13	23 196	7 %	1 %
Services collectifs	6 553	1 407	7 960	19	7 979	2 %	1 %
Services immobiliers	5 689	1 209	6 898	25	6 923	2 %	0 %
Autres	70	-	70	-	70	0 %	0 %
Commission de résultat à payer	(8)	-	(8)	-	(8)	0 %	0 %
<b>Total des actions</b>	<b>223 165</b>	<b>105 936</b>	<b>329 101</b>	<b>218</b>	<b>329 319</b>	<b>100 %</b>	<b>20 %</b>
<b>Titres hors actions</b>							
Placements à revenu fixe	857 722	32 774	890 496	3 384	893 880		56 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie	380 095	149	380 244	40	380 284		24 %
Instruments financiers dérivés	-	1 134	1 134	-	1 134		0 %
<b>Total des titres hors actions</b>	<b>1 237 817</b>	<b>34 057</b>	<b>1 271 874</b>	<b>3 424</b>	<b>1 275 298</b>		<b>80 %</b>
<b>Total des actifs détenus dans les portefeuilles gérés à l'extérieur</b>	<b>1 460 982</b>	<b>139 993</b>	<b>1 600 975</b>	<b>3 642</b>	<b>1 604 617</b>		<b>100 %</b>

22.17. Au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020, aucun des placements effectués dans les secteurs mentionnés ci-dessus n'est concentré sur moins de cinq valeurs.

### Risque de taux d'intérêt

22.18. Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. L'Organisation cherche à obtenir un rendement concurrentiel par rapport au marché sur son portefeuille de placements, mais la protection et la liquidité du capital prévalent sur le taux de rendement.

22.19. L'horizon de placement est fondé sur les besoins prévus par l'Organisation en matière de liquidité; cela vaut aussi pour le portefeuille de placements à long terme disponibles à la vente, dont le principal objectif doit être de financer la part des prestations dues au personnel qui incombe à l'Organisation. Dans ce contexte, et compte tenu de son style de placement prudent, visant un risque faible, et de la situation prédominante sur les marchés en 2021, la FAO a obtenu un rendement annuel total de 0,06 pour cent sur son portefeuille à court terme (0,87 pour cent en 2020), contre 0,02 pour cent pour l'indice de référence. En revanche, le portefeuille à long terme de titres disponibles à la vente a enregistré un rendement de 5,11 pour cent, contre 5,07 pour cent pour l'indice de référence, soit 4 points de base de plus.

L'Organisation est exposée aux variations des taux d'intérêt sur les instruments financiers à taux variable et sur les actifs à revenu fixe.

### Risque de crédit

22.20. Le risque de crédit renvoie au cas où la contrepartie manquerait à ses obligations contractuelles, entraînant une perte financière pour la FAO; ce risque concerne principalement les placements, les prêts, les créances ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie de l'Organisation. L'exposition maximale au risque de crédit au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020 était la suivante:

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021	31 déc. 2020 (après retraitement)
Placements	958 105	890 496
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 494 113	1 277 999
Créances issues d'opérations sans contrepartie directe	2 047 821	1 776 173
Créances issues d'opérations avec contrepartie directe	3 699	5 362
Autres actifs	47 743	10 680
<b>Exposition maximale au risque de crédit</b>	<b>4 551 481</b>	<b>3 960 710</b>

### Politique de l'Organisation relative aux instruments financiers autorisés

22.21. Pour gérer son risque dans ce domaine, l'Organisation évalue la qualité du crédit des tierces parties auprès desquelles elle place des fonds, s'appuyant pour se faire sur sa politique de placement, qui définit les types d'instruments financiers autorisés et fixe des plafonds de placement par émetteur en fonction de la qualité du crédit de celui-ci.

22.22. Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est géré à l'aide d'un ensemble de critères de sélection des banques, conçu pour évaluer la sécurité de l'établissement, sa réputation, son acceptation et son respect des lois et règlements locaux et internationaux, et, selon qu'il convient, les notations qui lui sont attribuées par les agences d'évaluation financière reconnues. Le tableau ci-après présente la concentration du risque de crédit de l'Organisation par note de crédit.

<i>(En milliers d'USD)</i>							31 déc. 2021
Instrument	Aaa	Aa	A	Baa	Non noté	Notation des crédits à court terme Moody's /S&P P-1/A-1	Total par instrument
Obligations d'entreprise	23 122	7 575	26 915	42 199	-	3 283	103 094
Organismes publics	162 191	52 056	-	-	5 249	-	219 496
Obligations d'État	275 487	5 517	1 131	2 651	-	-	284 786
Obligations d'État indexées	125 901	88 126	2 738	11 467	146	-	228 378
Titres adossés à des actifs	9 282	-	-	-	10 130	-	19 412
Créances hypothécaires titrisées garanties par l'État	8 818	-	-	-	13 223	1 319	23 360
Obligations de collectivités territoriales	30 391	34 461	-	432	3 499	8 857	77 640
Autres placements à revenu fixe	-	-	-	-	2 349	-	2 349
Commission de résultat à payer	-	-	-	-	-	(410)	(410)
<b>Total des instruments</b>	<b>635 192</b>	<b>187 735</b>	<b>30 784</b>	<b>56 749</b>	<b>34 596</b>	<b>13 049</b>	<b>958 105</b>

<b>31 déc. 2020</b>							
<i>(En milliers d'USD)</i>							
<b>Instrument</b>	<b>Aaa</b>	<b>Aa</b>	<b>A</b>	<b>Baa</b>	<b>Non noté</b>	<b>Notation des crédits à court terme Moody's /S&amp;P P-1/A-1</b>	<b>Total par instrument</b>
Obligations d'entreprise	-	42 141	35 511	34 473	-	7 574	<b>119 699</b>
Organismes publics	189 196	38 633	-	-	3 516	-	<b>231 345</b>
Obligations d'État	222 769	7 454	5 574	3 200	-	-	<b>238 997</b>
Créances hypothécaires titrisées garanties par l'État	13 402	-	-	-	11 127	2 800	<b>27 329</b>
Créances hypothécaires titrisées émises par une entité commerciale et garanties par l'État	268	-	-	-	-	3 417	<b>3 685</b>
Obligations d'État indexées	106 815	78 201	2 961	15 862	156	-	<b>203 995</b>
Obligations de collectivités territoriales	18 980	42 142	-	477	2 355	1 893	<b>65 847</b>
Commission de résultat à payer	-	-	-	-	-	(401)	<b>(401)</b>
<b>Total des instruments</b>	<b>551 430</b>	<b>208 571</b>	<b>44 046</b>	<b>54 012</b>	<b>17 154</b>	<b>15 283</b>	<b>890 496</b>

### Risque de liquidité

22.23. Le risque de liquidité est le risque que l'Organisation rencontre des difficultés à s'acquitter de ses obligations dans le cas de passifs financiers réglés à l'aide d'une sortie de trésorerie ou d'autres actifs financiers. Le risque de liquidité de l'Organisation est géré spécifiquement selon les fonds. S'agissant du programme extrabudgétaire, aucun engagement ne peut être pris si les fonds ne sont pas disponibles, et, par conséquent, le risque de liquidité est minime. Pour le Programme ordinaire, le fait que le budget soit fondé sur une ouverture de crédits garantit que les dépenses n'excéderont pas les flux de recettes d'une année donnée; en outre, des prévisions mensuelles des flux de trésorerie permettent de s'assurer que l'Organisation dispose de liquidités suffisantes pour faire face aux dépenses courantes à mesure que celles-ci se présentent. Le Fonds de roulement et le Compte de réserve spécial peuvent aussi tous deux consentir des avances remboursables au Fonds général pour permettre à celui-ci de financer les dépenses dans l'attente du versement des contributions mises en recouvrement ainsi qu'en cas de fluctuations de change défavorables et de tendances inflationnistes non prévues au budget. Le solde combiné du Fonds de roulement et du Compte de réserve spécial met le Programme ordinaire de l'Organisation à l'abri du risque de liquidité pendant un mois environ. La politique contractuelle de l'Organisation impose le paiement des créances et des dettes dans un délai de 30 jours. Le tableau ci-après propose une ventilation par échéance des passifs financiers de l'Organisation présentés dans la note 22.1.

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>Valeur comptable</b>	<b>&lt; 1 an</b>	<b>1-3 ans</b>	<b>3-5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>
Dettes et charges à payer	250 016	250 016	-	-	-
Autres passifs	39 178	3 274	16	74	35 814
Passifs liés aux avantages du personnel – autres	6 836	6 836	-	-	-
Instruments dérivés	2 378	2 378	-	-	-
	<b>298 408</b>	<b>262 504</b>	<b>16</b>	<b>74</b>	<b>35 814</b>
Passifs liés aux avantages du personnel – soumis à une évaluation actuarielle	1 539 781	50 408	<i>Pour une ventilation par échéance des passifs liés aux avantages du personnel de l'Organisation exprimés en valeur nominale, voir la note 13.27.</i>		
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>1 838 189</b>	<b>312 912</b>	<b>16</b>	<b>74</b>	<b>35 814</b>

### Risque de taux d'intérêt

22.24. Si le taux d'intérêt moyen pondéré avait été plus élevé ou moins élevé de 100 points de base, la valeur des portefeuilles de placements en aurait été modifiée comme suit d'après l'analyse de sensibilité:

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>31 déc. 2021</b>	
	<b>Augmentation/(Diminution) en points de base</b>	<b>Effet sur l'excédent/ (le déficit)</b>
Placements détenus à des fins de transaction	100	(5 518)
Placements détenus à des fins de transaction	(100)	5 518
Placements disponibles à la vente	100	(31 128)
Placements disponibles à la vente	(100)	31 128

<i>(En milliers d'USD)</i>	<b>31 déc. 2020</b>	
	<b>Augmentation/(Diminution) en points de base</b>	<b>Effet sur l'excédent/ (le déficit)</b>
Placements détenus à des fins de transaction	100	(4 681)
Placements détenus à des fins de transaction	(100)	4 681
Placements disponibles à la vente	100	(33 214)
Placements disponibles à la vente	(100)	33 214

### Risque de change

23.25. Tous les placements en devises de l'Organisation figurant dans les portefeuilles non libellés en dollars des États-Unis et regroupant des titres à revenu fixe disponibles à la vente sont couverts par rapport à l'euro. Si le taux de change USD/EUR au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020 avait été plus haut ou plus bas de 5 pour cent, la valeur des portefeuilles de placements libellés en euros en aurait été modifiée comme suit:

(En milliers d'USD)	31 déc. 2021	
	Augmentation/(Diminution) du taux de change USD/EUR	Effet sur l'excédent/(le déficit)
Placements disponibles à la vente (à revenu fixe uniquement)	5 %	(16 723)
Placements disponibles à la vente (à revenu fixe uniquement)	(5 %)	16 723

(En milliers d'USD)	31 déc. 2020	
	Augmentation/(Diminution) du taux de change USD/EUR	Effet sur l'excédent/(le déficit)
Placements disponibles à la vente (à revenu fixe uniquement)	5 %	(15 415)
Placements disponibles à la vente (à revenu fixe uniquement)	(5 %)	15 415

### Risque de cours des actions

22.26. Si le risque de cours, ou risque de marché, des actions au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020 avait été plus élevé ou plus faible de 10 pour cent, la valeur des portefeuilles d'actions en aurait été modifiée comme suit:

(En milliers d'USD)	31 déc. 2021	
	Augmentation/(Diminution) du risque de marché des actions	Effet sur l'excédent/(le déficit)
Placements disponibles à la vente	10 %	32 311
Placements disponibles à la vente	(10 %)	(32 311)

(En milliers d'USD)	31 déc. 2020	
	Augmentation/(Diminution) du risque de marché des actions	Effet sur l'excédent/(le déficit)
Placements disponibles à la vente	10 %	33 118
Placements disponibles à la vente	(10 %)	(33 118)

### Note 23. Informations sectorielles

23.1. L'Organisation fonctionne et communique généralement les informations financières au Directeur général et aux organes directeurs dans deux secteurs, le Fonds général et les fonds apparentés d'une part, et les fonds fiduciaires et le fonds du PNUD d'autre part.

23.2. Les sommes reçues au titre du Fonds général et des fonds apparentés permettent à l'Organisation de remplir sa mission, en l'occurrence d'exécuter le Programme de travail qui sert de base à l'ouverture de crédits approuvée par les États Membres et financée au moyen des contributions ordinaires.

23.3. Les sommes reçues au titre des fonds fiduciaires et du fonds du PNUD permettent aussi à l'Organisation d'exécuter son mandat, mais sur la base d'activités de projet spécifiques qui viennent s'ajouter au Programme de travail et sont financées par des contributions versées volontairement par les

pays et par d'autres organisations ou perçues dans le cadre d'un arrangement interorganisations avec le PNUD.

23.4. Pour l'année terminée le 31 décembre 2021, l'Organisation a acheté des immobilisations corporelles destinées à être utilisées en interne pour 14,5 millions d'USD (7,9 millions en 2020) au titre du Fonds général, et pour 9,4 millions d'USD (11,6 millions en 2020) au titre des fonds fiduciaires et du fonds du PNUD, respectivement.

23.5. Le solde déficitaire du Fonds général et des fonds apparentés correspond principalement à l'obligation, non financée, au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, partiellement compensée par la part non dépensée des contributions ordinaires – notamment les fonds versés par les États Membres et les créances détenues sur ceux-ci –, qui sera toutefois utilisée pour répondre aux besoins opérationnels futurs.

23.6. Le solde excédentaire des fonds fiduciaires et du fonds du PNUD correspond, quant à lui, à la part non dépensée des contributions volontaires, qui elle aussi sera utilisée pour répondre aux besoins opérationnels de projets futurs.

23.7. La présentation sectorielle de l'État de la situation financière au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020 est la suivante, les données de 2020 ayant été retraitées pour intégrer l'incidence des ajustements comptables exposés dans les notes 2.61 à 2.65:

<i>(En milliers d'USD)</i>		31 déc. 2021	
	Fonds général et fonds apparentés	Fonds fiduciaires et fonds du PNUD	Total
<b>Actif</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	433 733	1 060 380	1 494 113
Placements et instruments financiers dérivés	-	625 666	625 666
Créances issues d'opérations sans contrepartie directe	160 733	974 850	1 135 583
Créances issues d'opérations avec contrepartie directe	3 699	-	3 699
Paielements anticipés et autres actifs courants	39 705	18 206	57 911
Stocks	578	14 008	14 586
	638 448	2 693 110	3 331 558
<b>Actifs non courants</b>			
Placements	667 530	-	667 530
Créances issues d'opérations sans contrepartie directe	418	911 820	912 238
Paielements anticipés et autres actifs non courants	656	-	656
Immobilisations corporelles	29 542	11 322	40 864
Immobilisations incorporelles	5 978	456	6 434
	704 124	923 598	1 627 722
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 342 572</b>	<b>3 616 708</b>	<b>4 959 280</b>
<b>Passif</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Dettes	39 119	6 910	46 029
Charges à payer	54 477	149 510	203 987
Contributions reçues d'avance	32 407	342 818	375 225
Instruments financiers dérivés	2 378	-	2 378
Passifs liés aux avantages du personnel	74 717	-	74 717
Provisions	596	-	596
Autres passifs courants	3 365	-	3 365
	207 059	499 238	706 297
<b>Passifs non courants</b>			
Passifs liés aux avantages du personnel	1 489 373	-	1 489 373
Autres passifs non courants	35 814	-	35 814
	1 525 187	-	1 525 187
<b>Total du passif</b>	<b>1 732 246</b>	<b>499 238</b>	<b>2 231 484</b>
<b>Actif net</b>	<b>(389 674)</b>	<b>3 117 470</b>	<b>2 727 796</b>
<b>Situation nette</b>			
Excédent/(Déficit) cumulé	(538 711)	3 117 472	2 578 761
Réserves	149 035	-	149 035
<b>Total de la situation nette/(du déficit)</b>	<b>(389 674)</b>	<b>3 117 470</b>	<b>2 727 796</b>

(En milliers d'USD)	31 déc. 2020 (après retraitement)		
	Fonds général et fonds apparent és	Fonds fiduciaires et fonds du PNUD	Total
<b>Actif</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	380 416	897 583	1 277 999
Placements et instruments financiers dérivés	1 134	588 199	589 333
Créances issues d'opérations sans contrepartie directe	171 833	734 671	906 504
Créances issues d'opérations avec contrepartie directe	5 359	3	5 362
Paiements anticipés et autres actifs courants	37 678	18 160	55 838
Stocks	409	14 961	15 370
	596 829	2 253 577	2 850 406
<b>Actifs non courants</b>			
Placements	631 398	-	631 398
Créances issues d'opérations sans contrepartie directe	453	869 216	869 669
Paiements anticipés et autres actifs non courants	416	-	416
Immobilisations corporelles	26 837	11 643	38 480
Immobilisations incorporelles	6 375	598	6 973
	665 479	881 457	1 546 936
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 262 308</b>	<b>3 135 034</b>	<b>4 397 342</b>
<b>Passif</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Dettes	34 723	-	34 723
Charges à payer	37 881	151 507	189 388
Contributions reçues d'avance	27 515	302 028	329 543
Passifs liés aux avantages du personnel	72 296	-	72 296
Provisions	212	-	212
Autres passifs courants	3 675	-	3 675
	176 302	453 535	629 837
<b>Passifs non courants</b>			
Passifs liés aux avantages du personnel	1 453 339	-	1 453 339
Autres passifs non courants	36 029	-	36 029
	1 489 368	-	1 489 368
<b>Total du passif</b>	<b>1 665 670</b>	<b>453 535</b>	<b>2 119 205</b>
<b>Actif net</b>	<b>(403 362)</b>	<b>2 681 499</b>	<b>2 278 137</b>
<b>Situation nette</b>			
Excédent/(Déficit) cumulé	(540 410)	2 681 499	2 141 089
Réserves	137 048	-	137 048
<b>Total de la situation nette/(du déficit)</b>	<b>(403 362)</b>	<b>2 681 499</b>	<b>2 278 137</b>



23.8. La présentation sectorielle de l'État des résultats financiers au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020 est la suivante, les données de 2020 ayant été retraitées pour tenir compte de l'incidence des ajustements comptables exposés dans les notes 2.61 à 2.65:

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021		Total
	Fonds général et fonds apparentés	Fonds fiduciaires et fonds du PNUD	
<b>Produits</b>			
<b>Produits des opérations sans contrepartie directe</b>			
Contributions des États Membres mises en recouvrement au titre du Programme ordinaire	505 384	-	505 384
Contributions volontaires	105 263	1 435 691	1 540 954
Autres produits sans contrepartie directe	69 169	4 395	73 564
	679 816	1 440 086	2 119 902
<b>Produits des opérations avec contrepartie directe</b>			
Produits avec contrepartie directe	7 958	311	8 269
	7 958	311	8 269
<b>Total des produits</b>	<b>687 774</b>	<b>1 440 397</b>	<b>2 128 171</b>
<b>Charges</b>			
Dépenses de personnel	322 523	114 276	436 799
Consultants	136 056	228 805	364 861
Voyages	9 770	36 693	46 463
Dotation aux amortissements et aux provisions	6 042	5 084	11 126
Dépenses de formation	7 787	27 236	35 023
Services contractuels	113 438	259 356	372 794
Dons et autres transferts versés	19 390	87 038	106 428
Fournitures et consommables utilisés	33 491	212 176	245 667
Autres charges	20 683	32 165	52 848
<b>Total des charges</b>	<b>669 180</b>	<b>1 002 829</b>	<b>1 672 009</b>
<b>Charges et produits non opérationnels</b>			
Revenus/(Dépenses) des placements	16 668	132	16 800
Gains/(Pertes) de change	(7 089)	(1 595)	(8 684)
Produits financiers/(Charges financières)	(26 290)	(132)	(26 422)
(Charges) et produits non opérationnels	(184)	-	(184)
<b>Total des charges et produits non opérationnels</b>	<b>(16 895)</b>	<b>(1 595)</b>	<b>(18 490)</b>
<b>Excédent</b>	<b>1 699</b>	<b>435 973</b>	<b>437 672</b>

<i>(En milliers d'USD)</i>			
	31 déc. 2020 (après retraitement)		
	Fonds général et fonds apparentés	Fonds fiduciaires et fonds du PNUD	Total
<b>Produits</b>			
<b>Produits des opérations sans contrepartie directe</b>			
Contributions des États Membres mises en recouvrement au titre du Programme ordinaire	484 554	-	484 554
Contributions volontaires	105 301	1 168 717	1 274 018
Autres produits sans contrepartie directe	69 708	3 344	73 052
	659 563	1 172 061	1 831 624
<b>Produits des opérations avec contrepartie directe</b>			
Produits avec contrepartie directe	5 899	311	6 210
	5 899	311	6 210
<b>Total des produits</b>	<b>665 462</b>	<b>1 172 372</b>	<b>1 837 834</b>
<b>Charges</b>			
Dépenses de personnel	314 197	104 236	418 433
Consultants	98 924	203 195	302 119
Voyages	8 218	29 535	37 753
Dotation aux amortissements et aux provisions	6 463	4 506	10 969
Dépenses de formation	3 831	20 046	23 877
Services contractuels	122 154	263 789	385 943
Dons et autres transferts versés	7 813	84 794	92 607
Fournitures et consommables utilisés	35 601	200 652	236 253
Autres charges	20 666	17 387	38 053
<b>Total des charges</b>	<b>617 867</b>	<b>928 140</b>	<b>1 546 007</b>
<b>Charges et produits non opérationnels</b>			
Revenus/(Dépenses) des placements	20 151	8 212	28 363
Gains/(Pertes) de change	11 398	2 340	13 738
Produits financiers/(Charges financières)	(29 242)	(8 212)	(37 454)
(Charges) et produits non opérationnels	572	-	572
<b>Total des charges et produits non opérationnels</b>	<b>2 879</b>	<b>2 340</b>	<b>5 219</b>
<b>Excédent</b>	<b>50 474</b>	<b>246 572</b>	<b>297 046</b>

**Note 24. État comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs (État V)**

24.1. Le budget est établi et approuvé selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée, selon laquelle les produits et les charges sont comptabilisés au moment où ils font l'objet d'une entrée ou d'une sortie de fonds, à quelques exceptions près. Les dépenses sont distribuées par chapitre, comme défini et approuvé dans le Programme de travail. Le montant du budget a été approuvé par la Conférence dans sa résolution 13/2019 et la distribution par chapitre a été approuvée par le Conseil en décembre 2019 dans le cadre des ajustements à apporter au Programme de travail et budget 2020-2021. Le budget approuvé représente l'ouverture de crédits nette pour la période budgétaire biennale qui court du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2021 et fournit le financement des activités du Programme ordinaire de l'Organisation. Les dépenses comptabilisées sur les comptes des fonds fiduciaires et du fonds du PNUD sont présentées dans

l'État II de ce document. Le budget approuvé couvrant une période budgétaire biennale, les budgets qui figurent dans l'État V correspondent à un budget «annualisé» à hauteur de 50 pour cent du budget biennal. Les dépenses effectives établies sur la même base que le budget sont celles qui correspondent à l'année terminée le 31 décembre 2021, comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée.

### **Rapprochement des montants effectifs calculés sur une base comparable à celle du budget et des montants effectifs de l'État des flux de trésorerie**

24.2. Les états financiers ont été présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les charges et les produits sont donc comptabilisés lorsque les opérations sous-jacentes se produisent. En outre, le classement dans les rubriques des états financiers repose sur la nature des opérations. Il en résulte que les bases d'établissement du budget et de la comptabilité diffèrent. Pour les années terminées le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020, les montants effectifs établis sur la même base que le budget révisé ont été rapprochés des montants effectifs présentés dans l'État des flux de trésorerie. Ce rapprochement se présente comme suit, les données de 2020 ayant été retraitées pour tenir compte de l'incidence des ajustements comptables exposés dans les notes 2.61 à 2.65:

<i>(En milliers d'USD)</i>	31 déc. 2021			
	Fonctionnement	Placement	Financement	Total
Montants effectifs calculés sur une base comparable	679 686	-	-	679 686
Différences de conventions comptables	(15 187)	-	-	(15 187)
Différences de présentation	(1 380 332)	(57 358)	-	(1 437 690)
Différences relatives aux entités	989 305	-	-	989 305
Montants effectifs de l'État des flux de trésorerie	273 472	(57 358)	-	216 114

<i>(En milliers d'USD)</i>				31 déc. 2020 (après retraitement)			
				Fonctionnement	Placement	Financement	Total
Montants effectifs calculés sur une base comparable				533 059	-	-	533 059
Différences de conventions comptables				70 350	-	-	70 350
Différences de présentation				(1 233 412)	1 722	-	(1 231 690)
Différences relatives aux entités				908 380	-	-	908 380
Montants effectifs de l'État des flux de trésorerie				278 377	1 722	-	280 099

24.3. Les différences de conventions comptables sont celles qui distinguent la méthode de la comptabilité de caisse modifiée utilisée pour obtenir des montants effectifs comparables aux montants budgétaires, et la méthode de la comptabilité d'exercice sur laquelle reposent les états financiers.

24.4. Le fait que les flux de trésorerie annuels effectifs incluent des dépenses budgétisées dans la période précédente crée des différences temporelles.

24.5. Les différences de présentation sont dues à l'adoption de méthodes de classement et de formats différents pour établir l'État des flux de trésorerie et l'État comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget, ce qui inclut l'utilisation du taux de change budgétaire dans le second état. Ces différences comprennent aussi celles qui résultent des catégories d'opérations absentes du budget. La principale composante des différences de présentation vient du fait que les produits ne sont pas inscrits au budget. De même, l'Organisation ne budgétise que peu d'activités de placement et aucune activité de financement.

24.6. Les différences relatives aux entités prises en compte résultent de ce que tous les fonds doivent impérativement figurer dans l'information financière communiquée, alors que tel n'est pas le cas dans le budget définitif approuvé. Ainsi, les fonds fiduciaires et le fonds du PNUD ne font pas partie du budget définitif approuvé, mais figurent bien dans les présents états financiers.

#### **Analyse des écarts entre le budget et les montants effectifs**

24.7. Les écarts significatifs entre le budget approuvé et le budget révisé correspondent aux reports de l'exercice précédent et aux montants reportés sur 2022, ainsi qu'aux transferts entre chapitres effectués en 2021. Les niveaux d'utilisation du budget en 2021 résultent d'une combinaison des facteurs suivants: a) le budget approuvé; b) l'exécution du Programme de travail et budget 2020-2021 de la FAO (FC 185/8, FC 185/9, FC 188/5, FC 191/6, C 2023/8).

24.8. En 2021, les dépenses ont été supérieures de 59,3 millions d'USD à ce que prévoyait le budget révisé «annualisé», ce qui correspond à un taux global de dépense de 111,52 pour cent. Il est habituel que les dépenses soient plus élevées la seconde année de l'exercice biennal que la première. Cela vient en partie de la gestion du budget sur une base biennale, qui fait que les crédits non utilisés par les divisions la première année sont reportés sur la seconde. Les dépenses excessives en 2021 proviennent aussi de décalages dans l'exécution décidés en 2020, les unités et bureaux décentralisés de la FAO ayant adapté leurs procédures et leurs dispositions relatives au travail en reportant l'exécution de certaines activités sur 2021 en raison de la pandémie de covid-19.

24.9. La dépense par chapitre budgétaire en 2021 suit les tendances biennales qui ont été communiquées au Comité financier (FC 185/8, FC 185/9, FC 188/5, FC 191/6, C 2023/8). Pour une vision biennale, veuillez vous référer à l'État comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget (État VA) pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2021, plus haut dans le document.

24.10. Le niveau d'utilisation du budget en 2021 pour l'ensemble des chapitres est donc la différence entre le budget révisé et les dépenses nettes au taux budgétaire, à savoir:

- i) Chapitre 1 (Contribuer à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition). Les dépenses nettes au taux budgétaire ont été de 53,0 millions d'USD, soit 111,28 pour cent d'un budget révisé égal à 47,6 millions d'USD. Les taux de dépenses ont augmenté en 2021, les activités prévues au titre du chapitre 1 ayant été exécutées de manière satisfaisante pour permettre d'atteindre les cibles biennales.
- ii) Chapitre 2 (Rendre l'agriculture, les forêts et les pêches plus productives et plus durables). Les dépenses nettes au taux budgétaire ont été de 120,2 millions d'USD, soit 114,68 pour cent d'un budget révisé égal à 104,9 millions d'USD. L'exécution s'est accélérée en 2021.
- iii) Chapitre 3 (Réduire la pauvreté rurale). Les dépenses nettes au taux budgétaire ont été de 40,7 millions d'USD, soit 110,81 pour cent d'un budget révisé égal à 36,7 millions d'USD. Malgré le lent démarrage en 2020 du fait de l'incidence de la pandémie de covid-19, les activités menées par la FAO pour réduire la pauvreté rurale ont suffisamment progressé en 2021 pour permettre d'atteindre les cibles biennales.
- iv) Chapitre 4 (Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces). Les dépenses nettes au taux budgétaire ont été de 67,2 millions d'USD, soit 115,42 pour cent d'un budget révisé égal à 58,3 millions d'USD. La situation au regard de la pandémie de covid-19 s'étant améliorée au niveau mondial, l'Organisation a accéléré l'exécution de ses activités au titre du chapitre 4 en 2021 pour œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus

efficaces, en améliorant les capacités et les infrastructures nécessaires pour fournir une assistance à distance.

- v) Chapitre 5 (Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise). Les dépenses nettes au taux budgétaire ont été de 35,6 millions d'USD, soit 125,81 pour cent d'un budget révisé égal à 28,3 millions d'USD. L'Organisation a considérablement augmenté ses activités en faveur de la résilience en 2021 pour répondre aux priorités créées par deux crises concomitantes en 2020: la pandémie de covid-19 et la crise acridienne.
- vi) Chapitre 6 (Qualité technique, statistiques et thèmes transversaux [changement climatique, égalité femmes-hommes, gouvernance, nutrition]). Les dépenses nettes au taux budgétaire ont été de 29,0 millions d'USD, soit 124,49 pour cent d'un budget révisé égal à 23,3 millions d'USD. Les taux de dépenses ont augmenté en 2021 conformément à ce qui était prévu. La structure des dépenses de ce chapitre est largement due au fait que le Fonds multidisciplinaire de 8,5 millions d'USD est inscrit au chapitre 6 du budget et alloué aux objectifs stratégiques.
- vii) Chapitre 8 (Activités de diffusion). Les dépenses nettes au taux budgétaire ont été de 39,3 millions d'USD, soit 101,73 pour cent d'un budget révisé égal à 38,6 millions d'USD. Les résultats financiers de ce chapitre comprennent des dépenses supplémentaires à l'appui du multilinguisme.
- viii) Chapitre 9 (Technologies de l'information). Les dépenses nettes au taux budgétaire ont été de 26,2 millions d'USD, soit 153,39 pour cent d'un budget révisé égal à 17,1 millions d'USD. Les travaux prévus dans ce chapitre ont repris et leur exécution s'est considérablement accélérée en 2021 par rapport à 2020, car la priorité a été donnée au soutien de la continuité des activités de la FAO dans le cadre d'un fonctionnement à distance après le déclenchement de la pandémie de covid-19. L'évolution de la répartition des coûts recouverts auprès des projets suite à la mise en œuvre du nouveau modèle de recouvrement pour les nouveaux projets a également influé sur les dépenses au titre du chapitre 9.
- ix) Chapitre 10 (Gouvernance, surveillance et direction de la FAO). Les dépenses nettes au taux budgétaire ont été de 32,5 millions d'USD, soit 107,21 pour cent d'un budget révisé égal à 30,3 millions d'USD. L'Organisation a supporté des dépenses prévues supplémentaires en 2021, notamment pour des initiatives institutionnelles hautement prioritaires, telles que l'amélioration du multilinguisme et la production de documents.
- x) Chapitre 11 (Administration efficiente et efficace). Les dépenses nettes au taux budgétaire ont été de 31,7 millions d'USD, soit 102,89 pour cent d'un budget révisé égal à 30,8 millions d'USD. Les dépenses au titre du chapitre 11 sont principalement le résultat de l'évolution de la répartition des coûts recouverts auprès des projets suite à la mise en œuvre du nouveau modèle de recouvrement pour les nouveaux projets.

24.11. Les soldes non dépensés au titre du chapitre 7 (Programme de coopération technique), du chapitre 13 (Dépenses d'équipement) et du chapitre 14 (Dépenses de sécurité) sont intégralement reportés sur la période suivante, conformément aux dispositions du Règlement financier, et ne constituent donc pas des écarts par rapport au budget.

**Note 25. Parties liées**

25.1. Le total des rémunérations et indemnités versées aux principaux dirigeants et autres membres de la haute direction pour les années terminées le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020 se présente comme suit:

<i>(En milliers d'USD)</i>							
Année	Nombre de personnes	Nombre de postes	Rémunération	Droits	Régimes de pension et d'assurance maladie	Rémunération totale	Encours des prêts
2021	4	4	1 103	222	223	1 548	95
2020	5	5	1 047	345	215	1 607	82

25.2. Les principaux dirigeants sont le Directeur général et les directeurs généraux adjoints, qui sont chargés d'organiser, de diriger et de contrôler les activités de l'Organisation, et sont investis de l'autorité nécessaire à ces fins. La Conférence se compose de 194 États Membres sans désignation de personnes spécifiques.

25.3. La rémunération comprend le traitement net et l'indemnité de poste. Les droits comprennent les indemnités telles que la prime d'affectation et d'autres primes, l'allocation logement, l'indemnité pour frais d'études et l'expédition des effets personnels. Les régimes de pension et d'assurance maladie regroupent les cotisations versées par l'Organisation au titre des retraites et de l'assurance santé.

25.4. Chacun des principaux dirigeants, leur famille proche et les autres membres de la haute direction ont droit également aux autres avantages postérieurs à l'emploi, au même titre que les autres membres du personnel. Ces personnes sont également des membres ordinaires de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, mais ces avantages ne figurent pas dans le tableau précédent car ils ne peuvent pas être chiffrés de façon fiable pour un individu ou un groupe d'individus.

25.5 Les encours des prêts sont les avances qui sont accordées sur des droits acquis, telles que les indemnités pour frais d'études, conformément au Règlement et Statut du personnel. Ces avances sont largement mises à la disposition du personnel de l'Organisation.

**Note 26. Participations dans d'autres entités****Division mixte FAO/AIEA**

26.1. La Division mixte des techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture a été créée dans le but de mener des activités dans des domaines d'intérêt commun à l'Organisation et à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), d'éviter les activités en double et de favoriser les effets de synergie. À cet effet, elle met en œuvre un programme établi en concertation par les deux organisations, sur une base biennale. Les activités et la gouvernance de la Division mixte sont définies dans les Arrangements révisés conclus entre les directeurs généraux de la FAO et de l'AIEA. Ces arrangements constituent un accord exécutoire par lequel les deux organisations s'engagent à exercer une activité sous contrôle conjoint. La Division mixte n'est pas considérée comme ayant la structure d'un instrument distinct aux fins de l'application de la norme IPSAS 37, *Joint Arrangements* (partenariats), et constitue donc une opération conjointe.

**Commission du Codex Alimentarius**

26.2. Le Codex Alimentarius, ou «Code alimentaire», est un ensemble de normes, de lignes directrices et de codes d'usages adoptés par la Commission du Codex Alimentarius. La Commission a été créée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) afin de protéger la santé des consommateurs et de promouvoir des pratiques loyales en matière de commerce de denrées alimentaires. Elle est l'élément central du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires. La Commission est ouverte à tous les États Membres et membres associés de la FAO et de l'OMS intéressés aux normes alimentaires internationales. Elle constitue un accord exécutoire par lequel les deux organisations s'engagent à exercer une activité sous contrôle conjoint. Elle n'est pas considérée comme ayant la structure d'un instrument distinct aux fins de l'application de la norme IPSAS 37 et constitue donc une opération conjointe.

[www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/publications/fr/](http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/publications/fr/)

**Note 27. Événements postérieurs à la date de clôture des comptes**

27.1 La date de clôture des comptes de la FAO est le 31 décembre 2021. À la date d'approbation et de signature des états financiers considérés, aucun événement important, favorable ou défavorable, susceptible d'avoir une incidence sur les états, ne s'était produit entre la date de clôture et la date à laquelle la communication des états financiers avait été autorisée.